

Travail de Bachelor pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES-SO en travail social

Haute École de Travail Social – HES-SO//Valais - Wallis

---

## **L'utilité d'une crèche/UAPE dans la commune d'Orsières**

**Projet de création d'une structure d'accueil extrascolaire  
de type crèche et UAPE**



Réalisé par :

Abelenda Lucie

Promotion :

Bach ES 12 PT

Sous la direction de :

Délez Marie-Luce

Orsières, le 18 janvier 2016

## Remerciements à :

**Mme Délez Marie-Luce**, directrice de travail de Bachelor, pour son accompagnement tout au long de ce travail, pour sa disponibilité et ses conseils,

**M. Jacquemettaz Didier**, conseiller communal d'Orsières, pour son soutien, sa disponibilité et les précieuses informations fournies,

**L'administration communale d'Orsières**, qui a permis l'envoi et la réception du questionnaire auprès des familles de la commune,

**Les familles de la commune d'Orsières** qui ont pris le temps de répondre à mon questionnaire,

**M. Métroz André**, pour le temps pris à corriger mon travail,

**Mme Sonia Moulin**, pour le temps pris à relire mon travail,

Et à **ma famille** pour leur soutien tout au long de ce projet.

## Informations

*Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteure.*

*Je certifie avoir personnellement écrit le Travail de Bachelor et ne pas avoir eu recours à d'autres sources que celles référencées. Tous les emprunts à d'autres auteur·e·s, que ce soit par citation ou paraphrase, sont clairement indiqués. Le présent travail n'a pas été utilisé dans une forme identique ou similaire dans le cadre de travaux à rendre durant les études. J'assure avoir respecté les principes éthiques tels que présentés dans le Code éthique de la recherche.*

*Dans ce document le langage épïcène a été utilisé afin de respecter l'égalité des genres.*

Source de l'illustration de la page de garde : <http://premiereslettres.com/garderie/>

## Résumé :

Actuellement, de plus en plus de parents se voient dans l'obligation de travailler, mais de plus en plus de parents ont le désir d'exercer un emploi tous les deux. A cette volonté voire obligation d'activité professionnelle s'entremêle une problématique : la conciliation entre vie familiale et professionnelle, née avec les nouvelles formes de famille et les rôles changeant de la femme et de l'homme.

Pour trouver des solutions à cette conciliation, en Suisse, les politiques sociales, familiales, de l'enfance et de l'égalité travaillent pour la faciliter. Elles favorisent ainsi la création de places d'accueil dans les structures de l'enfance telles que les crèches et les UAPE.

Ce travail de Bachelor s'intéresse à la commune d'Orsières et aux besoins des familles qui y résident en structures d'accueil de l'enfance. Il n'existe pas de structures d'accueil de l'enfance dans cette commune. Les différents stages, que j'ai réalisés dans le domaine de l'enfance et la petite enfance, m'ont amenée à me questionner sur l'absence d'établissement d'accueil pour enfants dans ma commune. L'objectif est donc de démontrer la présence d'un besoin de la part des familles et de proposer un projet de mise en œuvre s'il est identifié.

## Mots clés :

Structure d'accueil pour enfants  
Famille  
Politique sociale et familiale

Conciliation travail et famille  
Financement  
Commune d'Orsières

## Table des matières

<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>7</b>
<b>LA LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>1 INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
1.1 CHOIX DE LA THEMATIQUE ET MOTIVATIONS.....	9
1.2 OBJECTIFS PERSONNELS ET PROFESSIONNELS .....	10
1.2.1 <i>Objectif général.....</i>	<i>10</i>
1.2.2 <i>Objectifs personnels et professionnels.....</i>	<i>10</i>
<b>2 PROBLEMATIQUE GENERALE : L'ABSENCE DE STRUCTURES D'ACCUEIL EXTRASCOLAIRE A ORSIERES.....</b>	<b>11</b>
2.1 ABSENCE DE STRUCTURES D'ACCUEIL DANS LA COMMUNE D'ORSIERES .....	11
2.1.1 <i>Situation géographique d'Orsières.....</i>	<i>11</i>
2.1.2 <i>Nombre d'habitant·e·s de la commune d'Orsières.....</i>	<i>12</i>
2.1.3 <i>Orientation politique de la commune d'Orsières.....</i>	<i>13</i>
2.2 PRESENTATION ET COMPARAISON AVEC LA COMMUNE DE VOLLEGES.....	13
2.2.1 <i>Situation géographique.....</i>	<i>13</i>
2.2.2 <i>Nombre d'habitant·e·s de la commune de Vollèges.....</i>	<i>13</i>
2.2.3 <i>Orientation politique de la commune de Vollèges.....</i>	<i>14</i>
2.2.4 <i>La crèche et l'UAPE de la commune de Vollèges.....</i>	<i>14</i>
2.2.5 <i>Service de mamans de jour de l'Entremont.....</i>	<i>15</i>
2.3 CONSEQUENCES DU MANQUE DE STRUCTURES D'ACCUEIL EXTRASCOLAIRES A ORSIERES.....	15
2.4 QUESTION DE DEPART .....	16
2.5 QUESTION DE RECHERCHE.....	16
2.6 HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	16
<b>3 LA FAMILLE : DEFINITION, EVOLUTION, MODELES ET ROLES.....</b>	<b>17</b>
3.1 DEFINITION DE LA FAMILLE .....	17
3.2 EVOLUTION DES MODELES FAMILIAUX EN SUISSE .....	17
3.2.1 <i>Une vision traditionnelle de la famille : le modèle bourgeois traditionnel.....</i>	<i>17</i>
3.2.2 <i>Volonté des femmes de travailler : le modèle bourgeois contemporain.....</i>	<i>18</i>
3.2.3 <i>Conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle : le modèle égalitaire centré sur l'emploi.....</i>	<i>18</i>
3.2.4 <i>Recherche de l'égalité entre femmes et hommes : le modèle familial égalitaire centré sur la famille.....</i>	<i>19</i>
3.3 STATISTIQUES DES DIFFERENTS AUX TYPES DE FAMILLES .....	20
3.4 LES PRESTATIONS ET LES FONCTIONS DE LA FAMILLE.....	22
3.4.1 <i>Prestations des familles.....</i>	<i>22</i>
3.4.2 <i>Fonctions de la famille.....</i>	<i>22</i>
3.5 LA PAUVRETE DES FAMILLES EN SUISSE.....	23
3.5.1 <i>Pauvreté des familles en Suisse : quelques statistiques.....</i>	<i>23</i>
3.5.2 <i>Stratégies de prévention de la pauvreté des familles.....</i>	<i>25</i>

3.6	CONCLUSION : LE TEMPS CONSACRE AUX TACHES DOMESTIQUES.....	25
<b>4</b>	<b>CONCILIATION FAMILLE ET TRAVAIL .....</b>	<b>28</b>
4.1	CONSEQUENCES D'UNE GESTION PRIVEE DE LA FAMILLE .....	28
4.2	DIFFERENTES POLITIQUES EN FAVEUR DE LA CONCILIATION ENTRE FAMILLE ET TRAVAIL.....	29
4.2.1	<i>Politique sociale.....</i>	<i>29</i>
4.2.2	<i>Politique familiale.....</i>	<i>30</i>
4.2.3	<i>Politique de l'enfance et de la jeunesse.....</i>	<i>30</i>
4.2.4	<i>Politique de l'égalité.....</i>	<i>31</i>
4.3	INTERACTIONS ENTRE LES DIFFERENTES POLITIQUES .....	32
4.4	CONCILIATION ENTRE VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE POUR LES PARENTS EN SUISSE.....	32
4.4.1	<i>Statistiques valaisannes sur le taux d'activité des mères et des pères.....</i>	<i>33</i>
4.4.2	<i>Propositions pour faciliter la conciliation pour les parents.....</i>	<i>34</i>
4.4.3	<i>Recours aux différents types de gardes pour enfants.....</i>	<i>37</i>
4.5	EFFETS DE LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EXTERNE SUR LE REVENU DES FAMILLES EN VALAIS.....	38
<b>5</b>	<b>AIDES FINANCIERES POUR LA CREATION DE NOUVELLES STRUCTURES D'ACCUEIL DE L'ENFANCE .....</b>	<b>40</b>
5.1	DEFINITIONS DES DIFFERENTES STRUCTURES D'ACCUEIL DE L'ENFANCE EN VALAIS.....	40
5.2	AIDES FINANCIERES DE LA CONFEDERATION POUR LA CREATION DE STRUCTURES.....	40
5.2.1	<i>Aides financières pour qui ?.....</i>	<i>41</i>
5.2.2	<i>Quelles conditions pour avoir droit aux subventions ?.....</i>	<i>42</i>
5.3	BENEFICES DE LA CREATION DE STRUCTURES D'ACCUEIL DE L'ENFANCE GRACE AU PROGRAMME D'IMPULSION DE LA CONFEDERATION .....	43
5.4	ETAT DE LA SITUATION DES STRUCTURES D'ACCUEIL DE L'ENFANCE EN VALAIS.....	43
<b>6</b>	<b>AVANTAGES D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL DE L'ENFANCE.....</b>	<b>45</b>
6.1	AVANTAGES DES CRECHES .....	45
6.2	EFFETS DE L'ABSENCE DE STRUCTURE D'ACCUEIL DE L'ENFANCE .....	46
6.3	ENJEUX DES POUVOIRS PUBLICS.....	46
6.4	CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	48
<b>7</b>	<b>METHODOLOGIE DE RECUEIL DE DONNEES.....</b>	<b>49</b>
7.1	LIMITES DE LA METHODE UTILISEE : LE QUESTIONNAIRE.....	49
7.2	TERRITOIRE CONCERNE DE LA RECHERCHE.....	49
7.3	POPULATION CIBLE DU QUESTIONNAIRE.....	49
7.4	CADRE ETHIQUE DE LA RECHERCHE.....	49
7.5	ETAPES DE REALISATION DE LA RECHERCHE.....	50
<b>8</b>	<b>ANALYSE DU QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX FAMILLES D'ORSIERES.....</b>	<b>51</b>
8.1	NOMBRE DE QUESTIONNAIRES REÇUS .....	51
8.2	SITUATION FAMILIALE DES MENAGES : ETAT CIVIL, TRAVAIL, NOMBRE D'ENFANTS .....	51
8.3	SOLUTIONS DE GARDES ACTUELLES POUR LES ENFANTS.....	53
8.4	BESOINS DES FAMILLES DE LA COMMUNE D'ORSIERES DE CREATION DE STRUCTURES D'ACCUEIL ET LEURS UTILISATIONS.....	54
8.5	REVENU DES FAMILLES ET INVESTISSEMENT POSSIBLE DANS UN MOYEN DE GARDE .....	55
8.6	LIMITES DE LA RECHERCHE .....	56
8.7	CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	57

<b>9</b>	<b>REPONSES A LA QUESTION ET AUX HYPOTHESES DE RECHERCHE .....</b>	<b>57</b>
9.1	HYPOTHESE 1 : LA POPULATION DE LA COMMUNE SOUHAITE LA MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL .....	57
9.2	HYPOTHESE 2 : LA COMMUNE D'ORSIERES VEUT PRESERVER UNE VISION TRADITIONNALISTE DE LA FAMILLE .....	57
9.3	REPONSE A LA QUESTION DE RECHERCHE.....	57
<b>10</b>	<b>PROPOSITION POUR LA COMMUNE D'ORSIERES.....</b>	<b>58</b>
10.1	QUELS SONT LES BESOINS EN STRUCTURES D'ACCUEIL (CRECHE ET UAPE) DANS LA COMMUNE D'ORSIERES ? .....	58
10.2	PROPOSITION DE TARIFS D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL DANS LA COMMUNE D'ORSIERES .....	59
<b>11</b>	<b>POSITIONNEMENT FINAL.....</b>	<b>61</b>
11.1	POSITIONNEMENT PAR RAPPORT AU PROCESSUS ET LES APPRENTISSAGES REALISES .....	61
11.2	EVOLUTION DU REGARD SUR CETTE THEMATIQUE.....	62
<b>12</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE ALPHABETIQUE .....</b>	<b>63</b>
<b>13</b>	<b>TABLE DES LOIS CITEES.....</b>	<b>67</b>
<b>14</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>68</b>
14.1	ANNEXE 1 : CARTE GEOGRAPHIQUE DISTRICT D'ENTREMONT .....	68
14.2	ANNEXE 2 : NOMBRES D'HABITANTS DE LA COMMUNE DE VOLLEGES .....	69
14.3	ANNEXE 3 : DIRECTIVES VALAISANNES POUR L'ACCUEIL D'ENFANTS A LA JOURNEE EN STRUCTURE D'ACCUEIL .....	70
14.4	ANNEXE 4 : TABLEAU DES COUTS ET DES AVANTAGES D'UNE CRECHE A FRIBOURG SELON L'ETUDE DE OTH (2002).....	73
14.5	ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE .....	74
14.6	ANNEXE 6 : LES TABLEAUX DES RESULTATS STATISTIQUES DU QUESTIONNAIRE.....	79

## Liste des tableaux

Tableau 1 :	Carte géographique d'Orsières, Valais-CH, 2015.....	11
Tableau 2:	Nombre de ménages par nombre de personnes, Orsières (Valais-CH), décembre 2013.....	12
Tableau 3 :	Pyramide des âges, Orsières (Valais-CH), décembre 2013 .....	12
Tableau 4 :	Situation des ménages sur la commune de Vollèges (Valais-CH) au 30.11.2014 .....	14
Tableau 5 :	Taux d'occupation des femmes et des hommes en 1991 et 2014, en Suisse.....	21
Tableau 6 :	Nombres de ménages selon le type de famille en Suisse, 2012.....	21
Tableau 7 :	Taux de pauvreté de certains groupes de population en Suisse, 2010.....	24
Tableau 8 :	Temps consacré au travail professionnel, domestique et bénévole selon l'âge du dernier enfant, en Suisse en 2007.....	27
Tableau 9 :	Situation professionnelle des mères avec partenaires et enfants en 2014, en Suisse .....	33
Tableau 10 :	Situation professionnelle des pères avec partenaires et enfants, en 2014, en Suisse .....	33
Tableau 11:	Pourcentages des femmes, des hommes, des pères et des mères à un emploi à plein temps ou à temps partiel.....	34
Tableau 12 :	Modèles de répartition de l'activité professionnelle des couples avec et sans enfant·s, 2007, Suisse .....	35
Tableau 13:	Ménages qui recourent à des structures d'accueil extra-familial selon le type de ménage et l'âge du plus jeune enfant, 2007, Suisse....	36
Tableau 14 :	Emploi à temps partiel et places de crèches dans les cantons romands, 2008, Suisse.....	37
Tableau 15 :	Pourcentage d'enfants avec un accueil extra-familial ou extra-scolaire, 2013, Suisse .....	37
Tableau 16 :	Structures et places subventionnées en Valais, 2011 .....	44
Tableau 17 :	Bilan fiscal, crèche Croqu'lune à Fribourg, CH, 2002. ....	47
Tableau 18 :	Bilan fiscal, crèche Les Patachoux, Jura, CH, 2002.....	47
Tableau 19 :	Nombres de réponses au questionnaire, Orsières, 2015 .....	51
Tableau 20 :	Si vous êtes en couple travaillez-vous tous les deux, Orsières, VS, 2015.....	52
Tableau 21 :	Quel âge a/ont votre/vos enfant/s ?, Orsières, VS, 2015.....	52
Tableau 22 :	Etes-vous satisfait(e) du mode de garde que vous avez choisi pour votre/vos enfant(s) ?, Orsières, 2015.....	53
Tableau 23 :	Si la commune d'Orsières met en place une structure d'accueil de type crèche l'utiliserez-vous ?, Orsières, 2015. ....	54
Tableau 24 :	Si la commune d'Orsières met en place une structure de type UAPE, l'utiliserez-vous?, Orsières, 2015.....	54
Tableau 25 :	A quelle fréquence en auriez-vous besoin?, Orsières, 2015.....	55
Tableau 26 :	Dans l'hypothèse de l'existence d'une structure d'accueil à Orsières, placeriez-vous votre/vos enfant(s) Pour?, Orsières, 2015. ....	56
Tableau 27 :	Tarifs de l'UAPE d'Orsières, Valais, 2015.....	59
Tableau 28:	Proposition de tarifs pour la crèche d'Orsières, Valais, 2015 .....	60
Tableau 29 :	Quel est le revenu annuel du ménage ?, Orsières, 2015.....	60

## La liste des abréviations

APAJ d'Entremont :	Association des parents d'accueil de jour d'Entremont
AVS :	Assurance vieillesse et survivants
CSIAS :	Conférence Suisse des institutions d'actions sociales
DECS :	Département de l'éducation, de la culture et du sport
HES :	Haute école spécialisée
LAI :	Loi sur l'assurance invalidité
OFAS :	Office Fédéral des Assurances Sociales
OFS :	Office Fédéral des Statistiques
ONG :	Organisations non gouvernementales
PDC :	Parti Démocrate Chrétien
PLR :	Parti Libéral Radical
SAJ :	Structure d'accueil de jour
SAP :	Structure d'accueil parascolaire
UAPE :	Unité d'Accueil Pour Ecoliers



# 1 Introduction

## 1.1 Choix de la thématique et motivations

Le travail de Bachelor conclut trois ans de formation à la Haute Ecole Spécialisée (HES) de Sierre en travail social. Cet exercice de recherches donne l'occasion d'approfondir une thématique et de développer des connaissances professionnelles et personnelles. J'ai choisi de m'intéresser à ma commune, Orsières.

La commune d'Orsières se situe dans le val d'Entremont sur la route du Grand Saint-Bernard en Valais (Suisse). Au cours de ces dernières années, les offres en structures d'accueil de l'enfance se sont développées dans tout le canton et dans toute la Suisse. Des communes avoisinantes proposent des accueils de jour en crèche et en UAPE (Vollèges, Le Châble, ...). Cette offre n'est pas présente dans la commune d'Orsières, ce qui a amené mon questionnement. Je souhaite connaître les besoins des familles de la commune d'Orsières en structure d'accueil de l'enfance (plus particulièrement la crèche et l'unité d'accueil pour écoliers (UAPE)).

Ce sujet m'a interpellée, c'est l'endroit où je vis et je trouve qu'il est essentiel de savoir se préoccuper de ce qui se passe près de chez soi. Je pense également qu'il est aussi de mon devoir, en tant que travailleuse sociale, de me questionner sur les manques et les besoins qui s'y rapportent. Mon travail dépend énormément des décisions politiques et donc il est d'autant plus important de savoir argumenter les besoins des bénéficiaires. On peut le constater sur le plan du financement, où le soutien des politiques peut faire changer la manière de prise en charge de personnes. Toutes les lois sur les assurances sociales et leurs modifications influencent les métiers du social. La dernière révision de la loi sur l'assurance invalidité (LAI) implique un remaniement des rentes octroyées. Cela entraîne pour certaines personnes bénéficiaires d'une rente une reconsidération de leur dossier (Besson, communication personnelle, juin 2013). Elles pourraient donc être considérées comme ayant un potentiel de réadaptation. Toute une série de mesures seront mises en place afin de former ces personnes à un métier. Ces différentes reconsidérations engagent le travail de divers professionnels dont des assistant·e·s social·e·s, afin d'accompagner ces personnes vers de nouveaux projets de vie.

Les différents stages, que j'ai réalisés dans le domaine de l'enfance et la petite enfance, m'ont amenée à me questionner sur l'absence d'établissement d'accueil pour enfants dans ma commune. Je connais également plusieurs familles résidentes dans la commune pour lesquelles il n'est pas toujours évident de trouver des moyens de garde pour leurs enfants.

Suite à différents cours de réalisation de projet et sur les lois des assurances sociales, je me suis questionnée sur la politique sociale et familiale. Comment sont-elles constituées? Quels sont leurs enjeux? De quelles manières influencent-elles les citoyen·ne·s ou inversement? J'ai peu de connaissances dans ce domaine et mon travail me permettra d'acquérir de nouveaux savoirs et de découvrir les mécanismes de prise de décisions politiques au niveau social et familial. Ce projet m'a également donné l'occasion d'entrer en contact avec les conseillers communaux et de devoir argumenter solidement mes idées.

Avec mes recherches, j'espère pouvoir mieux comprendre les décisions qui sont prises par les politiques et également voir quelles sont les représentations des familles et des lieux d'accueil pour enfants perçu par les conseillers communaux et les familles.

## **1.2 Objectifs personnels et professionnels**

### **1.2.1 Objectif général**

L'objectif général de ce Travail de Bachelor est de présenter à la commune d'Orsières, un projet de création d'une structure d'accueil pour enfants, si le besoin est avéré.

### **1.2.2 Objectifs personnels et professionnels**

Les objectifs personnels pour ce travail de Bachelor sont :

- ✧ Comprendre les représentations de la famille, de la politique sociale et des lieux d'accueil pour enfants qu'ont les familles de la commune ainsi que les représentants de celle-ci.
- ✧ Créer un projet pour une structure d'accueil pour enfants s'il y en a le besoin.
- ✧ Entrer en contact avec les personnes liées à la politique.
- ✧ Réussir à argumenter le besoin des personnes auprès des conseillers communaux de la commune d'Orsières.

Les objectifs professionnels pour ce travail de Bachelor sont :

- ✧ Mener à bien un processus de recherche de type travail de Bachelor.
- ✧ Approfondir mes connaissances en politique sociale et familiale.
- ✧ Comprendre les enjeux auxquels sont confrontés les représentants politiques dans leurs prises de décisions.
- ✧ Trouver les moyens d'identifier des besoins auprès d'une population ciblée.

## 2 Problématique générale : l'absence de structures d'accueil extrascolaire à Orsières

### 2.1 Absence de structures d'accueil dans la commune d'Orsières

Alors que des structures d'accueil existent dans plusieurs villages avoisinants (Vollèges, Le Châble, Verbier), elles sont absentes à Orsières.

Pour bien débiter la compréhension de cette problématique, il est important de définir les termes de crèches et d'UAPE. La crèche est une structure qui accueille des enfants entre 18 mois et 5 ans sur des journées ou des demi-journées, les repas compris. L'UAPE accueille, elle, des enfants en âge scolaire jusqu'à 12 ans, avant et après l'école ainsi que pour les repas de midi.

#### 2.1.1 Situation géographique d'Orsières

Orsières est une grande commune valaisanne (tableau 1) qui compte 3'193 habitant·e·s au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Elle se compose de 21 villages (Douay, Soulalex, Chamaille, La Rosière, Chez-Les-Addy, Chez-Les-Giroud, Verlonnaz, Chez-Les-Reuses, Reppaz, Commeire, Le Bioley-Champex, Prassurny, Som-la-proz, Issert, Les Arlaches, Praz-de-Fort, Saleinaz, Branche, Prayon, La Fouly et Orsières). Elle est entourée de sept autres communes (Bourg-Saint-Pierre, Liddes, Bagnes, Sembrancher, Bovernier et Martigny-Combe) ainsi que de deux pays (la France et l'Italie) (Commune d'Orsières (a), 2014).

Tableau 1 : Carte géographique d'Orsières, Valais-CH, 2015



Source: Commune d'Orsières, 2015.

### 2.1.2 Nombre d'habitant·e·s de la commune d'Orsières

Sur le nombre total d'habitant·e·s, le tableau 2 montre le nombre de ménages dans la commune, sans précision quant à l'âge ou le nombre des enfants qu'ils comprennent.

Tableau 2: Nombre de ménages par nombre de personnes, Orsières (Valais-CH), décembre 2013

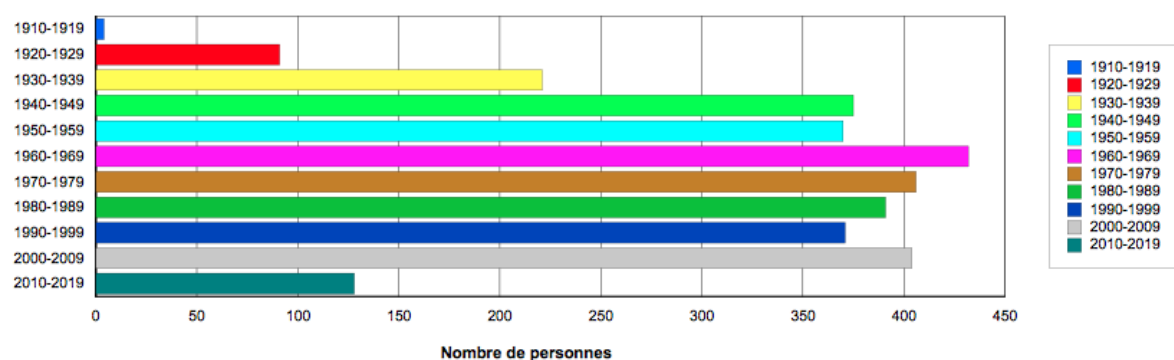
Nombre de ménages par nombre de personnes										
	1 pers	2 pers	3 pers	4 pers	5 pers	6 pers	7 pers	8 pers	9 pers	10 pers >10 pers
	468	427	172	167	89	31	8	0	0	0
Nombre de ménages:	1'362									
Nombre de personnes:	3'193									

Source : Commune d'Orsières, 27 décembre 2013

Sur les 1'362 ménages résidents dans la commune, nous pouvons soustraire la première colonne qui compte les personnes seules ainsi qu'une partie de la deuxième qui comprend les personnes en couple. Cette seconde colonne compte également des familles monoparentales avec un enfant qu'il faut prendre en compte. Il y a donc environ 467 familles avec enfants, mais on peut supposer que ce chiffre n'est pas totalement exact si l'on considère les familles monoparentales avec un enfant.

Ces familles pourraient bénéficier d'une aide pour la garde de leurs enfants. Comme le démontre le tableau 3, les enfants de moins de 14 ans représentent une grande part de la population de la commune avec 532 enfants (Commune d'Orsières (b), 2014). Il y a un nombre important d'entre eux qui pourraient être concernés par la création d'une structure comme une crèche ou une UAPE. En sachant que les femmes sont de plus en plus actives sur le marché de l'emploi, il est essentiel pour elles d'avoir des moyens de garde pour leurs enfants.

Tableau 3 : Pyramide des âges, Orsières (Valais-CH), décembre 2013



Source : Commune d'Orsières, imprimé le 27 décembre 2013

### **2.1.3 Orientation politique de la commune d'Orsières**

Dans l'extrait de délibérations du Conseil Municipal du 6 novembre 2013, il est écrit dans le rapport de la commission scolaire et apprentissage, dont le responsable est M. Jacquemettaz, que le Conseil Communal a pris la décision de créer un groupe de travail chargé d'étudier l'utilité et la réalisation d'une crèche et d'une UAPE (Commune d'Orsières (c), 2014). M. Jacquemettaz a mis en place une réflexion sur le besoin de structure d'accueil de l'enfance sur l'ensemble de la commune et comment, si le besoin est avéré, la commune va pouvoir y répondre. C'est pourquoi, il est intéressé par ce travail de Bachelor qui lui permet d'alimenter les réflexions de cette équipe.

Il y a 6 ans, le prédécesseur de M. Jacquemettaz a créé un grand projet, qui prévoyait la création d'une crèche et d'une UAPE ainsi que la mise en place de l'horaire continu à l'école. Les horaires continus impliquent le début des cours à 7 heures jusqu'à 17 heures, avec un temps entre 15 heures-17 heures dédié aux activités extra-scolaires. Cet ancien conseiller communal a présenté son projet aux professeur·e·s des écoles, qui l'ont approuvé. Lors de la présentation aux parents, cela n'a pas été accueilli positivement. Quand il a constaté que le public cible de son projet n'était pas intéressé, il a fini par l'abandonner. Un point positif est ressorti de ce projet : il y a eu l'harmonisation des horaires des écoles. Les enfants de 1<sup>ère</sup> enfantine jusqu'en dernière année d'école secondaire ont les mêmes horaires, ce qui aide l'organisation des familles.

Au niveau politique, la commune d'Orsières s'oriente principalement du côté du Parti Démocrate Chrétien (PDC) et également vers le Parti Libéral Radical (PLR) (Commune d'Orsières (d), 2014). Le PDC a pour optique principale de favoriser une politique en faveur de la famille, pour une économie de marché et pour une Suisse sûre (Parti Démocrate Chrétien Suisse, 2014). Le PLR, lui, tient à encourager l'emploi, garantir un Etat efficace et assainir les assurances sociales (Parti Libéral Radical, 2014). Il semble donc que les conseillers et conseillères communales d'Orsières, qui sont majoritairement affiliées à l'un de ces deux partis, sont sensibles aux questions se rapportant à la famille et à l'harmonisation entre une vie familiale et une vie professionnelle.

## **2.2 Présentation et comparaison avec la commune de Vollèges**

### **2.2.1 Situation géographique**

La commune de Vollèges située dans le district d'Entremont, sur l'axe Martigny/Grand-St-Bernard, s'étend sur la rive droite de la Dranse, à l'entrée de la vallée de Bagnes (cf. carte annexe 1). Son territoire touche six autres communes : Bagnes, Sembrancher, Bovernier, Martigny, Charrat et Saxon.

Six villages et hameaux la composent : Vollèges, Cries, Etiez, Vens, Le Levron et Chemin-dessus.

### **2.2.2 Nombre d'habitant·e·s de la commune de Vollèges**

La commune de Vollèges compte 1'809 habitant·e·s. La population regroupe 376 enfants âgés de moins de 16 ans (cf. annexe 2), on dénombre 532 enfants dans la commune d'Orsières de moins de 14 ans.

**Tableau 4 : Situation des ménages sur la commune de Vollèges (Valais-CH) au 30.11.2014**

Enfants par famille	Nombre de familles	Enfants couples	Enfants conjoints	Garçons	Filles	Suisses	Etrangers	Total	%
Familles avec :									
1 enfant	73	46	27	37	36	57	16	73	17.30
2 enfants	96	157	35	102	90	162	30	192	45.50
3 enfants	44	113	19	68	64	129	3	132	31.28
4 enfants	5	20		13	7	20		20	4.74
5 enfants	1	5		4	1	5		5	1.18
6 enfants									
7 enfants									
8 enfants et plus									
Total	219	341	81	224	198	373	49	422	100.00

Source : Service administratif de la commune de Vollèges

Dans le tableau 4, on peut observer qu'il y a en tout 219 familles avec enfants dans la commune de Vollèges, il y en a environ 467 dans la commune d'Orsières. Les familles sont plus nombreuses sur la commune d'Orsières que sur celle de Vollèges. Dans la commune de Vollèges, il existe une crèche et une UAPE. Le besoin de structures d'accueil pour les enfants qui s'est fait ressentir vient de la demande des parents et d'une mobilisation de leur part.

### 2.2.3 Orientation politique de la commune de Vollèges

Au niveau de son orientation politique, la commune de Vollèges est relativement semblable à celle d'Orsières avec une majorité de votes du côté PDC.

On remarque donc une certaine similitude entre les deux communes au niveau politique. Et pourtant, la commune d'Orsières a davantage d'habitants, de familles et d'enfants résidents sans qu'il y ait eu la création d'une structure d'accueil de l'enfance.

### 2.2.4 La crèche et l'UAPE de la commune de Vollèges

La crèche de Vollèges a été ouverte en août 2008, puis en août 2011 l'UAPE a été créée. La mise en place de ces structures fait suite à la loi sur la jeunesse (cf. chapitre 5.4.2) ainsi qu'à la demande de la population de Vollèges et des environs. Ce projet a été soutenu de manière financière par la commune d'Orsières. Pour cette raison, les familles orseraines qui souhaitent placer leurs enfants à la crèche sont prioritaires sur les autres résidentes hors de la commune de Vollèges. Elles vont ainsi payer le même tarif que les gens de la commune de Vollèges, pour la prise en charge de leurs enfants dans la crèche communale. Les tarifs pour les familles qui habitent hors commune d'une crèche sont plus élevés.

La structure est donc sollicitée par certaines familles d'Orsières. Il y a en tout 8 enfants qui sont accueillis dans cette crèche, allant d'une demi-journée à 3 jours par semaine. La crèche peut prendre en charge 16 enfants sur une journée et 66 enfants y sont inscrits sur la semaine. L'UAPE peut, elle, recevoir jusqu'à 25 enfants sur la journée et 68 y sont inscrits. Ces deux établissements ont été agrandis au 1<sup>er</sup> février 2015 pour pouvoir accueillir 20 enfants sur la journée pour la crèche et 35 pour l'UAPE.

### **2.2.5 Service de mamans de jour de l'Entremont**

Il existe dans le district de l'Entremont l'association des parents d'accueil de jour (APAJ). 13 mamans de jour s'occupent d'environ 35 enfants en moyenne sur la commune d'Orsières. On peut donc en conclure que le service de ces mamans de jour est largement exploité et que les parents ont besoin d'une forme de garde pour leurs enfants.

### **2.3 Conséquences du manque de structures d'accueil extrascolaires à Orsières**

Comme il n'existe pas de structures d'accueil extrascolaires pour enfants de type crèche ou UAPE, cette situation peut poser problème pour les familles résidentes. Ces dernières doivent en cas de besoin faire appel à des crèches de communes avoisinantes (principalement celle de Vollèges), aux mamans de jour ou alors simplement à leurs propres ressources (souvent la famille ou des proches). Ces diverses solutions peuvent induire des coûts importants pour les parents qui doivent mener leurs enfants dans une autre commune ou chez une maman de jour. La solution de garde par la famille, souvent par les grands-parents, peut demander beaucoup d'investissement de leur part afin d'être disponible.

Une étude (Barbeiro, Le Goff & Gossweiler, 2011) montre que les arguments des parents qui confient la garde de leurs enfants à leurs parents sont de nature pratique car ils sont plus disponibles et plus flexibles qu'une institution ou une maman de jour. Les raisons économiques sont également mises en avant car les services de garde peuvent se révéler coûteux. Il y a également parfois des difficultés à trouver des mamans de jour disponibles et des places en crèches. La proximité géographique des grands-parents favorise également le choix de leur confier les enfants.

Durant la rédaction de ce travail de Bachelor, une UAPE a été mise en place dans la commune d'Orsières, en août 2015. Il y avait 24 enfants qui allaient quatre jours par semaine manger à la cantine du cycle d'orientation d'Orsières. Ils étaient accompagnés et surveillés par les professeurs. Suite à une demande du Canton, la commune a créé une UAPE afin d'accompagner ces enfants pendant les temps de midi (cf. chapitre 7.5).

#### **Certaines questions se posent alors :**

Quelles sont les raisons qui expliqueraient l'absence de telles structures sur la commune d'Orsières alors qu'elles sont présentes sur une commune voisine ? La question du coût de telles structures est souvent mise en avant pour en freiner la création. Est-il également question de représentations familiales traditionnalistes par la commune ou alors simplement une certaine absence de politique familiale ?



## 2.4 Question de départ

La question de départ posée est :

**Quels sont les moteurs ou les freins à la création d'une structure d'accueil pour enfant dans la commune d'Orsières en Valais ?**

Pour la création d'une structure d'accueil pour enfants, le rôle de moteurs consiste principalement en la présence d'un besoin ainsi que des personnes qui se mobilisent. Les freins sont nombreux et la principale barrière demeure celle des finances. La politique sociale mise en avant dans les communes et la Confédération joue un rôle essentiel. Sera-t-elle un moteur ou un frein ?

## 2.5 Question de recherche

Le choix de la question de recherche est la suivante :

Est-ce que la mise en place d'une structure d'accueil extrascolaire pour enfant correspond à un besoin de la population de la commune d'Orsières ?

Il est très important de définir tout d'abord s'il y a un besoin réel pour la population. Mais cette question porte aussi sur la nécessité d'expliquer la politique familiale au niveau communal, sa conception, ses enjeux et ce qu'elle peut apporter.

## 2.6 Hypothèses de recherche

Pour approfondir cette recherche deux hypothèses sont posées :

1. La population d'Orsières souhaite la mise en place d'une structure d'accueil (crèche et UAPE) pour enfants dans la commune.
2. La commune d'Orsières veut préserver une vision traditionnelle de la famille et n'a pas connaissance des besoins de celle-ci en matière de structure de garde d'enfants.

La suite de ce document va se diviser en trois parties. Premièrement, la partie théorique qui va retracer les différentes thématiques telles que : la famille, la politique familiale, la conciliation entre vie familiale et professionnelle, les directives pour les structures d'accueil de l'enfance et leur financement.

Deuxièmement, la démarche empirique va être explicitée grâce à la recherche de données, au questionnaire et à l'analyse des résultats qui permettront de ressortir des pistes d'action pour la commune d'Orsières. Cette étape est réalisée avec la collaboration de l'administration communale ainsi que le conseiller communal M. Didier Jacquemettaz. Finalement, un bilan du travail va être réalisé ainsi qu'une auto-évaluation avec un positionnement professionnel.



### 3 La famille : définition, évolution, modèles et rôles

*« La famille est comme le phénix : sans cesse on annonce sa mort et régulièrement elle renaît. Mais contrairement au phénix qui revient à la vie toujours identique à lui-même, la famille, elle, change constamment. » (Aïn, 2008, p.7)*

#### 3.1 Définition de la famille

*« La famille se définit comme un groupe social primaire, généralement composé d'un couple (marié ou non) et de ses descendants naturels directs » (Fux, 2005)*

Cette première définition est très réductrice. Elle ne prend en compte que les couples (mariés ou non) avec leurs descendance naturelle et n'envisage pas l'adoption ou la famille composée d'autres membres vivant sous le même toit.

*« A l'heure actuelle, la famille peut être définie comme groupe social d'un genre particulier, fondé sur les relations entre parents et enfants, et reconnu comme tel par la société, c'est-à-dire institutionnalisé. » (Dafflon, 2003, p.275)*

Cette seconde définition est plus intéressante car elle ne réduit pas la famille à la représentation de deux parents avec un ou plusieurs enfants. Elle considère toutes les familles, qu'elles soient élargies, nucléaires, monoparentales ou recomposées.

#### 3.2 Evolution des modèles familiaux en Suisse

La famille est un concept qui a évolué avec le temps. La famille élargie, regroupant plusieurs générations sous un même toit, a ensuite cédé la place à la famille nucléaire composée du père, de la mère et de leurs enfants. L'industrialisation explique principalement ce changement : la baisse de la fécondité, liée au mariage plus tardif et à une augmentation du taux de célibat. Par la suite, cette conception de la famille est également mise à mal avec l'augmentation des divorces, l'apparition de la contraception chimique, le concubinage ou encore le remariage (Maret, 2008, p.23).

##### 3.2.1 Une vision traditionnelle de la famille : le modèle bourgeois traditionnel

Le modèle familial bourgeois traditionnel repose sur la séparation des responsabilités professionnelles et familiales. L'homme travaille à temps plein et la femme s'occupe du ménage et des enfants. La condition nécessaire au bon fonctionnement de ce modèle nécessite que le revenu du père suffise à subvenir aux besoins de toute la famille.

Dans ce type de famille, l'homme et la femme sont fortement dépendants l'un de l'autre mais pas de manière égale car la femme relève financièrement de son conjoint. Elle dispose donc de moins de ressources matérielles et décisionnelles (Bühler, 2002, p. 80).

L'homme est considéré comme étant le principal soutien financier de la famille et la femme comme mère au foyer, à la fois responsable de l'éducation des enfants et de la prise en charge des autres membres de la famille.

Cette conception de la famille et des rôles impartis à chacun implique que l'homme sorte du foyer pour assurer son existence et celle de sa famille. Cet "idéal" se développe dans un premier temps uniquement dans les milieux bourgeois, car dans

les autres couches de la population, les hommes ne peuvent pas subvenir seuls aux besoins de leur famille; la participation financière des femmes est donc indispensable. Ces dernières doivent se débrouiller seules pour jongler entre leurs différents lieux de travail et assumer les deux tâches qui leur sont dévolues (Commission Fédérale de coordination pour les questions familiales (COFF), 2004).

Dans cette configuration prennent racine deux domaines politiques: la politique familiale, dont l'objet est de protéger, de soutenir et d'encourager les familles (leur existence, leurs prestations), et la politique de l'égalité qui s'occupe de l'égalité des sexes au sein de la famille, de la formation et de l'activité professionnelle. A la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les premières dispositions visant à protéger la famille voient le jour (par ex. la loi sur les fabriques prescrivant une interdiction du travail des enfants et une interdiction de travail de huit semaines pour les femmes enceintes ou jeunes accouchées) (COFF, 2004).

### **3.2.2 Volonté des femmes de travailler : le modèle bourgeois contemporain**

Durant la seconde guerre mondiale, les femmes se trouvent dans l'obligation de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille pendant que les hommes sont au front. Le rôle de la femme va ensuite évoluer car elle travaille.

Au niveau de la famille, l'activité professionnelle de la femme est uniquement considérée comme une "collaboration" et son revenu, comme un "à-côté". Le problème de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle n'entre pas en ligne de compte, puisqu'il est résolu dans la sphère privée. L'essor économique d'après-guerre permet au modèle de la famille bourgeoise traditionnelle d'étendre ses racines jusque dans la classe moyenne de la population (COFF, 2004).

Les mères de famille qui travaillent, supposent un modèle familial différent, le modèle familial bourgeois contemporain, qui apparaît dans le courant des années cinquante. Contrairement au modèle traditionnel, il n'exclut pas une activité professionnelle des mères. Actuellement, les femmes ont beaucoup plus accès au marché du travail et tant qu'elles n'ont pas d'enfant, travaillent à cent pour cent. Mais suite à l'arrivée du premier enfant, elles vont souvent prendre une activité à temps partiel. L'emploi à temps partiel joue un rôle important dans cette conception de la vie. Il permet aux mères d'être actives professionnellement, souvent par nécessité économique, sans devoir renoncer à leur vie de famille. Pouvoir concilier famille et travail est alors souvent difficile sans mise en place de solutions de garde pour les enfants. Les femmes sont donc souvent dépendantes en partie voir totalement de leur mari au niveau financier (Maret, 2008, p.24).

Ce modèle est tout de même étroitement lié au précédent, traditionnel. Le père reste celui qui répond principalement aux besoins de la famille et la mère, celle qui est responsable de la famille. La question de la conciliation ne s'envisage pas au niveau politique car l'éducation des enfants appartient encore au domaine privé.

### **3.2.3 Conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle : le modèle égalitaire centré sur l'emploi**

La persistance de la prospérité économique et l'expansion de la formation dans les années 60, dont les femmes ont largement profité, changent profondément le rôle de la femme. Se fondant sur des données scientifiques et sociales, le nouveau mouvement féministe désigne la conception traditionnelle de la famille et de la répartition des rôles comme l'obstacle décisif à l'égalité des sexes. Le problème de la

conciliation entre vie familiale et vie professionnelle devient alors un cheval de bataille de la politique de l'égalité. Les femmes souhaitent travailler mais cette intégration dans le marché de l'emploi demande une adaptation de la gestion familiale. Ainsi la question de la conciliation entre vie professionnelle et familiale se pose (COFF, 2004).

Un autre modèle apparaît, le modèle familial égalitaire centré sur l'emploi. Il suppose que le père et la mère sont tous deux intégrés à plein temps dans une activité professionnelle. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à être formées et souhaitent être intégrées dans une vie professionnelle active. La garde des enfants n'est pas considérée comme étant réservée au domaine privé mais faisant partie des tâches publiques. Ce type de modèle ne fonctionne qu'avec une offre suffisante dans les structures d'accueil de l'enfance. Ce modèle est très répandu dans les pays nordiques (Finlande, Suède, Norvège et Danemark) (Bühler, 2002, p.84).

Dans les pays scandinaves, près de 80% des femmes sont salariées. En Finlande et au Danemark, 80 à 90 % des femmes travaillent à plein temps. En Finlande notamment, cas unique au monde, l'emploi des hommes et celui des femmes sont parallèles. En Norvège, en Suède et en Islande, la proportion des femmes qui ont un emploi à temps partiel est de 40 à 50 %. De plus, les congés de maternité et de paternité (ouverts à tous les hommes, mais assez peu utilisés) sont plus longs, et les mères qui choisissent de garder leurs enfants à la maison jusqu'à l'âge de trois ans reçoivent des subventions étatiques. Quelle que soit la position sociale des parents, tous les enfants ont accès à la crèche ou la maternelle jusqu'à l'âge scolaire (7 ans). 50 à 80% d'entre eux bénéficient d'une garderie, qu'elle soit publique ou privée. Dans ces pays, et plus particulièrement en Suède, on peut bénéficier d'horaires de travail aménagés quand on a des enfants en bas âge. Ce modèle peut fonctionner à grande échelle, on le constate dans ces pays (Le rucher, 2015).

### **3.2.4 Recherche de l'égalité entre femmes et hommes : le modèle familial égalitaire centré sur la famille**

Les changements sociétaux débouchent sur une participation croissante des femmes et des mères à la vie professionnelle. Les femmes militent pour l'égalité des sexes et obtiennent gain de cause au niveau politique. Les hommes se mettent eux aussi à repenser leur rôle et aspirent à plus d'engagements dans la vie familiale. La question de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle devient un problème fondamental pour toujours plus de mères et de pères. Sur le front de la politique familiale, on s'écarte lentement du modèle traditionnel pour se diriger vers la reconnaissance du problème que pose la conciliation entre vie familiale et professionnelle. Cette attitude réservée signale une divergence entre politique familiale et politique de l'égalité en Suisse (COFF, 2004).

Cet investissement grandissant des pères et une flexibilité de certaines entreprises permettent la venue du modèle familial égalitaire centré sur la famille. Il repose sur l'idée d'un partage des tâches familiales et domestiques ainsi qu'une intégration dans le monde du travail pour les deux conjoints. A la différence du modèle égalitaire centré sur l'emploi, celui-ci tend à préserver la prise en charge et l'éducation des enfants dans la sphère privée. Il suppose donc que les deux partenaires travaillent à temps partiel (Bühler, 2002, p. 86).

L'évolution des familles et des rôles entre la femme et l'homme s'est développée. La femme qui devait principalement s'occuper des enfants et du ménage peut aujourd'hui participer aux revenus de la famille et s'épanouir à l'extérieur de celle-ci. L'homme qui devait subvenir aux besoins financiers de la famille voit aujourd'hui son rôle évoluer pour prendre en charge sa famille différemment et il a la possibilité grandissante d'avoir un temps de travail réduit et ceci dans une recherche toujours plus grande d'une égalité entre les sexes. Un constat se fait dans l'évolution du rôle de chacun et dans leur profession.

La famille elle-même évolue dans son style de vie selon les différents modèles et également dans sa composition qui peut varier aujourd'hui de la famille nucléaire, monoparentale, élargie, recomposée.

### 3.3 Statistiques des différents aux types de familles

Dans le rapport statistique de 2008<sup>1</sup> sur les familles en Suisse, on constate que le modèle traditionnel, l'homme avec une activité professionnelle à plein temps et la femme sans activité professionnelle, ne s'établit que dans un tiers des ménages. Cette répartition des rôles n'est souvent mise en place que durant une période limitée et ne présente plus une solution d'actualité.

*« La situation a complètement changé en vingt ans. Au début des années 1990, le modèle traditionnel de répartition des rôles s'appliquait encore dans la majorité des ménages familiaux comptant des enfants en dessous de 15 ans (57%); en 2007, on ne le retrouve plus que dans 28% des ménages. Parmi les couples qui ne comptent pas (ou plus) d'enfant, près de 14% connaissent le modèle traditionnel de répartition des rôles. La part des couples dont le partenaire occupe un emploi à plein temps et la partenaire à temps partiel est environ deux fois plus importante. Mais ce sont les couples dont les deux partenaires ont un poste à plein temps qui forment le groupe le plus important. » (Branger & al., 2008, p.71)*

Actuellement, 6 femmes qui exercent une activité professionnelle sur 10 ont un emploi à temps partiel, contre seulement 1,6 hommes sur 10. Le travail à temps partiel est ainsi une caractéristique de la vie professionnelle des femmes. Un poste à temps partiel est souvent synonyme de conditions d'emploi précaires, d'une couverture sociale insuffisante (caisse de pension, p. ex.), d'obstacles à une formation continue et à la réalisation d'une véritable carrière. Cependant, le travail à temps partiel permet aussi d'assumer par ailleurs d'autres activités, comme de consacrer du temps aux enfants, de prêter assistance à des tiers ou de vaquer aux tâches domestiques.

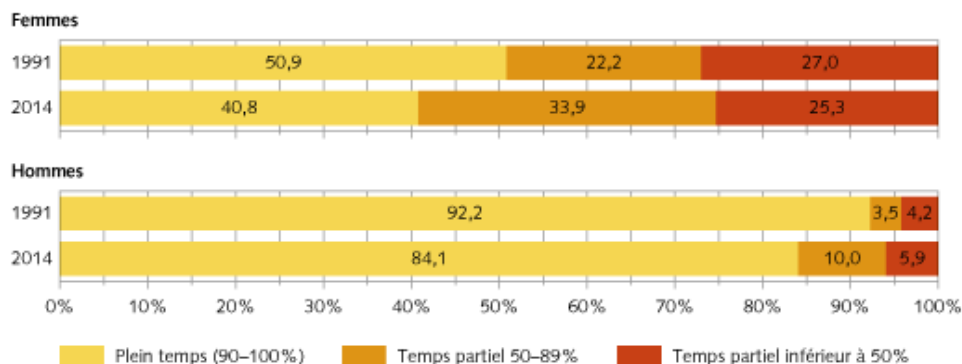
Depuis 1991, le travail à temps partiel a progressé dans la population active occupée, aussi bien chez les femmes que chez les hommes (tableau 5). Depuis le début des années 90, plus de la moitié des femmes (49,2% en 1991 et 59,2% en 2014), mais jamais plus de 15,9% des hommes, travaillent à temps partiel (OFS (d), 2015).

---

<sup>1</sup> Dernière rapport statistique en date sur les familles en Suisse

Tableau 5 : Taux d'occupation des femmes et des hommes en 1991 et 2014, en Suisse.

## Taux d'occupation



Source: OFS – ESPA

© OFS, Neuchâtel 2015

Source: OFS (d), 2015.

On voit donc une nette évolution dans la famille avec un rôle de la femme et de l'homme qui se transforme. Elles sont de plus en plus nombreuses à travailler et durant ce temps, elles ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants. Il est donc essentiel pour ces familles d'avoir des solutions de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Outre que du point de vue professionnel, la famille en elle-même change aussi. Dans le tableau 6, il apparaît que la majorité des enfants sont encore élevés par des couples mariés, même si les situations familiales alternatives (parent seul avec enfant, couples en union libre ou homosexuels) gagnent du terrain. De plus, on sait aujourd'hui que les probabilités de séparation, de divorce et de familles recomposées sont en augmentation (Office fédéral de la statistique (OFS) (a), 2015).

Tableau 6 : Nombres de ménages selon le type de famille en Suisse, 2012

	Nombre de ménages
Total ménages monofamiliaux avec enfant(s)	1'163'167
Couples mariés avec au moins un enfant de moins de 25 ans, familles non recomposées	782'175
Couples mariés avec au moins un enfant de moins de 25 ans, familles recomposées	32'491
Couples mariés avec enfant le plus jeune de 25 ans ou plus	72'738
Couples en union libre avec au moins un enfant de moins de 25 ans, familles non recomposées	49'421
Couples en union libre avec au moins un enfant de moins de 25 ans, familles recomposées	25'837
Couples en union libre avec enfant le plus jeune de 25 ans ou plus	2'140
Couples homosexuels avec au moins un enfant de moins de 25 ans	***** 377
Couples homosexuels avec enfant le plus jeune de 25 ans ou plus	X
Mères seules avec au moins un enfant de moins de 25 ans	133'120
Mères seules avec enfant le plus jeune de 25 ans ou plus	34'853
Pères seuls avec au moins un enfant de moins de 25 ans	21'816
Pères seuls avec enfant le plus jeune de 25 ans ou plus	8'168

Source: Office Fédéral de la statistique (OFS) (a) (OFS) 2015

### 3.4 Les prestations et les fonctions de la famille

#### 3.4.1 Prestations des familles

Les prestations fournies par la famille ont une double nature (Dafflon, 2003, p.67) :

- Une dimension privée : la famille en tant que communauté est responsable de trouver et d'entretenir un logement, de garantir l'habillement et la nourriture, de pourvoir à l'éducation primaire des enfants et des les aider.
- Une dimension collective : la famille a plusieurs rôles dans la société ; garantir une éducation de base, faire naître la curiosité, socialiser l'enfant par la langue, la vision du monde, le style de vie, les us et coutumes et l'identification sociale.

Par la gratuité des aides qu'elle fournit, la famille est une pièce indispensable pour le bon fonctionnement de la société (Dafflon, 2003, p.67).

Les prestations des familles sont insuffisamment reconnues en Suisse. La famille reste considérée comme relevant du « domaine privé », l'Etat étant censé ne pas s'immiscer dans cette sphère-là. La politique familiale relève essentiellement des cantons et des communes. Cela conduit à des différences régionales considérables. Au plan national, les mesures de politique familiale font gravement défaut (COFF, 2002).

La famille avec enfant produit une « externalité » positive, une richesse additionnelle pour la société à laquelle se rattache l'enfant. Ce qui justifie une première dimension dans l'intervention de l'Etat, non de tutelle, mais d'incitation et d'encouragement. Le secteur public « achète » en quelque sorte la valeur de production collective du ménage, compense la richesse sociale qui se crée avec l'enfant (Dafflon, 2003, p. 69).

#### 3.4.2 Fonctions de la famille

La famille en plus de fournir des prestations précieuses à la société, remplit aussi plusieurs fonctions (Lecaillon, 2008) :

- I. Le service de la vie : fonction de reproduction, de maternité (condition nécessaire au dynamisme économique, un pays qui n'a pas d'enfant est un pays qui meurt)
- II. La fonction éducative : celle-ci est reconnue, dans les développements les plus récents de la théorie de la croissance économique, comme un facteur prépondérant.
- III. La fonction de cohésion sociale : la famille est le cadre privilégié pour apprendre à vivre ensemble, en permettant à chaque individu de s'enraciner, de lui offrir des repères d'autant plus importants que nous sommes confrontés à des changements de plus en plus rapides (technologie) et à des espaces de plus en plus vastes (mondialisation).
  - a. Elle est un pont entre l'individu et la collectivité ;
  - b. Elle est le meilleur vecteur pour assurer le bien commun.
  - c. Elle est la « cellule de base de la société » tandis que la finalité de l'économie pourrait être la paix et la prospérité des familles.



Les fonctions qu'on lui assigne sont multiples. En termes de gestion publique, la famille devient un partenaire idéal, susceptible de prendre en charge gratuitement certaines prestations concernant en particulier les enfants en bas âge, les malades, les personnes en situation de handicap, ainsi que les personnes âgées en perte d'autonomie. Son rôle est crucial en cette période où les besoins en institutions sociales semblent grandir. En termes éducatifs, la famille est un lieu privilégié où se transmettent coutumes, habitudes sociales et culturelles, moralité et religion. Malgré l'extériorisation de certaines fonctions initialement propres au noyau domestique et malgré la fragilisation des liens familiaux, le ménage reste l'espace au sein duquel l'individu développe ses compétences sociales et ses besoins d'ordre émotionnel, de sécurité, de continuité et d'amitié (Dafflon, 2003, p.67).

La famille est un lieu de production de capital humain. Epaulée et relayée par l'école à ses divers niveaux, la famille constitue toujours un lieu essentiel de formation, d'acquisition des divers savoir-vivre et savoir-faire requis pour pouvoir fonctionner comme un agent social et économique efficace qui constitue le capital humain d'une personne. La non prise en compte des activités familiales aboutissent à des situations d'exclusion, d'injustice mais aussi à une perte d'efficacité. Cela revient à ignorer que la famille est créatrice de richesse.

### 3.5 La pauvreté des familles en Suisse

Les femmes ne souhaitent pas travailler uniquement pour leur confort personnel et celui de leur famille. Dans le monde actuel, il est souvent nécessaire à la famille d'avoir deux revenus afin de pouvoir vivre décemment. Le développement de la question de la pauvreté des familles le démontre.

#### 3.5.1 Pauvreté des familles en Suisse : quelques statistiques

La pauvreté des familles est un fait de plus en plus actuel, un article du 16 novembre 2015 du Nouvelliste en fait état.

« En Valais, 1'764 enfants sont pauvres selon les statistiques 2014 et ce chiffre est en augmentation car en 2008 on en comptait 1'295. On parle de pauvreté pour toute personne vivant au-dessous de 50% du revenu moyen » (Berreau, 2015).

« En Suisse, environ un quart de million de parents et d'enfants sont touchés par la pauvreté. » (Caritas, 2015)

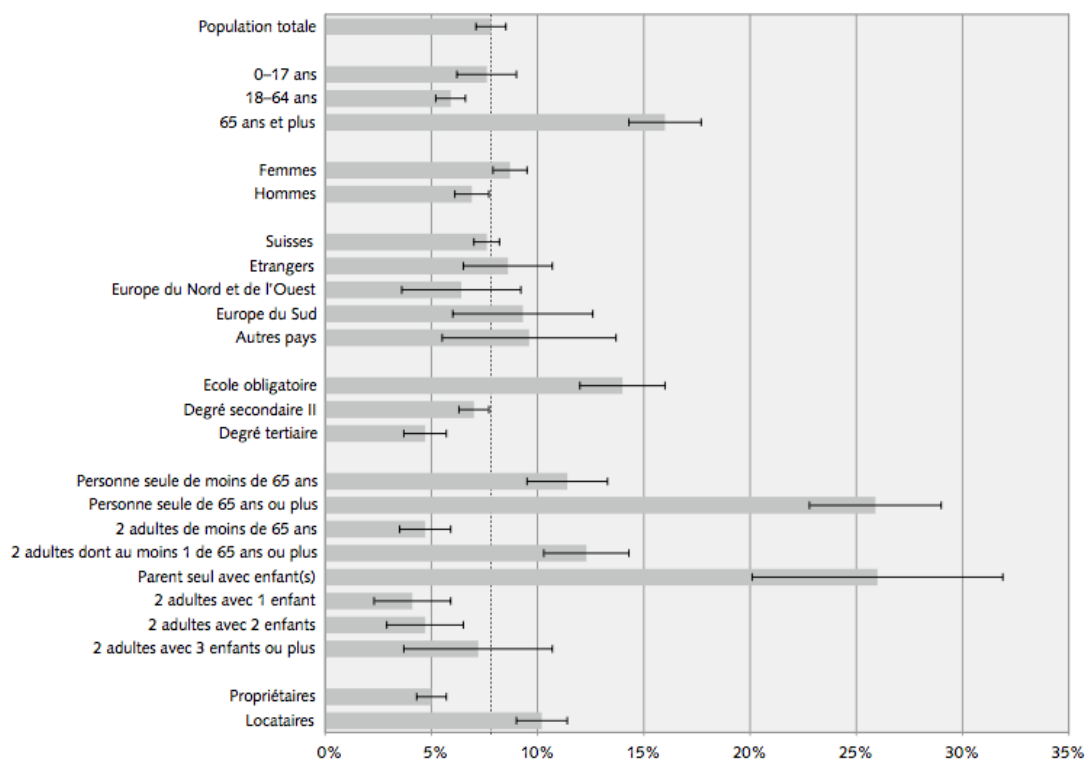
Tout enfant supplémentaire accroît le risque d'une famille de tomber dans la précarité, alors que 3.5% des couples sans enfant de moins de 65 ans sont touchés par la pauvreté. Cette proportion augmente pour les familles avec un enfant et elle double presque pour les familles comptant trois enfants. Les familles monoparentales demeurent les plus touchées (Fredrich & Thürig, 2015).

Tous les groupes de population n'ont pas été affectés dans les mêmes proportions par la pauvreté en 2010 (tableau 7). On observe par exemple de nettes différences selon le niveau de formation, le taux de pauvreté diminuant à mesure que le niveau de formation s'élève. Les différences ne sont pas statistiquement significatives lorsqu'on porte un regard sur les différentes nationalités (OFS, 2012).

Tableau 7 : Taux de pauvreté de certains groupes de population en Suisse, 2010.

## Taux de pauvreté de certains groupes de population, 2010

G 2



Le symbole —|— représente les limites de l'intervalle de confiance à 95% (voir glossaire).  
Le statut d'occupation du logement se réfère au domicile principal.

Source: OFS, Enquête sur les revenus et les conditions de vie, SILC

© Office fédéral de la statistique (OFS)

Source: OFS, 2012.

Mais les résultats sont plutôt surprenants lorsque l'on considère les différents types de ménage. Les familles monoparentales ont le taux de pauvreté le plus élevé de tous les groupes de population (26,0%). Les personnes vivant en couple et ayant un enfant (4,1%) ou deux enfants (4,7%) ne sont pas plus fortement touchées par la pauvreté que les personnes vivant dans des ménages de deux adultes de moins de 65 ans et sans enfant (4,7% également). Même lorsque le ménage compte trois enfants ou plus, le taux de pauvreté (7,2%) ne se situe pas au-dessus de la moyenne. Ce constat est étonnant dans la mesure où les couples avec beaucoup d'enfants sont considérés comme un groupe à risque selon le concept relatif du risque de pauvreté, car ils sont bien davantage exposés que l'ensemble de la population. Une partie considérable des revenus de ce groupe de population se situe donc entre le seuil de pauvreté et le seuil de risque de pauvreté. Le taux de risque de pauvreté sévère qui est plus proche du taux de pauvreté absolue, est aussi un peu plus élevé pour ce groupe, mais il reste à un niveau qui n'est pas significativement différent de celui pour l'ensemble de la population. Si les revenus de ce groupe de population venaient cependant à baisser ne serait-ce que faiblement, ce tableau pourrait rapidement changer. Le taux de pauvreté diffère aussi selon le sexe: les femmes présentent un taux de pauvreté plus élevé que celui des hommes (8,7% contre 6,9%) (OFS, 2012).

La marginalisation des enfants touchés par la pauvreté n'est pas que provisoire : des études confirment que ces enfants restent dans la précarité pendant la suite de leur vie. Les enfants des familles défavorisées sont souvent touchés eux-mêmes plus tard par la précarité (Fredrich & Thürig, 2015).



### 3.5.2 Stratégies de prévention de la pauvreté des familles

La stratégie comprend les trois piliers de la prévention et de la lutte contre la pauvreté des familles en Suisse (Fredrich & Thürig, 2015) :

- 1) Dans le domaine de la garantie du minimum vital, il faut prendre des mesures qui garantissent aux familles un revenu leur permettant de vivre et de participer à la société. Les prestations complémentaires pour familles, par exemple, se sont révélées être un instrument efficace de soutien aux familles touchées par la pauvreté.
- 2) Une lutte systématique contre la pauvreté des familles donne également aux personnes touchées, la possibilité de concilier vie professionnelle et vie familiale. À cet effet, il faut des structures d'accueil extra-familial et para-scolaire à prix avantageux et accessibles. Les entreprises sont notamment appelées à garantir des modèles de travail compatibles avec des tâches éducatives. Les pères doivent également avoir la possibilité de réduire leurs activités professionnelles en faveur du travail familial.
- 3) Une prévention et une lutte durables contre la pauvreté des familles visent à améliorer l'égalité des chances. Il s'agit d'assurer aux personnes socialement défavorisées l'accès à un encouragement précoce de qualité (formation des parents comprise) ainsi qu'à la formation initiale et continue.

Vu que le nombre de femmes qui souhaitent poursuivre une vie professionnelle après avoir fondé une famille ne cesse d'augmenter (cf. tableau 9 chapitre 4.4) et que l'on considère qu'un tel désir est judicieux tant du point de vue économique que de celui de la politique sociale, la Confédération a cherché davantage ces dernières années à permettre de concilier vie familiale et vie professionnelle (Fredrich & Thürig, 2015).

### 3.6 Conclusion : le temps consacré aux tâches domestiques

Il est indéniable que la famille a évolué, certains besoins qui n'étaient pas présents autrefois le sont aujourd'hui. La femme ne veut pas forcément rester à plein temps à la maison car aujourd'hui l'accès à la formation lui permet d'avoir un métier dans lequel elle peut s'épanouir et être indépendante, sans renoncer à fonder une famille. L'homme quant à lui prend aujourd'hui davantage part à l'éducation et il lui est parfois possible de baisser son temps de travail. Ainsi, on peut envisager une conciliation entre vie familiale et professionnelle.

Or même si les grands-parents peuvent être mis à contribution, il est de plus en plus fréquent qu'ils soient encore actifs professionnellement et pas toujours disponibles. Ils ne sont pas à l'abri d'accidents ou de maladies, d'autres solutions doivent être alors envisagées. Tout cela, fait partie de l'évolution de la société. Les familles ont évolué, comme les femmes et les hommes, les couples et par conséquent toute l'organisation familiale. La société, les autorités cantonales et communales doivent s'adapter.

Une majorité des couples se projette dans un modèle familial plus égalitaire que traditionnel, les mères continuent à assumer principalement les tâches domestiques et tentent d'arranger leur vie professionnelle en conséquence. En Suisse, les possibilités de concilier le travail familial et une activité lucrative restent

insuffisantes. En dépit des efforts faits au niveau fédéral, les structures d'accueil de jour extra-familial et parascolaire accessibles et à prix abordables restent trop rares. Les offres institutionnelles d'accueil des enfants, les crèches, n'offrent pas de solutions pour les personnes travaillant dans un secteur à bas salaire (par exemple en cas de travail sur appel). Par ailleurs, les possibilités de garde dans des situations particulières (les vacances scolaires ou lorsque les enfants sont malades), restent insuffisantes (Fredrich & Thürig, 2015).

Les heures effectivement consacrées aux différentes tâches familiales et professionnelles constituent un indicateur des besoins de conciliation entre emploi et famille (tableau 8). Le temps consacré à ces activités met en évidence la répartition entre les différents domaines d'activités d'une part, et les différences quant au nombre total d'heures qui y sont dédiées d'autre part. Abstraction faite des différences entre les sexes, le temps de travail total est à peu près le même pour les hommes et les femmes qui vivent une situation familiale identique. On relève toutefois d'importantes différences entre les situations familiales: c'est pour les femmes et les hommes avec des enfants en bas âge que la charge de travail est la plus lourde (Branger K. & al., 2008).

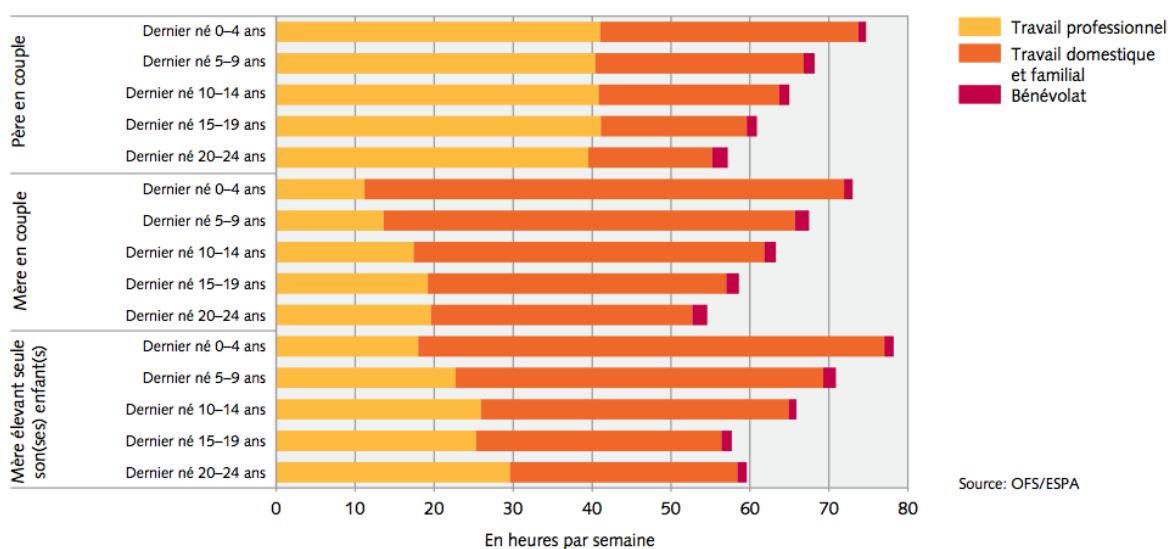
Ainsi, lorsque le plus jeune enfant a moins de 5 ans, les pères vivant avec une partenaire travaillent 75 heures par semaine, contre 73 heures pour les mères. La charge de travail ne cesse de décroître à mesure que le benjamin grandit. Le volume d'heures consacré à l'activité professionnelle reste à peu près inchangé chez les pères (environ 41). Il ne redescend légèrement (à 39,5 heures) que lorsque le plus jeune enfant entre dans le groupe des 20–24 ans. En revanche, le temps consacré par les pères aux tâches domestiques et familiales diminue de plus de moitié, passant de 33 à 16 heures hebdomadaires. De leur côté, les mères vivant en couple avec des enfants en bas âge consacrent quelque 61 heures par semaine aux tâches domestiques et familiales, contre un peu plus de 11 heures à peine à l'exercice d'une activité lucrative. Plus le cadet grandit, plus cette dernière gagne en importance, jusqu'à atteindre quelque 20 heures par semaine. Les tâches domestiques et familiales reculent dans le même temps à environ 33 heures par semaine (Branger K. & al., 2008).

Les mères seules élevant des enfants en bas âge sont les plus chargées, avec 78 heures par semaine en moyenne. Elles consacrent toutefois davantage de temps à l'exercice d'une activité rémunérée que les mères vivant avec un partenaire, mais elles ne sont pas moins prises par les activités domestiques et familiales (Branger K. & al., 2008).

**Tableau 8 : Temps consacré au travail professionnel, domestique et bénévole selon l'âge du dernier enfant, en Suisse en 2007.**

**Temps consacré à l'activité professionnelle, au travail domestique ainsi qu'au travail bénévole selon l'âge du dernier né, en 2007**

**G 44**



Source: OFS/ESPA

© Office fédéral de la statistique (OFS)

Source: BRANGER K. & al., 2008.

La conciliation entre emploi et famille est influencée par la répartition des rôles entre les hommes et les femmes dans le domaine du travail non rémunéré. Par rapport aux pères, les mères vivant en couple consacrent ainsi près de trois fois plus de temps pour cuisiner et laver la vaisselle et cinq fois plus de temps pour faire le ménage et la lessive. Les mères qui vivent en couple avec des enfants de moins de 5 ans passent en moyenne 11 heures par semaine à en prendre soin (laver, changer, habiller, nourrir, etc.), contre un peu moins de 6 heures pour les pères. Les deux partenaires se partagent plus équitablement les tâches pédagogiques telles que les jeux, l'aide aux devoirs, etc.: les mères d'enfants de moins de 5 ans consacrent un peu plus de 15 heures par semaine à ces tâches, contre 10 heures pour les pères. Ces valeurs sont respectivement de 8 heures (mères) et 7 heures (pères) lorsque l'enfant le plus jeune a entre 10 et 14 ans. En d'autres termes, la prise en charge hors ménage des enfants ne décharge que très partiellement les mères, qui continuent donc d'assumer pratiquement seules les tâches domestiques qui leur reviennent spécifiquement (Branger K. & al., 2008).

Ces résultats confirment le fait que les hommes et les femmes font face à des contraintes très différentes au moment de concilier activité professionnelle et vie familiale. Les hommes ne disposent que de leurs soirées et de leur week-end pour des tâches domestiques et familiales, soit de périodes plus compactes et plus faciles à planifier. Pour les femmes en revanche, les tâches domestiques et familiales se répartissent sur les sept jours de la semaine, ce qui signifie un emploi du temps morcelé, et qui implique de leur part une capacité de réagir aux imprévus. Souplesse des conditions de travail, proximité du lieu de travail, possibilité de prise en charge extra-familiale des enfants et de décharge du travail domestique sont autant de critères généralement déterminants pour les femmes qui se lancent dans une activité professionnelle (Branger K. & al., 2008).

## 4 Conciliation famille et travail

La conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle se définit par une recherche d'équilibre entre les exigences et les responsabilités liées à la vie professionnelle et à la vie familiale (Hamelin, 2014).

### 4.1 Conséquences d'une gestion privée de la famille

Le problème de la conciliation entre vie familiale et professionnelle (né dans le sillage de la répartition sociale des rôles entre les sexes consécutive à l'industrialisation) a longtemps été considéré comme devant être résolu au niveau privé. La conception bourgeoise de la famille avec sa définition stricte du rôle de chacun de ses membres (les hommes au travail, les femmes au foyer (cf. chapitre 3.2.1), bien que n'ayant jamais fonctionné pour la totalité des familles, a néanmoins conservé son statut d'idéal (COFF, 2004).

Le fait que les femmes et les hommes soient contraints de résoudre ce problème au niveau privé entraîne des effets secondaires pour la société dans son ensemble (COFF, 2004) :

- Le risque de pauvreté encouru par les familles à bas ou moyen revenu lorsqu'elles doivent renoncer à un deuxième salaire (celui de la femme) parce que la garde des enfants ne peut être assurée hors de la famille;
- Le renoncement à la protection sociale et aux chances de promotion professionnelle des mères et des pères qui réduisent leur temps de travail pour pouvoir assurer ensemble l'éducation de leurs enfants;
- Les lacunes dans l'éducation des enfants lorsque, pour des raisons économiques, les deux parents doivent travailler (ou dans le cas des familles monoparentales) et que l'offre de structures d'accueil extra-familial pour enfants n'est pas suffisante;
- L'insuffisance du renouvellement des générations dès lors que l'homme et la femme renoncent à avoir des enfants parce qu'à leurs yeux, la situation en matière de conciliation entre famille et profession n'est pas satisfaisante.

Alors que les tâches ménagères doivent être assumées parallèlement à l'activité professionnelle, ce partage des tâches ne s'applique pas lorsqu'il s'agit des soins aux enfants ou aux proches âgés ou malades. Bien que de nombreuses institutions ont été créées pour pourvoir à la prise en charge de cette dernière catégorie de personnes (hôpitaux, homes, services d'aide et de soins à domicile, etc.), l'offre de structures pour l'accueil des enfants est toujours lacunaire dans notre pays. Il en ressort que les systèmes éducatifs dans lesquels même les enfants de familles socialement défavorisées obtiennent des performances scolaires élevées sont souvent ceux de pays dotés, comme la Finlande ou le Danemark (cf. chapitre 3.2.3), d'une structure d'accueil extra-familial et préscolaire bien plus développée qu'en Suisse (COFF, 2004).

Les mesures précitées représentent autant de chances de voir naître de nouvelles coalitions en vue de résoudre le problème de la conciliation entre vie familiale et professionnelle. Nous l'avons vu, ce problème a des origines diverses et n'est donc pas uniquement l'affaire des milieux politiques. Il n'en reste pas moins que c'est

l'occasion pour le monde du travail, de l'instruction publique, de la politique familiale et de la politique de l'égalité de s'asseoir à la même table en pensant en priorité au bien-être des enfants, des jeunes et des parents (COFF, 2004).

Il est donc nécessaire pour les politiciens de faire en sorte de se questionner afin de veiller à l'application du principe d'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines et également d'apporter aux familles soutien et protection, de développer les structures d'accueil pour les enfants, d'harmoniser les horaires scolaires, d'accompagner l'insertion ou la réinsertion des femmes dans un milieu professionnel et de faciliter la conciliation des vies professionnelles et familiales (Office cantonal de l'égalité et de la famille, 2015).

## 4.2 Différentes politiques en faveur de la conciliation entre famille et travail

Pour accompagner le besoin de conciliation entre la vie familiale et professionnelle des parents aujourd'hui, différentes politiques interviennent comme la politique sociale, la politique familiale, la politique de l'enfance et de la jeunesse et la politique de l'égalité qui sont définies ici. Ces différentes politiques encouragent la famille afin d'éviter sa précarité et ses difficultés, en favorisant la conciliation entre famille et emploi.

### 4.2.1 Politique sociale

*« Le concept de politique sociale se définit par toutes les dispositions et mesures qui visent à prévenir, supprimer ou atténuer les situations de détresse et les problèmes sociaux, au niveau individuel ou collectif, ou qui cherchent à favoriser le bien-être des groupes plus fragiles de la société. »*

*Les objectifs de la politique sociale comprennent :*

- *La justice sociale (équité, égalité des chances)*
- *La sécurité sociale (protection contre les grands risques de l'existence)*
- *La paix sociale*
- *L'accroissement de la prospérité et la plus large participation à cette prospérité commune. »* (Office fédéral des assurances sociales (OFAS), (e) 2014).

La politique sociale désigne les mesures qui servent directement à lutter contre la pauvreté ou à la prévenir, avec les assurances sociales et l'aide sociale, ainsi que les autres prestations cantonales. Dans un sens plus large, elle se révèle également dans d'autres domaines, tels que la politique du marché du travail et de l'emploi, la politique de la formation, de la santé, du logement ou encore la politique fiscale (OFAS, (e) 2014).

La politique sociale est régie par le principe de la subsidiarité et du fédéralisme. Ces principes signifient que la Confédération laisse aux cantons et aux communes la responsabilité de tous les domaines où ils peuvent accomplir leurs tâches eux-mêmes, et qu'elle n'intervient que pour compléter et encourager.

Comme pour les affaires sociales, la formation, la santé et la culture, les cantons, les villes et les communes, dans de nombreux domaines, s'occupent essentiellement de politique familiale. Chaque instance organise cette politique à sa manière. Outre la Confédération et les cantons, beaucoup d'organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle dans l'élaboration des règlements et la mise en œuvre des mesures de politique sociale et familiale (OFAS, (c) 2014).

### 4.2.2 Politique familiale

« La politique familiale comprend l'ensemble des mesures et des dispositifs visant à soutenir et à promouvoir la famille. Au sens large, la politique familiale, concerne presque tous les thèmes et domaines politiques, comme :

- la protection sociale,
- la fiscalité,
- la formation et l'éducation,
- les bourses,
- le droit de la famille,
- le monde du travail,
- l'égalité entre femmes et hommes,
- la santé et la prévention de la toxicomanie et de la violence,
- le logement et la mobilité. » (OFAS, (b) 2014).

Dans un sens plus étroit, les mesures de politique familiale comprennent d'une part les prestations monétaires (les allocations familiales, les déductions fiscales, les bourses, l'assurance-maternité et les prestations complémentaires) versées aux parents en cas de besoin et, d'autre part, les mesures non monétaires (la favorisation de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle) (OFAS, (b) 2014).

### 4.2.3 Politique de l'enfance et de la jeunesse

La politique de l'enfance et de la jeunesse a pour but de (OFAS, 2008) : garantir, par des activités, des mesures et des institutions publiques, le bien-être et la participation sociale de tous les enfants et des jeunes, afin de leur permettre de développer une personnalité responsable et capable de vivre en société, tout en tenant compte de leurs intérêts, indépendamment de leur sexe, de leur appartenance sociale, de leur origine ou de leur handicap.

Il s'agit par conséquent de formuler des politiques différenciées, avec des instruments et des objectifs variés, tout en sachant que les enfants et les jeunes ne constituent pas un groupe homogène, mais qu'ils se distinguent par l'âge, le sexe, la classe et l'origine sociales, ainsi que par leurs capacités et aptitudes personnelles. Trois éléments caractérisent ainsi la politique suisse de l'enfance et de la jeunesse : la protection, l'encouragement à l'autonomie et à la responsabilité, et la participation (OFAS, 2008).

Au sens strict, « politique de l'enfance et de la jeunesse » désigne les contributions destinées à protéger de manière ciblée les enfants et les jeunes, à les encourager et à permettre leur participation.

Au sens large, elle considère que les conditions de vie des enfants et des jeunes sont influencées par de très nombreux facteurs relevant de domaines et de niveaux politiques différents, concernant aussi d'autres groupes d'âge. Devenant ainsi une tâche transversale, elle se charge de faire prendre en compte leurs perspectives, leurs préoccupations et leurs besoins par d'autres domaines politiques établis (OFAS, 2008).



#### 4.2.4 Politique de l'égalité

La notion d'égalité entre hommes et femmes ne constitue pas un concept clairement défini. Elle présente un caractère flou, qui recouvre plusieurs autres notions d'usage dans le cadre des réflexions sur les rapports sociaux de genre.

Cependant, on peut affirmer que la notion d'égalité entre femmes et hommes, dans son sens le plus courant, est utilisée comme un raccourci pour qualifier une politique de non discrimination entre les sexes, et recouvre principalement deux concepts : celui de l'égalité des droits et des chances et celui de l'égalité de traitement des individus, quel que soit leur nature (Socialinfo, 2014).

Depuis 1981, le principe d'égalité des droits entre femmes et hommes est inscrit dans la Constitution Fédérale. Au-delà du principe juridique, il s'agit de réaliser l'égalité dans les faits. A cette fin, le canton du Valais a décidé, suivant l'exemple de la Confédération et d'autres cantons, de créer un Bureau de l'égalité (Bureau de l'égalité, 2014).

Le rôle du bureau de l'égalité est :

- d'encourager et contrôler l'application du principe d'égalité entre femmes et hommes,
- de veiller à l'élimination des discriminations existantes,
- et de contribuer au changement des mentalités en sensibilisant le public à l'égalité par des conférences, des études, la publication de rapports, des conseils aux autorités et aux particuliers et la mise à la disposition du public d'un centre de documentation.

Pour accomplir ses tâches, le Bureau de l'égalité est conseillé et soutenu par le Conseil de l'égalité, composé de femmes et d'hommes représentant les partis politiques et les associations féminines (Bureau de l'égalité, 2014).

En Suisse, la situation paraît claire : le principe de l'égalité est inscrit dans la Constitution. Les bases légales sont établies. Le droit matrimonial est fondé sur le partenariat. Le niveau de formation des femmes s'élève. Les mères veulent continuer à travailler et les hommes souhaitent mieux assumer leur rôle de père. La conception traditionnelle de la famille et de la répartition des rôles entre les sexes ayant survécu aux mutations sociales et économiques, toujours plus de mères et de pères sont confrontés au problème de la conciliation entre famille et activités professionnelles. La solution ne peut provenir que d'une action concertée des différents domaines politiques en général, et plus particulièrement d'une collaboration plus étroite entre politique familiale et politique de l'égalité (COFF, 2004).

La politique de l'égalité est liée au processus de conciliation entre la vie familiale et professionnelle, en permettant aux hommes de travailler à temps partiel ou encore aux femmes à travailler à temps plein. Il ne faut pas qu'ils soient désavantagés de manière sociale ou économique. Ce système permettrait une meilleure répartition des tâches. Un développement des structures et des moyens de garde pour les enfants favoriserait une meilleure conciliation entre vie de famille et emploi (Office cantonal de l'égalité et de la famille, 2015).

### 4.3 Interactions entre les différentes politiques

Les différentes politiques citées (sociale, familiale, de l'enfance et de la jeunesse, et de l'égalité) sont régies par les principes du fédéralisme et de la subsidiarité. Ces principes signifient que la Confédération laisse aux cantons et aux communes la responsabilité de tous les domaines où ils peuvent accomplir leurs tâches eux-mêmes, et qu'elle n'intervient que pour compléter et encourager.

Chaque instance organise cette politique à sa manière. Outre la Confédération et les cantons, beaucoup d'organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle dans l'élaboration des règlements et la mise en œuvre des mesures de politique familiale (OFAS, (c) 2014).

Dès ses débuts, la politique familiale s'est mise au service de la conception traditionnelle de la famille et de la répartition des rôles entre les sexes. Dans cette logique, elle s'est efforcée de garantir la protection économique de la famille. Le problème de la conciliation entre vie familiale et professionnelle, résultat d'une industrialisation qui a séparé les domaines du travail, a entraîné la marginalisation des familles (pour ne pas dire des femmes). Il revient dès lors aux femmes d'assumer leur double charge ou, à l'inverse, la sous-utilisation de leurs compétences et leur isolement. De plus, du fait de la représentation de la famille et de la répartition des rôles érigées en modèle social, les femmes dans leur ensemble sont désavantagées dans de nombreux domaines de la société (éducation, formation, profession, assurances sociales, politique, culture). Aux plus beaux jours de cette conception, dans les années 50, les questions de politique familiale n'étaient ainsi guère abordées (COFF, 2004).

La famille étant un élément central dans la société, force est de constater qu'il y a un grand besoin au niveau de la politique sociale de se soucier de sa situation. La politique familiale ne peut s'envisager sans une politique de l'enfance qui prend en compte les besoins des familles mais également les droits des enfants. Pour maintenir et garantir un bon niveau de vie pour les parents il est important qu'ils puissent avoir le choix de travailler ou non. De même, ils devraient avoir le choix de travailler à temps partiel s'ils le souhaitent que ce soit pour les pères ou les mères. Afin de pouvoir opter pour ces différents choix de vie, il faut que l'offre d'accueil pour enfants soit suffisante (Jurisch, 2003).

### 4.4 Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle pour les parents en Suisse

Concilier activité professionnelle et famille équivaut, tant pour un homme que pour une femme, à assumer son engagement et ses responsabilités sur les deux fronts, sans être pour autant pénalisés sur le plan du salaire, de la carrière, de la formation continue et de l'attribution des tâches (Bureau Fédéral de l'Egalité entre femmes et hommes, 2003). Le besoin de conciliation entre la relation familiale et le travail est mis aujourd'hui au premier plan. Ceci est principalement dû au développement du travail des femmes. Selon le rapport de 2008 de l'OFS, environ 40% des couples sont concernés par ce besoin, soit approximativement deux millions de personnes (Banger & al., 2008, p.66-76).

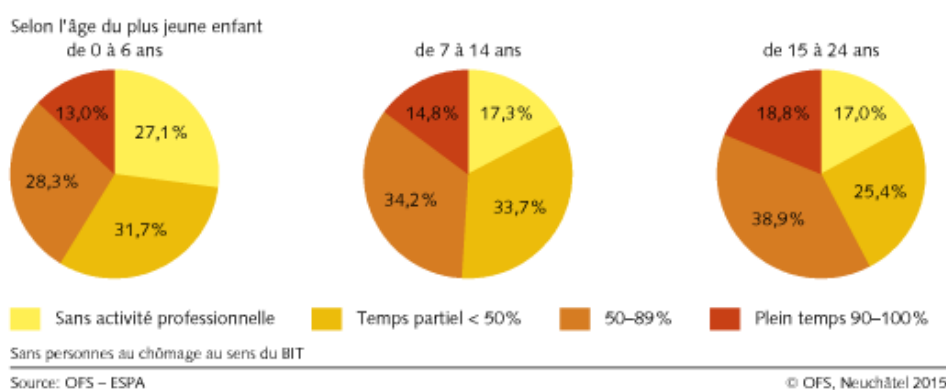
En 2014, environ 83,4% des pères et 18,8% des mères ayant un ou des enfants de moins de 25 ans exercent une activité professionnelle à plein temps (tableau 9 et 10). En revanche, 60% des mères ont une activité professionnelle à temps partiel



(de moins de 50% à 89%, cf. tableau 9), contre 12,3% des pères avec des enfants de moins de 7 ans (tableau 10). La situation professionnelle de la mère dépend en grande partie de l'âge de l'enfant dernier-né et de la situation familiale. Les mères vivant en couple et dont l'enfant le plus jeune a moins de 7 ans sont moins nombreuses à exercer une activité professionnelle que celles dont le benjamin ou la benjamine a entre 7 et 14 ans et que les mères seules avec un ou plusieurs enfants dans le ménage (tableau 9). Comparées aux femmes vivant en couple, ces dernières sont proportionnellement plus nombreuses à exercer une activité professionnelle et aussi à avoir un taux d'occupation plus élevé (OFS (c), 2015).

**Tableau 9 : Situation professionnelle des mères avec partenaires et enfants en 2014, en Suisse**

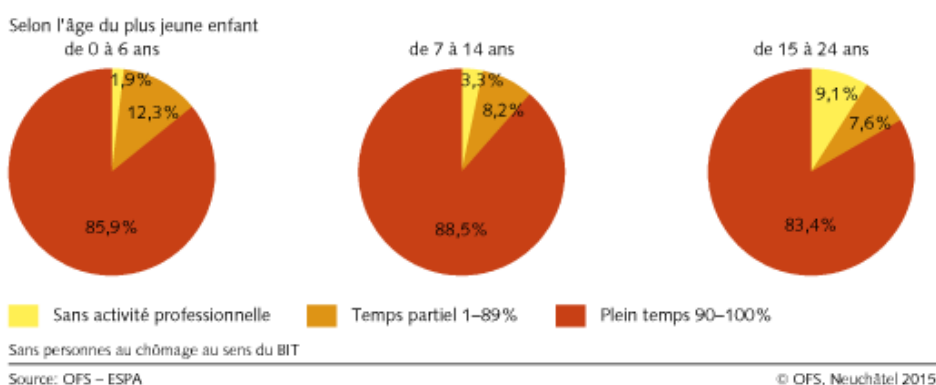
**Situation professionnelle des mères avec partenaire et enfant(s) dans le ménage, en 2014**



Source : OFS (c) 2015

**Tableau 10 : Situation professionnelle des pères avec partenaires et enfants, en 2014, en Suisse**

**Situation professionnelle des pères avec partenaire et enfant(s) dans le ménage, en 2014**



Source : OFS (c) 2015

#### 4.4.1 Statistiques valaisannes sur le taux d'activité des mères et des pères

Une étude de l'Office Fédéral des Assurances Sociales (OFAS, 2014) faite en Valais, permet de faire la comparaison entre le taux d'activité des femmes, des hommes et celui des mères et des pères sur la population entre 15 et 64 ans. 71,1% des femmes et 77,1% des mères, 83,9% des hommes et 95,7% des pères ont une activité professionnelle (tableau 11). Quant au pourcentage d'entre eux qui sont employés à temps partiel, on trouve 37,6% des femmes et 52,8% des mères et pour les hommes cela représente 5,3% et 4% des pères (OFAS, (a) 2014).

**Tableau 11: Pourcentages des femmes, des hommes, des pères et des mères à un emploi à plein temps ou à temps partiel**

	<b>Emploi à temps plein</b>	<b>Emploi à temps partiel</b>
<b>Femmes</b>	71,1%	37,6%
<b>Hommes</b>	83,9%	5,3%
<b>Mères</b>	77,1%	52,8%
<b>Pères</b>	95,7%	4%

Source: OFAS, (a) 2014

On peut donc constater que les hommes et les femmes ne travaillent pas moins en Valais lorsqu'ils ont des enfants mais bien au contraire. Cela montre que le besoin peut se faire ressentir d'avoir des solutions de conciliation entre vie familiale et professionnelle. Car ce sont les mères qui vont davantage travailler à temps partiel qui en ont besoin. Au sujet des pères, on peut supposer que le taux bas de travail à temps partiel est dû à un besoin économique, mais aussi à la vision populaire que l'homme doit subvenir aux besoins de sa famille.

#### **4.4.2 Propositions pour faciliter la conciliation pour les parents**

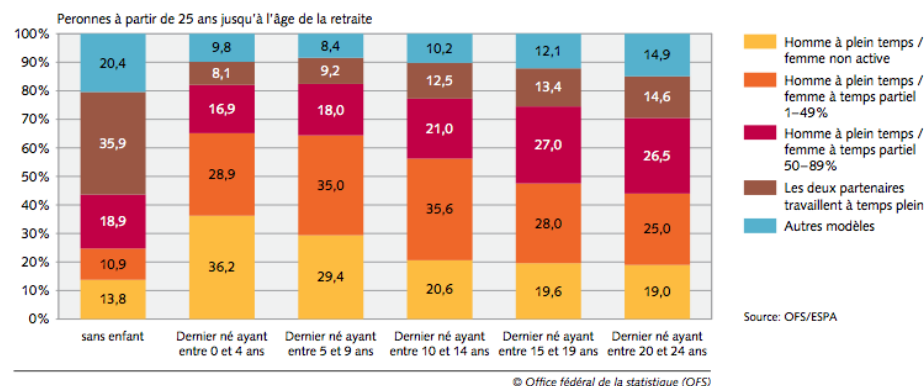
Les personnes qui doivent concilier emploi et famille disposent de différentes propositions. Elles peuvent être idéales ou comprendre des compromis. Trois possibilités sont présentées ici :

##### **1. Se répartir les tâches au sein du couple**

Les couples peuvent jouer sur la répartition des tâches au sein du ménage, comme expliqué dans les différents modèles familiaux précédemment cités. On constate que le modèle traditionnel, l'homme travaille à temps plein alors que la femme n'a pas d'activité professionnelle, ne se retrouve que dans un quart des familles qui ont des enfants entre 0 et 4 ans. Ce n'est plus un choix d'actualité et il n'intervient plus que dans une période limitée (les premières années de l'enfant).

La part des couples qui choisissent le modèle contemporain (l'homme travaille à temps complet et la femme à temps partiel) est environ deux fois plus importante. Mais le modèle égalitaire centré sur le travail forme le groupe le plus important : les deux parents ont un travail à plein temps. (Branger & al., 2008, p.71)

La présence d'enfants dans le ménage représente le facteur qui influe principalement sur la répartition des tâches, en fonction de l'âge du plus jeune. Dans 36,2% des foyers dont le plus jeune enfant a moins de 5 ans, la mère reste à la maison (cf. tableau 9 chapitre 4.4). Mais cela diminue à mesure que les enfants grandissent pour n'arriver qu'à 20,6% lorsque le benjamin a 10 ans ou plus (tableau 12). (Branger & al., 2008, p.71)

**Tableau 12 : Modèles de répartition de l'activité professionnelle des couples avec et sans enfant·s, 2007<sup>2</sup>, Suisse****Modèles de répartition de l'activité professionnelle des couples avec et sans enfant(s)****G 45****Source : BRANGER K. & al. (2008), p.71**

Dans la majorité des cas, quand le père travaille à temps plein et la mère à temps partiel, le taux d'occupation de cette dernière est inférieur à 50% tant que les enfants ont moins de 15 ans. Ensuite, les mères présentent plutôt un pourcentage entre 50 et 89% (tableau 12). (Branger & al., 2008, p.71)

Les femmes participent de plus en plus à la vie active. Mais pourtant plus de huit sur dix d'entre elles, qui vivent en couple et avec des enfants, assument la majorité des tâches domestiques et familiales (Cf. tableau 8 chapitre 3.6). (Branger & al., 2008, p.71)

*« Dans les familles où le père occupe un emploi à plein temps et la mère est sans emploi ou dispose d'un taux d'occupation de 50% au maximum, c'est la mère qui assume le gros des tâches ménagères dans neuf cas sur dix. Lorsque le taux d'occupation de la mère se situe entre 50 et 89%, les tâches domestiques sont plus souvent partagées entre les conjoints (20%). Ce partage des tâches concerne également 31% des couples dont les deux conjoints occupent un poste à temps partiel, une telle configuration n'existe toutefois que dans 4% des familles comptant des enfants de moins de 15 ans. A l'opposé, parmi les ménages où les deux conjoints ont un emploi à plein temps, environ 35% appliquent un tel partage des tâches ménagères. En d'autres termes, dans près de deux tiers des couples dont les conjoints occupent un poste à plein temps, la femme continue d'assumer l'essentiel de la charge du ménage. » (Branger & al., 2008, p.71)*

## 2. Confier des tâches à des personnes externes

Il est possible de confier la garde des enfants ou certaines tâches ménagères à des personnes extérieures au ménage, contre rémunération parfois.

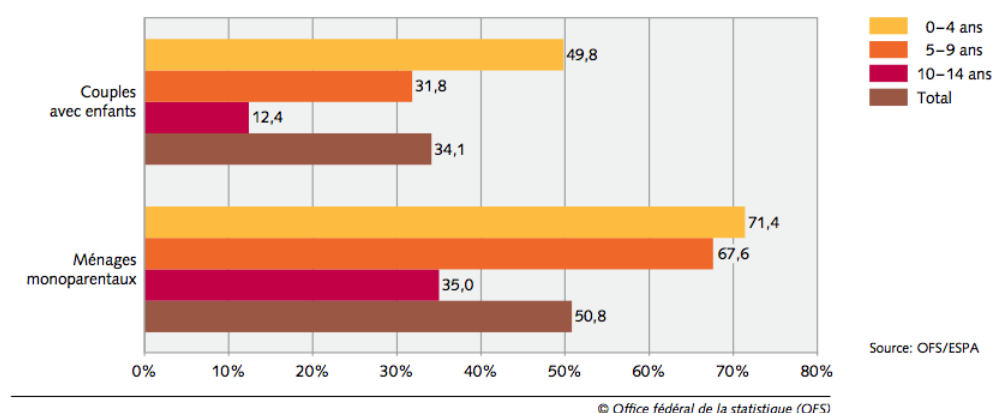
*« Comme le montre le tableau 13, ce sont les parents d'enfants en âges préscolaires ou de moins de 10 ans qui recourent le plus souvent à des personnes extérieures. Chez les parents d'enfants de moins de 5 ans, la moitié des couples et sept parents seuls sur dix confient occasionnellement leurs enfants à des tiers. » (Branger & al., 2008, p.74)*

<sup>2</sup> Dernière étude en date.

**Tableau 13: Ménages qui recourent à des structures d'accueil extra-familial selon le type de ménage et l'âge du plus jeune enfant, 2007, Suisse**

Ménages qui recourent à des structures d'accueil extra-familial, selon le type de ménage et l'âge du plus jeune enfant, en 2007

G 16



Source : BRANGER K. & al. (2008), p.72

Pour la garde des enfants, plus de six parents sur dix, font appel à des services privés (fille au pair, nounou, ...). Plus de la moitié d'entre eux s'adressent à des membres de la famille. Et environ un couple sur quatre a recours aux structures d'accueil extra-familial (crèche, jardin d'enfant, école de jour).

Près de 14% des ménages de couples avec enfants et 16% des personnes élevant seules leurs enfants utilisent une aide extérieure pour leurs tâches ménagères. (Branger & al., 2008, p.74)

### 3. Rôle des entreprises : concilier emploi et famille

La mise en place de conditions de travail tenant compte des contraintes familiales peut aussi représenter une solution. La conciliation entre emploi et famille peut être largement déterminée par celles-ci et la souplesse des horaires de travail la favorise beaucoup.

*« Un peu plus de 12% des pères et 6,5% des mères bénéficient de conditions encore plus souples, avec un quota d'heures fixé sur une année entière. En revanche, seulement 11% des pères et 12% des mères salariés ont un horaire de travail totalement libre. La part des personnes qui peuvent compenser les heures accumulées par des journées de congé est presque deux fois plus élevée chez les pères (18%) que chez les mères (9,5%). » (Branger & al., 2008, p.74)*

Alors que les mères assument la majorité des tâches domestiques et familiales, ces résultats montrent qu'elles ont des horaires moins souples que les pères. Elles ont donc plus de difficulté à concilier la famille et une activité professionnelle.

Finalement, même si depuis 1997 le partage des tâches domestiques et familiales a augmenté de 7% à 14%, les femmes se voient toujours principalement en charge de celles-ci. Les solutions citées s'appliquent afin de favoriser la situation des mères qui souhaitent travailler. Ce point devient important car si les femmes peuvent être indépendantes, c'est aussi une sécurité vu le nombre de divorces à notre époque (Branger & al., 2008, p.74)

#### 4.4.3 Recours aux différents types de gardes pour enfants

L'OFS fait état d'une moyenne de 2,8 crèches et garderie pour mille enfants de moins de 7 ans, en 2008. Les cantons de Vaud, Neuchâtel et du Jura se situent aux alentours de la moyenne nationale, alors que celui de Genève est largement au-dessus, et ceux du Valais et de Fribourg au-dessous (tableau 14). Les communes centrales subventionnent, par ailleurs, les crèches, ce qui est moins le cas des communes périphériques. En conséquence, plus on s'éloigne des centres et plus le coût des crèches devient onéreux. Le manque de crèches et le tarif prohibitif de celles qui existent semblent jouer un rôle dans le maintien d'inégalités entre les hommes et les femmes (Barbeiro, Le Goff & Gossweiler, 2011, p.18).

**Tableau 14 : Emploi à temps partiel et places de crèches dans les cantons romands, 2008, Suisse.**

	Genève	Vaud	Neuchâtel	Jura	Valais	Fribourg	Suisse
Proportion de femmes à temps partiel en 2001 (en %) (1)	41,3	48,3	48,0	47,3	48,5	55,4	49,6
Places de crèches créées entre 2003 et 2008 avec l'aide de la confédération (2)	1 470	1 548	198	99	334	262	10 478
Nombre de crèches pour 1 000 enfants de moins de 7 ans (1)	7,2	2,2	3,8	2,7	1,8	1,4	2,8

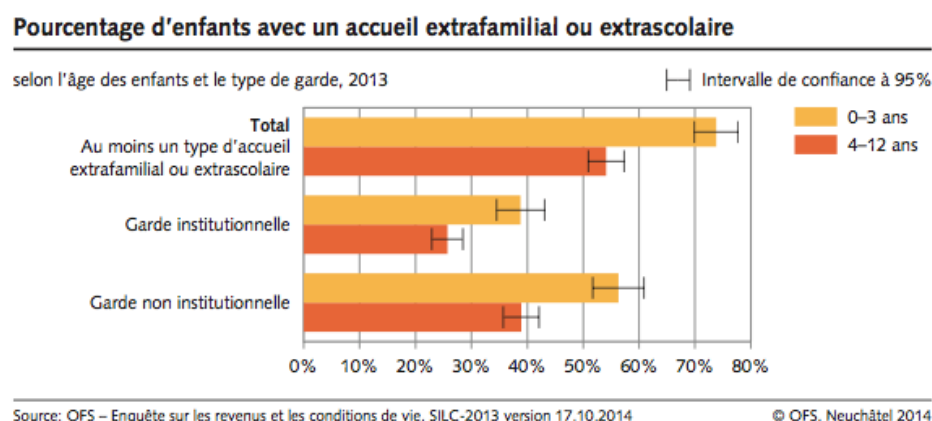
(1) Source : recensement fédéral des entreprises et OFS (2006).

(2) Source : Office fédéral des assurances sociales et OFS (2008).

Source : Barbeiro, Le Goff & Gossweiler, 2011, p.18

En 2013, les chiffres sont en augmentation, 60% des enfants âgés de 0 à 12 ans sont pris en charge dans un cadre extra-familial, institutionnel ou non. Aux mêmes âges, 30% des enfants ont au moins une prise en charge institutionnelle, c'est-à-dire en structure d'accueil collectif (crèche, accueil parascolaire ou accueil familial de jour). Dans 44% des cas, les enfants ont au moins un mode de garde non institutionnel et sont donc pris en charge soit par un·e employé·e de maison (nounou, fille ou fils au-pair, baby-sitter), soit par un proche (parenté, connaissances, voisin·e·s). Quelque soit l'âge des enfants, la prise en charge non institutionnelle reste de manière significative la plus utilisée (OFS, (b) 2015).

**Tableau 15 : Pourcentage d'enfants avec un accueil extra-familial ou extra-scolaire, 2013, Suisse**



Source : OFS (b) (2015)

L'âge des enfants influence grandement le recours aux différents modes de garde (tableau 15). Globalement, la prise en charge est significativement plus grande

lorsque les enfants sont en âge préscolaire (74%) que lorsqu'ils sont en âge scolaire (54%). Les parents d'enfants en âge préscolaire vont davantage utiliser un mode qui varie entre la structure d'accueil (la crèche) et une garde non-institutionnalisée (baby-sitter, grands-parents,...) (OFS, (b) 2015).

#### 4.5 Effets de la prise en charge des enfants externe sur le revenu des familles en Valais

Différentes analyses permettent de montrer qu'un deuxième salaire dans un ménage donne l'accès à un réel gain au niveau du revenu disponible pour les ménages. C'est donc plus de pouvoir d'achat pour les familles. Pour le réaliser, il faut un système d'accueil de l'enfance qui facilite une conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle avec des tarifs adaptés au prorata du revenu des familles.

Par revenu disponible, on entend celui qui reste à la disposition du ménage après prise en compte de toutes les recettes (revenu brut ainsi que toutes les prestations sociales) et la déduction de tous les frais fixes (le loyer, la prime d'assurance maladie, les frais de garde et la charge fiscale) (Conférence Suisse des institutions d'actions sociales (CSIAS), 2010).

Dans le cas des couples mariés, si le revenu du ou de la deuxième partenaire du ménage diffère de celui de son ou de sa conjoint·e, les incitations financières à travailler dépendent fortement du premier revenu. Si celui-ci est modeste à moyen, travailler de un à quatre jours par semaine peut être rentable pour le ou la deuxième conjoint·e. En revanche, le travail de ce dernier n'augmente pas le revenu disponible du ménage si le premier revenu du couple dépasse un certain niveau. Dans cette situation, le couple peut même subir une perte financière, c'est-à-dire que l'augmentation du taux d'activité engendre des dépenses additionnelles qui excèdent le revenu supplémentaire réalisé.

*« Si le premier revenu du ménage s'élève à 100'000 francs, la ou le deuxième partenaire peut en travaillant durant un jour augmenter le revenu disponible du ménage. Par contre, si le premier revenu est plus élevé, le travail de la ou du deuxième partenaire n'est plus rentable puisqu'il en résulte une perte, qui peut s'élever jusqu'à 4'000 francs par année. Ceci veut dire qu'au lieu de gagner un revenu supplémentaire de 10'120 francs pour un jour supplémentaire de travail, la famille va devoir payer 4'000 francs pour ce jour de travail. »*  
(Bureau Cantonal de l'Egalité Valais, 2009)

Par contre, si le couple n'est pas marié, les revenus des deux concubins sont taxés individuellement. Cette situation augmente les revenus supplémentaires jusqu'à 35% dans certains cas (Bureau Cantonal de l'Egalité Valais, 2009).

Pour les familles monoparentales, il est financièrement intéressant de travailler et ce indépendamment du nombre de jours durant lesquels l'activité professionnelle est exercée.

Les bas et moyens revenus profitent d'un système de tarifs des crèches fixés en fonction du revenu. Néanmoins, la pratique de tarification actuelle peut créer des incitations négatives, particulièrement pour les familles aux revenus moyens ayant deux enfants.

Principalement, le deuxième enfant « coûte cher ». Les tarifs maximaux pour une journée en crèche sont appliqués à partir d'un revenu du ménage oscillant entre 140'000 et 160'000 francs. En dessous de ce seuil, une augmentation du taux

d'occupation et donc un accroissement du revenu du ménage conduisent à une augmentation du prix de la crèche. Par conséquent, un tarif plus élevé doit être payé pour les jours supplémentaires durant lesquels les enfants vont à la crèche. Cette pratique est la principale cause de la diminution des revenus disponibles de chaque jour de travail supplémentaire constatée dans chaque catégorie de revenus (Bureau Cantonal de l'Egalité Valais, 2009).



## 5 Aides financières pour la création de nouvelles structures d'accueil de l'enfance

La confédération a mis en place des aides financières pour les communes qui souhaitent créer des places d'accueil en structures d'accueil de l'enfance. Toutes les communes répondantes aux critères de la Confédération peuvent avoir droit à des aides.

### 5.1 Définitions des différentes structures d'accueil de l'enfance en Valais

Il existe différentes institutions pouvant accueillir des enfants. Certaines sont des structures à temps d'ouverture élargi, plus de 12 heures par semaine (Service cantonal de la jeunesse, 2010) :

- ✧ La nurserie : pour les enfants de 1 à 18 mois
- ✧ La crèche : lieu d'accueil pour les enfants de 18 mois à 6 ans sur des journées ou des demi-journées dans un espace sécurisé et les repas sont compris.
- ✧ La garderie : comme la crèche, elle accueille des enfants de 18 mois à 6 ans mais elle ne comprend pas de repas.
- ✧ Le jardin d'enfants : le but est de permettre aux enfants de se socialiser et stimuler certains apprentissages, ils ont entre 3 et 6 ans. Il existe des jardins d'enfants à temps d'ouverture élargi ou restreint.
- ✧ UAPE (unité d'accueil pour écoliers) : prend en charge les enfants scolarisés jusqu'à 12 ans avant et après l'école et pour le repas de midi.

Et d'autres structures sont dites à temps restreint, avec une ouverture de moins de 12 heures par semaine (Service cantonal de la jeunesse, 2010) :

- ✧ La halte garderie : ouverte au maximum deux après-midi par semaine pour des « dépannages », elle offre un espace de jeux et de rencontres aux enfants uniquement quelques heures et sans réservation.

Il existe également la possibilité de faire appel à des mamans de jour qui prennent en charge les enfants à leur domicile avec des horaires plus flexibles.

Ces différentes structures sont régies par des directives cantonales au niveau du Valais. Ces directives précises les besoins : en encadrement éducatif, pour les rapports entre personnel professionnel et auxiliaire, pour les locaux et l'équipement et pour les documents relatifs au fonctionnement de la structure (cf. annexe 3). Elles doivent être respectées afin de favoriser un bon fonctionnement.

### 5.2 Aides financières de la Confédération pour la création de structures

Une évaluation a été faite sur les aides financières de la Confédération à la création de places d'accueil pour enfants. Elle montre que les effets sont très positifs car elles permettent aux parents de concilier travail et vie de famille. La majorité d'entre eux disent que sans ces structures, ils seraient dans l'obligation de baisser leur temps de travail et même de cesser leur activité professionnelle (OFAS, (d) 2014).

Une étude de Oth (2002) montre que la Confédération apporte une aide aux communes et que celle-ci a des conséquences positives directes sur les familles.



Malgré le coût de l'investissement demandé pour la mise en place de structures, leurs avantages sont indéniables. Celui de permettre aux parents de travailler n'est pas le seul. Les familles ont un pouvoir d'achat grandissant grâce à leur activité professionnelle et les cotisations sociales à l'Assurance vieillesse et survivants (AVS) et au 2<sup>ème</sup> pilier leur permettent d'assurer leur retraite. L'économie régionale en profitera également grâce à la création d'emplois. Les enfants eux-mêmes profiteront d'avantages et bénéficieront d'une meilleure intégration sociale (Oth, 2002, p.10-11).

Depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale pour les aides financières pour la création de structures d'accueil de l'enfance il y a 12 ans, 2'676 demandes ont été approuvées. Ainsi, la Confédération a soutenu la création de 47'760 nouvelles places d'accueil. Ceci correspond à une augmentation d'environ 96% de l'offre d'accueil estimée. Malgré ce succès, il existe toujours un besoin important en places d'accueil supplémentaires, c'est pourquoi le Parlement a prolongé le programme de quatre ans, soit jusqu'en 2019. La loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants concerne un programme d'impulsion. La Confédération encourage ainsi la création de nouvelles places d'accueil. Les organismes reçoivent des aides financières durant 3 ans au maximum pour la création de nouvelles places. Le programme d'impulsion était initialement limité à 8 ans, soit jusqu'en 2011. Il a été prolongé de quatre ans une première fois en automne 2010, puis une seconde fois en automne 2014 (OFAS (c), 2015).

L'évaluation montre que les effets à long terme des aides financières sont très importants : au moment de l'enquête, au printemps 2013, 98 % des structures d'accueil collectif de jour (crèches, garderies, jardins d'enfants) et 95 % des structures d'accueil parascolaire (UAPE) qui ne recevaient plus d'aide depuis un an au moins existaient toujours. La majorité de ces structures ont pu maintenir le volume et la qualité de leur offre, voire les augmenter. Le taux d'occupation des places ayant lui aussi progressé en moyenne depuis la suppression des aides financières, la grande majorité des structures ont réussi à compenser ce poste du budget (OFAS (d), 2014).

L'objectif d'améliorer la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale a pu être atteint. Le temps disponible obtenu grâce à la prise en charge institutionnelle des enfants est consacré pour l'essentiel à l'exercice d'une activité lucrative. Sans places d'accueil, 65 % des parents d'enfants placés en crèche ou garderie et 45 % des parents d'enfants fréquentant une UAPE devraient mettre un terme à leur activité professionnelle ou du moins la réduire. Seulement 7% pourraient remplacer l'accueil sans grand effort (OFAS (a), 2015).

### 5.2.1 Aides financières pour qui ?

Les structures qui peuvent obtenir des aides financières sont (OFAS (d), 2015) :

- les structures d'accueil collectif de jour (crèches par exemple),
- les structures d'accueil parascolaire (telles qu'unités d'accueil pour écoliers, écoles à horaire continu, cantines),
- les structures coordonnant l'accueil familial de jour (par exemple les associations de parents de jour).

N'ont pas droit aux aides financières, les groupes de jeux, les services de garde ponctuelle d'enfants, les après-midi ludiques, les aides aux devoirs et les cours de soutien.

### 5.2.2 Quelles conditions pour avoir droit aux subventions ?

#### Les conditions générales

Toutes les requêtes doivent remplir les conditions suivantes (OFAS (d) 2015) :

- les structures doivent avoir comme but d'aider les parents à mieux concilier travail et famille ;
- le besoin pour la nouvelle offre doit être prouvé ;
- les exigences cantonales en matière de qualité sont remplies ;
- le financement est assuré à long terme, au moins pour six ans (business plan).

#### Les conditions spéciales

Les structures d'accueil collectif de jour (SAJ telles que : crèches, nurseries, jardins d'enfants) doivent en outre remplir les conditions suivantes :

- offrir au moins 10 places et être ouvertes au moins 25 heures par semaine et 45 semaines par an ;
- les structures existantes qui augmentent leur offre doivent accroître leur nombre de places d'un tiers (et de 10 places au moins) ou allonger leur durée annuelle d'ouverture d'au moins un tiers.

Les structures d'accueil parascolaire (SAP telle que : UAPE) doivent remplir les conditions suivantes :

- offrir au moins 10 places et être ouvertes au moins 4 jours par semaine et 36 semaines par an ; pour chaque journée, au moins un des blocs d'accueil suivants doit être offert : accueil le matin avant le début de l'école d'une durée d'au moins 1 heure, accueil à midi d'une durée d'au moins 2 heures ou durant toute la pause de midi (repas compris) ou accueil l'après-midi d'une durée d'au moins 2 heures après la fin d'école ;
- les structures existantes qui augmentent leur offre doivent accroître leur nombre de places d'un tiers (et de 10 places au moins) ou allonger leur durée annuelle d'ouverture d'au moins un tiers (OFAS (d), 2015).

Si une structure de la commune d'Orsières remplit ces conditions, elle aurait droit à des subventions de la Confédération.

### 5.3 Bénéfices de la création de structures d'accueil de l'enfance grâce au programme d'impulsion de la Confédération

Globalement, le programme d'impulsion est donc une réussite. On estime que l'offre de places a ainsi augmenté de plus de 96 % (OFAS (c), 2015).

Plus de 60% des parents qui bénéficient des structures d'accueil de l'enfance estiment qu'ils parviennent bien ou très bien à concilier vie familiale et exercice d'une activité familiale ou formation. En outre, plus de 90% jugent les options d'accueil extra-familial très importantes pour concilier famille et vie professionnelle ou formation. Plus de 20% des parents ont entamé une nouvelle activité lucrative ou augmenté leur taux d'occupation (OFAS, 2013).

Selon la famille, la situation géographique et le revenu, les appréciations peuvent être différentes, voici ce qui ressort de l'étude de l'OFAS (2013) :

- **Familles monoparentales** : l'appréciation de la conciliation est un peu moins positive de la part des personnes élevant seules leurs enfants que de la part des autres parents, mais ces personnes attachent autant d'importance aux options d'accueil extra-familial que les ménages biparentaux.
- **Type de commune** (ville, agglomération, campagne) : les parents vivant à la campagne sont un peu plus enclins à estimer qu'ils arrivent bien à concilier famille et vie professionnelle ou formation que les parents vivant en ville ou dans une agglomération. Toutefois, à la campagne, l'accueil extra-familial n'est pas jugé aussi important pour la conciliation.
- **Tarifs en fonction du revenu** : les rabais sur les tarifs n'ont pas d'impact sur l'appréciation subjective de la conciliation ni sur l'importance accordée aux options d'accueil extra-familial.

Dans l'ensemble, l'impact du programme d'incitation financière sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale peut être qualifié de positif. Il n'est toutefois pas possible d'évaluer si les structures d'accueil extra-familial contribuent davantage ou au contraire moins que d'autres formes de prise en charge, informelles par exemple, à la conciliation entre vie familiale et exercice d'une activité lucrative ou formation. Cela dit, pour les parents interrogés, les places d'accueil des structures ayant bénéficié du programme d'incitation financière y contribuent beaucoup (OFAS, 2013).

### 5.4 Etat de la situation des structures d'accueil de l'enfance en Valais

En règle générale, l'accueil extra-familial est organisé et réglementé à l'échelon communal. Ces dernières années, quelques cantons ont adopté pour ce domaine une loi spécifique plus ou moins détaillée.

En Valais, la Loi sur la jeunesse du 11 mai 2000 a été mise en place. Elle a provoqué un fort développement des institutions d'accueil pour enfants. Cette loi stipule à l'article 32 :

*«<sup>1</sup> Il appartient aux communes, ou aux groupements de communes, de prendre les mesures utiles afin que l'offre privée ou publique réponde au besoin de places d'accueil*

*extra-familial pour les enfants, de la naissance jusqu'à la fin de la scolarité primaire. » (...)*

Il est donc du devoir des communes de faire en sorte que les besoins des familles soient soutenus et de mettre en place des moyens nécessaires pour les accompagner.

Le canton subventionne les places dans les structures d'accueil pour enfants. En Valais, l'aide financière a passé de 1,7 millions en 2001 à environ 7,5 millions en 2009, puis à 8,5 millions en 2010. Elle a permis la création de 107 structures d'accueil et de 3'189 places (tableau 16) (Nanchen, 2011).

**Tableau 16 : Structures et places subventionnées en Valais, 2011**

<b>Structures et places subventionnées en Valais</b>			
	<b>Nombre de Structures</b>		<b>Nombre de places</b>
<b>Haut-Valais</b>	<b>13</b>	( 9 pré-scolaires + 4 para-scolaires)	<b>326</b> ( 232 pré-scolaires + 94 para-scolaires)
<b>Valais romand</b>	<b>94</b>	(56 pré-scolaires + 38 para-scolaires)	<b>2863</b> (1579 pré-scolaires + 1284 para-scolaires)
<b>Total</b>	<b>107</b>	(65 pré-scolaires + 42 para-scolaires)	<b>3189</b> (1811 pré-scolaires + 1378 para-scolaires)

Source : Nanchen, 2011

Selon la législation cantonale, le canton participe au financement des réseaux d'accueil extra-familial pour les enfants de la naissance jusqu'à la fin de la scolarité primaire lorsque (OFAS (b), 2015) :

- la structure répond aux critères des structures à temps d'ouverture élargi fixés dans les directives en la matière;
- le réseau d'accueil a été autorisé par le Service;
- un contrat de prestations a été passé entre ce réseau et le canton;
- il répond aux besoins d'accueil de la commune ou du groupement de communes;
- il est en principe constitué sous la forme de personnes morales et ne poursuit aucun but lucratif ou est géré par des collectivités publiques.

L'aide financière cantonale n'est allouée que si les collectivités locales de droit public, des employeurs ou des tiers autres que les parents fournissent une participation financière appropriée (OFAS (b), 2015).

Une subvention cantonale à un taux 1/3 des heures de garde est déjà fournie pour l'UAPE de la commune d'Orsières créée en début d'année scolaire 2015-2016, les subventions de la Confédération sont encore en attente.

## 6 Avantages d'une structure d'accueil de l'enfance

Sur la base de statistiques suisses, une étude zurichoise (Oth, 2002) démontre que la crèche permet réellement une augmentation de l'activité professionnelle des parents par rapport à des modes de garde moins formels. (Oth, 2002, p.8)

### 6.1 Avantages des crèches

Les avantages directs de la création de structures d'accueil de l'enfance peuvent être chiffrés de cette façon pour les différents intervenants (cf. tableau en annexe 4) (Oth, 2002, p.10) :

- **Pour la Confédération, le canton et les communes :**
  - Ils bénéficient de rentrées fiscales et de cotisations sociales plus importantes grâce au travail rémunéré supplémentaire fourni par les parents,
  - épargnent des dépenses d'aides sociales diverses qui pourraient être causées par l'absence de revenus supplémentaires des ménages.
- **Pour les parents :**
  - Les familles ont un pouvoir d'achat augmenté grâce à une plus grande participation au marché du travail,
  - Les familles monoparentales sont susceptibles d'atteindre une plus grande autonomie financière,
  - Les parents conservent et développent leurs savoirs professionnels, ce qui se traduit par l'accès à des emplois plus qualifiés et mieux rémunérés tout au long de la vie active,
  - Les cotisations sociales supplémentaires payées à l'AVS et au 2<sup>ème</sup> pilier leur assurent un revenu plus élevé à la retraite.
- **Pour les entreprises et les enfants :**
  - Il n'y a pas d'avantages chiffrés qui peuvent ressortir.

D'autres avantages découlent de l'existence de ces structures et ne peuvent pas être chiffrés (cf. tableau annexe 4) (Oth, 2002, p.11) :

- **Pour la Confédération, le canton et les communes :**
  - La collectivité bénéficie d'un potentiel de croissance économique plus élevé,
  - La diminution des dépenses d'intégration des enfants et de santé publique,
  - L'économie régionale obtient la création d'emplois pour du personnel éducatif, d'intendance et administratif.
- **Pour les parents :**
  - Une meilleure intégration des familles immigrées suisses et étrangères,
  - Une répartition des rôles plus équilibrée au sein de la famille.

- **Pour les entreprises**

- Les entreprises ont accès à un réservoir élargi de travailleurs et travailleuses qualifiés,
- Celles qui participent aux frais de garde de leurs employé·e·s sont plus attrayantes en temps qu'employeurs,
- Les entreprises profitent d'être installées dans une région plus attrayante pour les travailleurs et travailleuses, parce qu'elles offrent des structures d'accueil.

- **Pour les enfants :**

- Les enfants bénéficient d'une meilleure intégration sociale, de mesures de prévention et d'un mode de garde d'une grande sécurité.

Tous ces avantages chiffrés ou non montrent un réel gain potentiel grâce aux structures d'accueil de l'enfance. Car même si elles amènent des coûts, ils peuvent largement être compensés par ses bienfaits.

## 6.2 Effets de l'absence de structure d'accueil de l'enfance

L'absence de structures d'accueil induit, des coûts d'opportunité (biens ou revenus auxquels les parents renoncent) de deux ordres (Oth, 2002, p.6) :

- des revenus perdus par les parents à la suite du retrait du marché du travail ou de la diminution non désirée des heures travaillées,
- une détérioration des perspectives de revenu à long terme due à l'effritement progressif du capital humain.

C'est pourquoi, les structures d'accueil permettent une mise en valeur des ressources humaines de l'économie.

La création de structures est souvent freinée. En Suisse, le système institutionnel entre communes, cantons et Confédération entraîne une attribution moindre des ressources aux structures d'accueil. Le plus souvent les communes sont invitées à fournir l'effort financier principal, ou même unique, alors qu'au travers du système fiscal, les bénéfices seront redistribués au canton et à la Confédération (cf. tableaux 17 et 18 chapitre 6.3). Une implication et une coordination des trois niveaux de gouvernement sont donc indispensables pour dégager les avantages des structures d'accueil (Oth, 2002, p.6).

## 6.3 Enjeux des pouvoirs publics

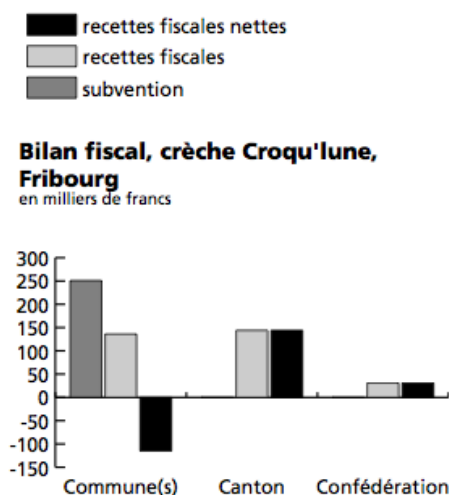
Les pouvoirs publics sont confrontés à divers enjeux (Oth, 2002, p.11) :

- Les bénéficiaires économiques des crèches sont en grand nombre : les contribuables, les pouvoirs publics, les parents et les entreprises,
- Les bénéfices sont répartis sur le long terme : les contribuables, les pouvoirs publics, les entreprises, les parents ou les enfants en profitent dans le présent mais aussi pendant des décennies,
- Une fois fournis, les avantages du bien public sont disponibles à l'ensemble de la collectivité, sans qu'il soit possible d'en priver ceux qui ne participent pas à son financement.

L'absence de crèche, et la demande non satisfaite qui en découlent, sont la cause de gains non réalisés et de coûts d'opportunité pour la collectivité.

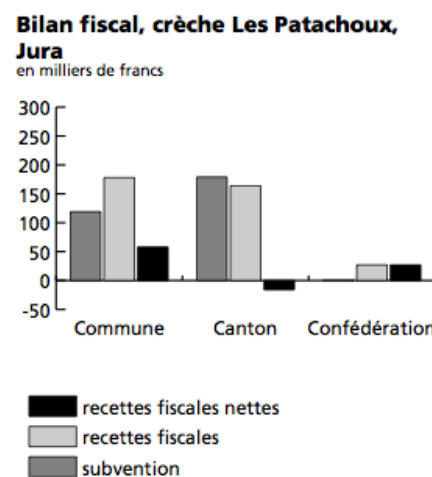
Aujourd'hui, il apparaît dans la majorité des cas que les coûts des crèches ne sont pas équitablement répartis entre les communes, le canton et la Confédération, compte tenu de la répartition des avantages retirés, comme le montre le tableau 17 et 18. Pour que l'offre de crèche soit optimale, une participation des trois niveaux d'administration cités ci-dessus ainsi qu'une participation intercommunale devraient pouvoir être mises en place (Oth, 2002, p.12).

**Tableau 17 : Bilan fiscal, crèche Croqu'lune à Fribourg, CH, 2002.**



Source: Oth, 2002, p.13

**Tableau 18 : Bilan fiscal, crèche Les Patachoux, Jura, CH, 2002.**



Source: Oth, 2002, p.12

Dans le cas de la crèche Croqu'lune à Fribourg (tableau 17), la commune est seule à contribuer au financement et subit en conséquence un déficit malgré le rendement fiscal global favorable (1 franc investi rapportant 1.2 franc dans le cas de Croqu'lune à Fribourg), le canton et la Confédération s'appropriant une part importante des rentrées fiscales supplémentaires (Oth, 2002, p.12-13).

Dans le cas du Jura (tableau 18), un accord concernant une participation cantonale existe, et ces règlements permettent effectivement un plus grand équilibre entre coûts et avantages qu'à Fribourg. Une formule a été mise en place selon laquelle le déficit comptable des crèches est pris en charge à hauteur de 60% par le canton et de 40% par un fonds alimenté par l'ensemble des communes. Quant à la Confédération, elle est toujours gagnante (Oth, 2002, p.12-13).

Les comparaisons entre les différentes crèches examinées dans cette étude (Oth, 2002) doivent être faites avec prudence. Les crèches présentées peuvent ne pas être représentatives de la situation cantonale ou de la ville considérée. Il reste que ces résultats démontrent les répercussions fiscales au-delà de la commune où se trouve la crèche ainsi que la validité pour la Suisse romande (Oth, 2002, p.13).



## 6.4 Conclusion intermédiaire

L'ensemble des éléments théoriques montre une évolution du système familiale avec des rôles pour les femmes et les hommes qui changent. Les familles revêtent tout de même des fonctions importantes et elles fournissent des prestations dont la société ne sauraient se passer. Dans ces changements la famille a besoin d'être soutenu, car aujourd'hui le risque de pauvreté est devenu de plus en plus important lorsqu'on a des enfants.

Pour être soutenue, il faut aux ménages des moyens de conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle. Même si ce sont les mères qui sont davantage concernées par cette problématique, comme se sont elles qui assument majoritairement les tâches domestiques en plus de leur métier (cf. tableau 8, chapitre 3.6), cette problématique influence toute l'organisation de la famille. C'est pourquoi la mise en place de solutions est importante afin de favoriser une bonne coordination entre emploi et famille pour les parents.

La mise en place de structures d'accueil de l'enfance peut être une solution pour la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Pour cela les aides financières de l'Etat et du Canton peuvent aider les communes à leur élaboration. Les différents avantages de ces structures ont été cités (cf. chapitre 6.1), ils peuvent être autant financiers (meilleure autonomie financière pour les parents, plus de revenus, plus de cotisations à l'AVS qui assure une meilleure retraite, ...) que sociale (meilleure intégration des enfants, plus d'employé·e·s qualifié·e·s pour les entreprises, ...).

En envisageant ces différents éléments, il faut vérifier les hypothèses de départ de manière concrète grâce à une méthodologie de recherche de données.

## **7 Méthodologie de recueil de données**

Afin de vérifier les hypothèses et de recueillir des données, la méthode utilisée sera le questionnaire. Il est destiné aux familles de la commune d'Orsières ayant des enfants de moins de 12 ans (cf. annexe 5). Cet outil va permettre d'avoir une vision globale de la situation et il va fournir des chiffres et des pourcentages pour appuyer ou réfuter les hypothèses émises. Ces statistiques permettront d'appuyer un éventuel besoin de la population auprès du Conseil Communal d'Orsières.

### **7.1 Limites de la méthode utilisée : le questionnaire**

Cependant l'utilisation de la méthode du questionnaire comprend un biais principalement dû au fait que étant une habitante de la commune. Les familles interrogées savent pour la plupart qui je suis, ce qui peut influencer leurs réponses. Ce processus demande de l'investissement en temps de préparation et également au dépouillement. Ce dernier est facilité par l'utilisation du logiciel Sphinx qui permet d'informatiser les réponses et d'en sortir les graphiques. Pour avoir des résultats représentatifs pour la commune, il faut également des réponses suffisamment nombreuses.

L'administration communale d'Orsières s'est chargée de l'envoi de l'ensemble des questionnaires et de leur réception, ainsi que de la saisie sur le logiciel internet.

### **7.2 Territoire concerné de la recherche**

Les familles de la commune d'Orsières vont recevoir mon questionnaire. La commune comprend 21 villages (tableau 1 du chapitre 2.1.1) : La Douay, Soulalex, Chamoille, La Rosière, Chez-Les-Addy, Chez-Les-Giroud, Verlonnaz, Chez-Les-Reuses, Reppaz, Commeire, Le Bioley-Champex, Prassurny, Som-la-proz, Issert, Les Arlaches, Praz-de-Fort, Saleinaz, Branche, Prayon, La Fouly et Orsières.

### **7.3 Population cible du questionnaire**

Les personnes qui ont reçu ce questionnaire sont les familles avec des enfants de moins de 12 ans résidentes sur la commune d'Orsières. Ce sont elles les principales concernées par le sujet de ce travail de Bachelor, et il est important de démontrer leurs besoins ou non en structures d'accueil extrascolaire. Cela représente 262 familles à Orsières.

### **7.4 Cadre éthique de la recherche**

Les questionnaires étaient à remplir sur internet ou sur format papier à renvoyer à l'administration communale. Il y avait une lettre d'accompagnement explicitant le cadre de cette recherche et l'intérêt pour les familles d'y répondre.

Toutes les données récoltées sont confidentielles et utilisées uniquement dans le cadre de ce travail de Bachelor.

## 7.5 Etapes de réalisation de la recherche

J'ai rencontré un conseiller communal d'Orsières, M. Jacquemettaz afin d'obtenir des informations et de collaborer avec lui pour la réalisation de mon questionnaire. Celle-ci m'a permis d'utiliser les capacités et les moyens de la commune pour transmettre les questionnaires aux familles et effectuer le recueil de données.

Lors de cette première rencontre, le 27 novembre 2014, il m'a présenté ses compétences en tant que conseiller communal et les questions qu'il soulevait. Il m'a parlé d'un projet mené par son prédécesseur en vue d'unifier les horaires des écoles, de créer une UAPE et une crèche avec des activités extra-scolaires pour les enfants.

Nous avons maintenu un contact par e-mail avec divers échanges sur cette thématique.

Notre deuxième rencontre a eu lieu le 29 avril 2015, en présence également de Mme Laterza, directrice des écoles primaires et enfantines ainsi que Mme Bréaud, responsable du jardin d'enfants « Le Ratamiaou » à Orsières. Ce rendez-vous a eu lieu car la commune s'est vue dans l'obligation de mettre en place une UAPE sous la demande du canton du Valais. La discussion portait sur les places d'emploi qui allaient être créées. Le sujet de mon questionnaire a également été abordé comme pouvant permettre une évaluation de la fréquentation de la structure lors de la prochaine l'année scolaire.

Ensuite, je lui ai donné mon questionnaire afin d'avoir les commentaires et avis. Puis il l'a transmis à l'administration communal d'Orsières afin qu'il soit envoyé aux familles.

Lors de la soirée des parents des enfants scolarisés en enfantine ou en primaire du 15 juin 2015, j'ai fait une intervention afin de leur transmettre des informations et l'organisation de l'année scolaire prochaine. La question de l'UAPE en création a été expliquée par le conseiller communal et j'ai pu intervenir afin de présenter mon projet aux familles présentes. Ceci m'a permis de faire un rappel pour qu'elles répondent au questionnaire qu'elles avaient reçu la semaine précédente.

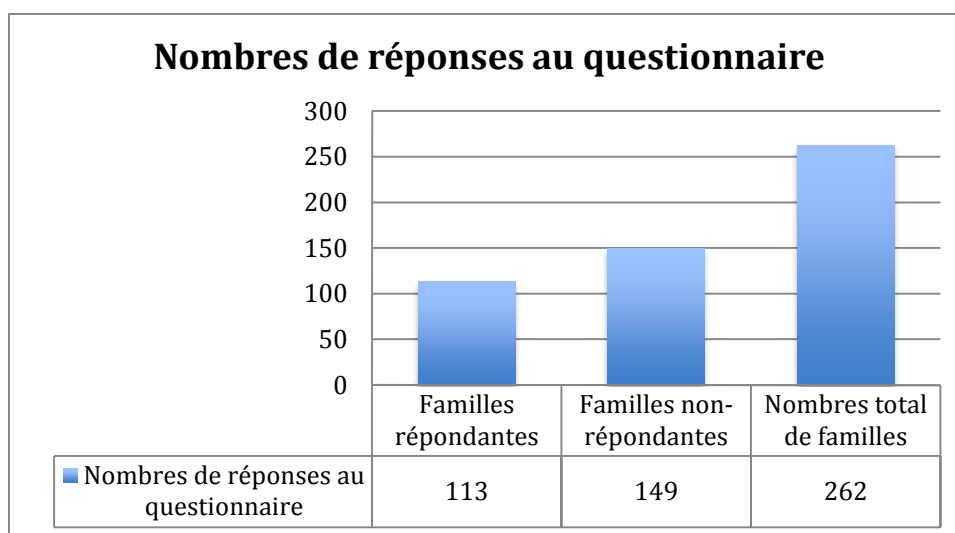
Au cours de mon travail, la commune a mis en œuvre cette UAPE (Cf. chapitre 2.3) car les moments où les enfants étaient accueillis à la cantine du cycle d'orientation n'étaient pas encadrés par des professionnel·le·s mais par des professeur·e·s. Afin d'avoir droit aux subventions cantonales, la commune a été fortement encouragée à mettre en place une structure d'accueil. Cette structure est active depuis le début de l'année scolaire 2015-2016 et accueille 44 enfants sur les temps de midi et du soir répartis sur la semaine, accompagnés par quatre professionnel·le·s et auxiliaires.

## 8 Analyse du questionnaire adressé aux familles d'Orsières

### 8.1 Nombre de questionnaires reçus

Le questionnaire a été envoyé à 262 familles et 113 d'entre elles ont répondu ce qui correspond à 43% d'échantillon à disposition (tableau 19).

Tableau 19 : Nombres de réponses au questionnaire, Orsières, 2015



Source: Abelenda Lucie, juin 2015, Orsières.

La majorité des réponses (58%) viennent de familles habitant le village même d'Orsières, les villages de : Champex, La Fouly, Branche, Commeire et Prayon représente 9,7% et les autres villages 30% (annexe 6, graphique 1). La séparation des villages s'est faite ainsi car les élèves des villages de Champex, La Fouly, Branche, Commeire et Prayon ne peuvent pas rentrer chez eux manger le midi. Le taux de participation de 43% montre un intérêt des familles à la question de la garde de leurs enfants et une envie de donner leur avis à la commune.

### 8.2 Situation familiale des ménages : état civil, travail, nombre d'enfants

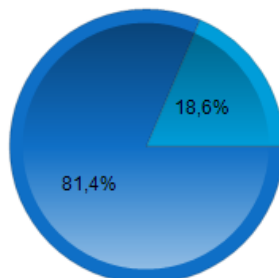
Plus de 90,9% des couples sont mariés, quelques parents sont séparés (3,5%), divorcés (0,9%), célibataires (2,7%) ou en concubinages (1,8%) (annexe 6, graphique 2).

Dans les ménages où les parents sont en couple, 81,4% travaillent les deux et dans 18,6% des cas c'est seulement l'un des conjoints, comme le montre le tableau 20. On peut supposer que le mariage est une valeur encore très présente dans la commune, mais également que le travail est important.

**Tableau 20: Si vous êtes en couple <sup>3</sup> travaillez-vous tous les deux, Orsières, VS, 2015**

5. Si vous êtes en couple (*si non passez à la question 6*) travaillez-vous tous les deux?

Taux de réponse : 90,3%



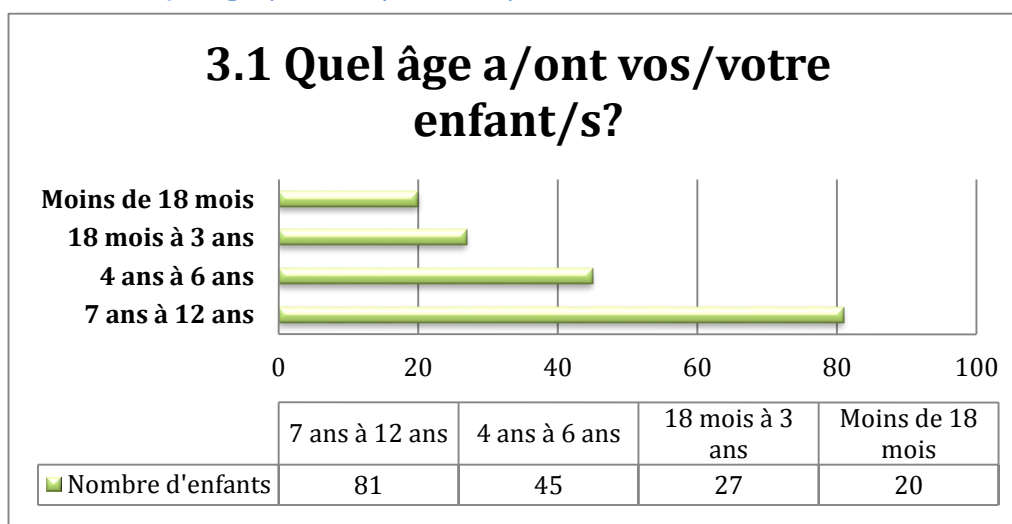
Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Les hommes travaillent principalement entre 91 et 100% (90,1%) seul 5,9% ont un taux entre 77 et 83%, 2% moins de 63%, 1% pour des taux entre 84 et 90% et également pour 70 à 76% (annexe 6, graphique 3). Pour les femmes, la majorité d'entre elles travaillent à temps partiel entre 40 et 59% (43,4%), 25,3% d'entre elles travaillent entre 60 et 79% et 8,4% à 100% (annexe 6, graphiques 3 et 4).

Pour les personnes seules en ménage, la totalité des personnes travaillent avec des taux de 40, 50, 60 ou 100% (annexe 6, graphiques 5 et 6). Le travail est donc une nécessité pour les personnes seules. Et la difficulté de gestion entre vie professionnelle et familiale doit être davantage un souci sans conjoint.

Dans l'échantillon 44,2% des ménages a deux enfants, 31% un enfant, 16,8% trois enfants et 6,2% quatre enfants de moins de 12 ans (annexe 6, graphique 7). Ces enfants ont en majorité entre 7 et 12 ans (81 enfants concernés), 45 enfants ont entre 4 et 6 ans, 27 entre 18 mois et 3 ans et 20 ont moins de 18 mois (tableau 21).

**Tableau 21 : Quel âge a/ont votre/vos enfant/s ?, Orsières, VS, 2015.**



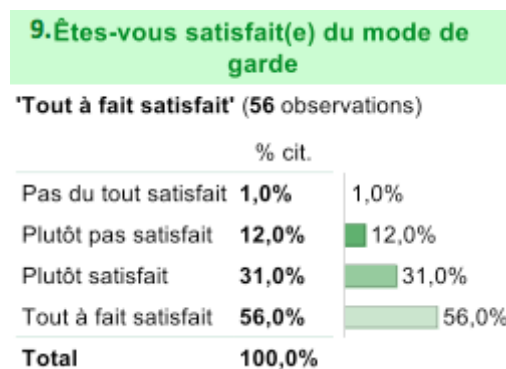
Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

<sup>3</sup> Les questions sont répétées dans les tableaux pour des raisons informatiques.

### 8.3 Solutions de gardes actuelles pour les enfants

75,2% des familles de la commune d'Orsières font appel aux grands-parents ou à la famille proche pour garder leurs enfants, 15% aux mamans de jour, 15% aux voisins ou amis, 8% à une crèche ou une UAPE et 6,2% à une baby-sitter (annexe 6, graphique 8). La majorité d'entre eux à 56% sont entièrement satisfaits de leur mode de garde, 31% sont plutôt satisfaits, 12% sont plutôt pas satisfaits et seulement 1% n'ai pas satisfait du tout (tableau 22).

Tableau 22 : Etes-vous satisfait(e) du mode de garde que vous avez choisi pour votre/vos enfant(s) ?, Orsières, 2015.



Source: Abelenda Lucie, juin 2015, Orsières.

Les parents **tout à fait satisfaits** expliquent que leur mode de garde leur permet de maintenir leurs enfants à domicile. Ils font confiance à leur famille et ce système leur accorde une plus grande flexibilité ce qui facilite l'organisation familiale. Ils pensent que favoriser le lien entre leurs enfants et les grands-parents est important. Certains parents même très satisfaits disent tout même qu'ils n'ont pas eu de choix pour la garde de leurs enfants.

Les familles **plutôt satisfaites**, expliquent que c'est parfois compliqué lorsque les grands-parents travaillent encore ou s'ils tombent malades. Ils souhaiteraient pour certains que leurs enfants aient davantage de contact avec des pairs. Les horaires larges des mamans de jour sont très appréciés des familles car ils leur permettent plus de flexibilité.

Les **plutôt pas satisfait** et pas satisfait du tout, disent que la mise à contribution de la famille est trop fréquente et qu'ils n'ont pas eu de choix pour le mode de garde de leurs enfants. D'autres expliquent qu'ils doivent se rendre jusqu'à Vollèges et que cela rallonge leur trajet déjà conséquent.

Les **pas du tout satisfait** n'ont pas fait de commentaires.

Les différents modes de garde sont utilisés par les ménages entre deux et trois jours par semaine pour respectivement 23,9% et 22,1% des parents. 8,8% un jour par semaine, 8% quatre jours par semaine, 4,4% moins d'un jour par semaine, 14,2% parfois selon les besoins et seulement 3,5% cinq jours par semaine (annexe 6, graphique 9).

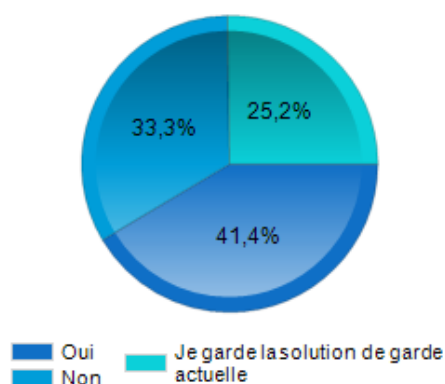
## 8.4 Besoins des familles de la commune d'Orsières de création de structures d'accueil et leurs utilisations

En ce qui concerne la création d'une crèche 41,4% et d'une UAPE 49,5% de l'échantillon en auraient utilisé (tableaux 23 et 24). Ainsi, 33,3% pour la crèche et 18,3% pour l'UAPE, ne placeraient pas leurs enfants dans l'une des structures et 25,2% et 32,1% des familles préfèrent garder leur solution de garde actuelle. Ces dernières le souhaitent principalement pour des raisons d'habitude qu'ils ont eu avec leurs enfants, pour la flexibilité ou car ce sont des mamans de jour ou des mères au foyer.

**Tableau 23 : Si la commune d'Orsières met en place une structure d'accueil de type crèche l'utiliserez-vous ?, Orsières, 2015.**

15. 10. Si la commune d'Orsières met en place une structure d'accueil de type crèche l'utiliserez-vous ?

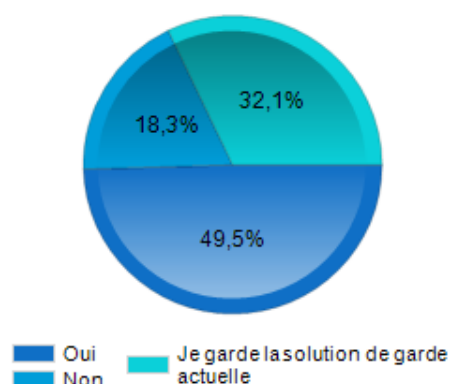
Taux de réponse : 98,2%



**Tableau 24 : Si la commune d'Orsières met en place une structure de type UAPE, l'utiliserez-vous ?, Orsières, 2015.**

17. 11. Si la commune d'Orsières met en place une structure de type UAPE, l'utiliserez-vous ?

Taux de réponse : 96,5%

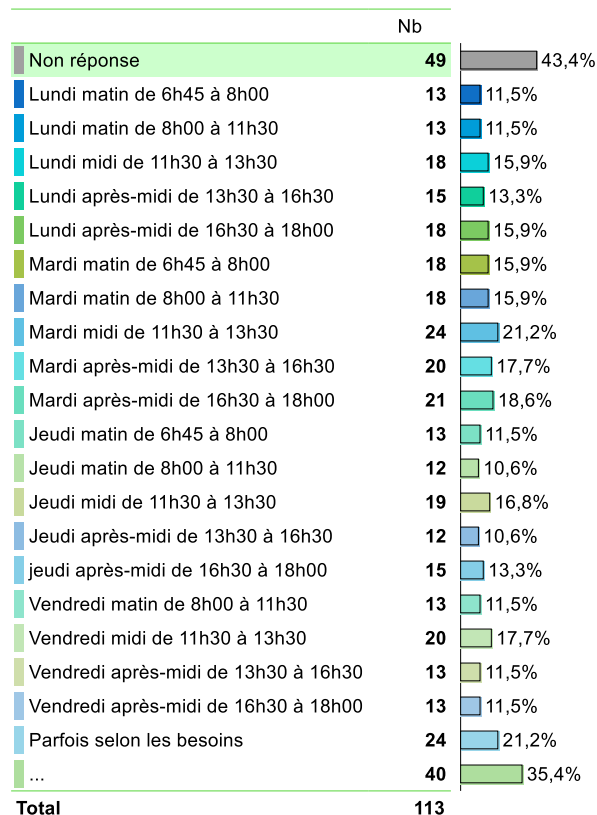




**Tableau 25 : A quelle fréquence en auriez-vous besoin?, Orsières, 2015.**

12. Si oui aux deux questions précédentes, à quelle fréquence en auriez-vous besoin ?  
(Indiquez le nombre d'enfants dans les cases correspondantes)

Taux de réponse : **56,6%**



Source: Abelenda Lucie, juin 2015, Orsières.

On peut constater une répartition assez homogène, dans le tableau 25, sur l'ensemble des jours avec entre 24 et 12 enfants sur chaque horaire.

Sur cette question, il y a 33 enfants concernés par un accueil en crèche et 65 enfants par l'UAPE (annexe 6, graphiques 10 et 11).

## 8.5 Revenu des familles et investissement possible dans un moyen de garde

32,7% des ménages ont un revenu entre 40'001 et 60'000 CHF, 24,8% entre 60'001 et 80'000 CHF, 11,5% entre 20'001 et 40'000 CHF, 3,5% moins de 20'000 CHF, 8,8% entre 80'001 et 100'000 CHF et 7,1% plus de 100'001 CHF (annexe 6, graphique 12).

9,7% des ménages seraient prêts à dépenser pour la garde de leurs enfants moins de 10 CHF, 23,9% de 11 à 20 CHF, 15,9% entre 21 et 30 CHF, 3,5% entre 31 à 40 CHF, 3,5% de 41 à 50%, 4,4% entre 51 et 60 CHF, 12,4% ça leur est égal et 4,4% disent être intéressé mais ne pas en avoir les moyens (annexe 6, graphique 13).

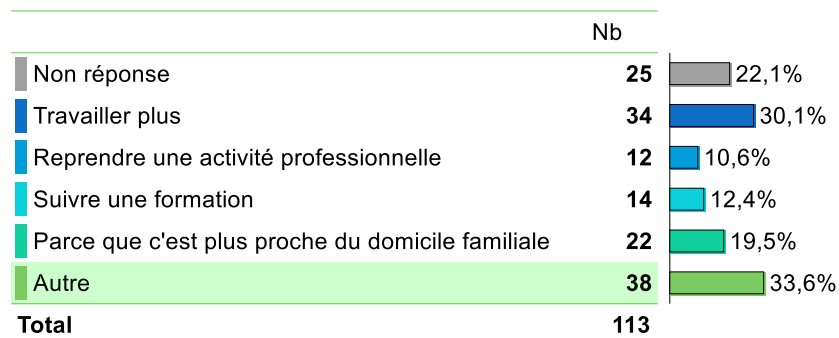
30,1% des familles intéressées à placer leurs enfants, le souhaitent pour travailler plus, 10,6% pour reprendre une activité professionnelle, 12,4% pour suivre une formation, 19,5% car c'est plus proche du domicile familiale et 33,6% pour d'autres raisons. Ces autres raisons sont pour une meilleure gestion du temps, pour la

socialisation des enfants, pour décharger les grands-parents, pour apprendre le français, pour du sport ou encore du bénévolat.

Tableau 26 : Dans l'hypothèse de l'existence d'une structure d'accueil à Orsières, placeriez-vous votre/vos enfant(s) Pour?, Orsières, 2015.

#### 14. Dans l'hypothèse de l'existence d'une structure d'accueil à Orsières, placeriez-vous votre/vos enfant(s) pour... ? (plusieurs réponses possibles)

Taux de réponse : 77,9%



Source: Abelenda Lucie, juin 2015, Orsières.

La proposition d'une crèche bilingue ou multilingue recueille un avis mitigé, 51,1% de non et 48,9% de oui (annexe 6, graphique 14).

#### Remarques de la part des familles

Le questionnaire comprend à la fin un espace de remarques pour les personnes. Plusieurs d'entre elles ont fait état que les structures auraient été souhaitées plus tôt dans la commune et certains enfants étaient trop grands. Il y a également le souci de plusieurs habitant·e·s de pouvoir amener de nouvelles familles sur la commune grâce à ces structures et ils pensent que c'est un atout indispensable. L'avis général est qu'une mise en place de telles structures est donc une bonne idée et les gens me remercient beaucoup pour l'intérêt porté à cette question et le passage de ce sondage.

### 8.6 Limites de la recherche

Suite à l'analyse des données récoltées, j'ai pu me rendre compte de plusieurs problèmes. Certaines de mes questions n'ont pas été suffisamment précises et cela me mène à des résultats parfois approximatifs. Par exemple, pour la question de l'âge des enfants j'aurais pu directement donner les tranches d'âge au lieu de laisser l'espace libre de réponses. Tout comme pour la question 12 sur les moments d'accueil en crèche et en UAPE, je ne peux pas séparer de manière certaine le nombre d'enfants dans les réponses qui souhaitent être accueillis dans l'une ou l'autre des structures.

Ces différentes problématiques n'ont pas été identifiées avant l'envoi du questionnaire ce qui amène à certaines réponses imprécises. Il faut tout de même noter que les réponses reçues me permettent de donner quelques résultats à mes hypothèses.

## 8.7 Conclusion intermédiaire

Dans leurs remarques, les parents expliquent être généralement satisfaits de leur mode de garde sans pouvoir réellement faire de choix et ils sont reconnaissants pour l'intérêt porté à la question de la création d'une structure d'accueil sur la commune. Il apparaît que les familles de la commune sont intéressées par cette question et favorable à participer à y trouver une réponse.

## 9 Réponses à la question et aux hypothèses de recherche

### 9.1 Hypothèse 1 : la population de la commune souhaite la mise en place d'une structure d'accueil

La première hypothèse posée est que la population d'Orsières souhaite la mise en place d'une structure d'accueil (crèche et UAPE) pour enfants dans la commune.

Dans l'ensemble des réponses reçues, les habitant·e·s de la commune souhaitent la mise en place d'une structure d'accueil de l'enfance (crèche et UAPE). Il y a davantage d'intérêt pour des placements en UAPE avec 65 enfants concernés qu'en crèche ou il y a 33 enfants.

### 9.2 Hypothèse 2 : la commune d'Orsières veut préserver une vision traditionnaliste de la famille

La commune d'Orsières veut préserver une vision traditionnelle de la famille et n'a pas connaissance des besoins de celle-ci en matière de structure de garde d'enfants.

Cette deuxième hypothèse m'avait interpellée au début de mon travail. Je n'ai pas eu l'occasion de la vérifier de manière concrète. Grâce à la collaboration avec le conseiller communal M. Jacquemettaz, j'ai pu voir que la commune met en œuvre des moyens enfin de faire évoluer les structures de garde pour enfants. La mise en place de l'UAPE montre que la commune souhaite mettre en place des moyens qui correspondent aux besoins des familles résidentes.

### 9.3 Réponse à la question de recherche

A la question : est-ce que la mise en place d'une structure d'accueil pour enfant correspond à un besoin de la population dans la commune d'Orsières ?

Cette enquête permet d'y apporter une réponse favorable. Les familles questionnées semblent en effet voir un réel avantage à avoir accès à une offre de structures d'accueil telles que la crèche et l'UAPE. Ceci leur permet pour la majorité de travailler davantage, de décharger les grands-parents ou encore de se rapprocher du domicile familial.

## 10 Proposition pour la commune d'Orsières

La commune d'Orsières a d'ores et déjà mis en place une UAPE suite à la demande du canton et le besoin des familles (cf. chapitre 7.5). A la base, celle-ci a été conçue pour les 24 enfants qui fréquentaient la cantine sur les temps de midi. Le nombre d'enfants a presque doublé suite à l'ouverture officielle de l'UAPE pour accueillir actuellement 44 enfants.

Une structure telle qu'une crèche pourrait également être mise en œuvre même si la demande n'est que de, potentiellement, 33 enfants selon l'échantillon à disposition (environ 60 enfants inscrits permettent une occupation suffisante pour une crèche à 12 places à la journée). Il faut prendre en compte, que le questionnaire n'a circulé que sur la commune d'Orsières ce qui fait que certaines familles des communes de Liddes ou Bourg-Saint-Pierre pourraient être intéressées. La création d'une telle structure rendra probablement la commune plus intéressante pour l'accueil de nouvelles familles qui souhaiteraient s'y établir.

### 10.1 Quels sont les besoins en structures d'accueil (crèche et UAPE) dans la commune d'Orsières ?

Les résultats des questionnaires reçus montrent un intérêt pour les structures d'accueil de l'enfance par les familles de la commune. Plus de 25% des familles désirent pouvoir placer leurs enfants en crèche et plus de 32% en UAPE (cf. tableau 23 et 24, chapitre 8.4). Ces pourcentages représentent 98 enfants en tout qui pourraient bénéficier d'un placement en structures d'accueil de l'enfance (crèche et UAPE), répartis selon le tableau 25 (cf. chapitre 8.4) de manière homogène sur l'ensemble des jours et des horaires proposés.

On remarque que la majorité des parents ont tous deux une activité professionnelle (81,6%) et seul 18,6% des couples n'ont que l'un des deux partenaires qui travaillent (cf. tableau 20, chapitre 8.2). Dans les réponses récoltées, chez les couples qui travaillent l'homme a une activité entre 90% et 100% pour la majorité (90,1%) et les femmes ont un taux d'occupation entre 40 et 59% en majorité (43,4%) ou entre 60 et 79% (25,3%). Très peu de femmes en couple travaillent à 100%, cela représente ici 8,4% des réponses (annexe 6, graphique 3 et 4). Chez les personnes seules qui ont toutes une activité professionnelle, le taux varie entre 40, 50, 60 et 100% (les réponses sont réparties : une personne pour chaque pourcentage et 3 à temps plein) (annexe 6, graphique 6).

La majorité des couples ont donc besoin de moyens pour concilier vie familiale et professionnelle.

On constate également que même si les familles sont en grande majorité satisfaites (56%) voire plutôt satisfaites (31%) par leur mode de garde actuelle, elles souhaitent tout de même la mise en place d'une structure afin d'avoir le choix du mode de garde ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui (cf. tableau 22, chapitre 8.3).

Pour la garde de leurs enfants, plus de 75% des parents demandent à la famille proche (grands-parents, ...), 15% aux mamans de jour, 15% aux voisins ou amis, 8% à une crèche hors de la commune et 6,2% à une baby-sitter (cf. annexe 6, graphique 8). On remarque que les parents utilisent divers moyens pour la garde de leurs enfants mais ce qui ressort des commentaires. Lorsqu'ils font appel à la famille, ils ont peur parfois de trop en demander et que les grands-parents perdent le plaisir de

voir leurs petits-enfants. Même si cette façon de faire leur accorde une grande flexibilité et une confiance vis-à-vis de la personne en charge de la garde. Les parents ont utilisé un système d'accueil entre deux et trois jours par semaine majoritairement (56%) (cf. annexe 6, graphique 9).

Les familles expliquent la volonté de placer leurs enfants en structure d'accueil de l'enfance principalement pour travailler davantage, mais également sociabiliser l'enfant, parce qu'il y a une proximité avec le domicile ou encore pour décharger les grands-parents.

On peut en conclure que la création d'une structure d'accueil comprenant l'UAPE et la crèche représente une volonté d'une partie des familles de la commune d'Orsières. La création d'une telle structure permet aux enfants un développement accompagné de professionnels et dans un environnement sûr. Elle rendra la commune plus attrayante pour les familles qui souhaiteraient s'y établir. Actuellement, la présence d'une structure dans une commune peut être un argument lors d'un déménagement.

## 10.2 Proposition de tarifs d'une structure d'accueil dans la commune d'Orsières

Dans l'idée de la création d'une structure, voici une proposition de tarifs pour la crèche.

Le tableau 27 montre les tarifs fixés pour l'UAPE de la commune d'Orsières.

**Tableau 27 : Tarifs de l'UAPE d'Orsières, Valais, 2015**

	Revenu en CHF (revenu imposable selon chiffre 26 de la dernière taxation fiscale)		Tarif horaire d'accueil sans le repas	
Catégorie	de	à	Subvention	Après-midi
1	-	20'000	70%	1.50
2	20'001	30'000	60%	2.-
3	30'001	40'000	50%	2.50
4	40'001	50'000	40%	3.-
5	50'001	60'000	30%	3.50
6	60'001	70'000	20%	4.-
7	70'001	80'000	10%	4.50
8	80'001	-	0%	5.-
12	Hors Commune			8.-

Source: Commune d'Orsières, 2015

Le prix du repas est fixé à 10.- et la collation à 2.-.

Pour un accueil en crèche, au regard des tarifs pour l'UAPE, la crèche le Soleil Bleu à Fully propose des tarifs de crèche cohérents avec ceux de l'UAPE d'Orsières. Voici une proposition de grille tarifaire (tableau 28) pour une crèche à Orsières (Commune de Fully, 2015) :

**Tableau 28: Proposition de tarifs pour la crèche d'Orsières, Valais, 2015**

Catégorie	Revenu en CHF (revenu imposable selon chiffre 26 de la dernière taxation fiscale)		Tarif horaire d'accueil sans le repas	
	de	à	Prix de l'heure (20%)	Prix pour la journée complète (sans repas)
1	-	20'000	2.15	10.65
2	20'001	30'000	3.20	15.95
3	30'001	40'000	4.30	21.30
4	40'001	50'000	5.35	26.60
5	50'001	60'000	6.40	31.95
6	60'001	70'000	7.46	37.30
7	70'001	80'000	8.50	42.55
8	80'001	-	9.60	47.90
12	Hors Commune		11.40	56.80

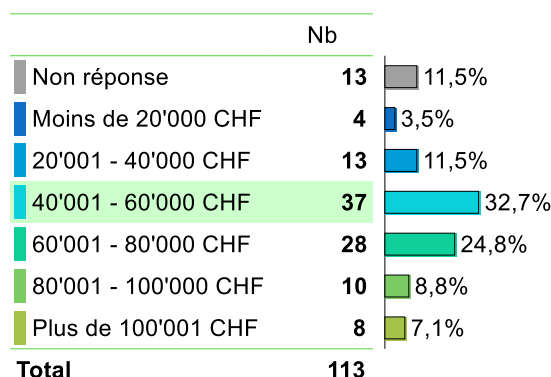
Source: Commune de Fully, 2015

Les revenus des ménages de la commune se situent principalement entre 40'000 et 60'000 CHF, comme on le voit sur le tableau 29. Les familles ont répondu être prêtes à investir en moyenne entre 15 à 30 CHF pour la garde journalière de leur enfant. On peut constater que la proposition des tarifs ci-dessus permet de rentrer dans les capacités budgétaires des familles.

**Tableau 29: Quel est le revenu annuel du ménage ?, Orsières, 2015**

4. Quel est le revenu annuel du ménage ? (revenu imposable selon le chiffre 26 de la taxation fiscale)

Taux de réponse : **88,5%**



Source: Abelenda Lucie, juin 2015, Orsières.

Il est important de tenir compte de cela en mettant en place les tarifs. Il faut également envisager une réduction pour un deuxième ou troisième enfant d'une même famille. Les diverses études parcourues pour ce travail expliquent que souvent le deuxième enfant placé coûte cher.

## 11 Positionnement final

### 11.1 Positionnement par rapport au processus et les apprentissages réalisés

Le processus du travail de Bachelor est une expérience très enrichissante. Il a donné lieu à divers apprentissages et découvertes. Il m'a fallu rassembler des connaissances théoriques, les synthétiser, prendre contact avec des personnes (professeurs, conseiller communal, ...), créer un questionnaire, en analyser les réponses et faire un compte rendu de cette analyse.

Tout d'abord le processus a débuté par la partie théorique ; trouver des informations a été simple. La difficulté résidait dans la synthèse et dans le tri afin de savoir ce qui est important.

Dans cette démarche, je me suis trouvée en difficulté au moment où la fin des cours est arrivée. Il n'y avait plus d'éléments qui me tenaient à avancer dans mon travail et je me suis trouvée bloquée. Au lieu de faire appel tout de suite à ma directrice de Bachelor, je me suis obstinée et finalement j'ai perdu beaucoup de temps à cause de cela.

Mon travail m'a permis de faire plusieurs rencontres notamment celle avec le conseiller communal M. Jacquemettaz qui m'a soutenu et il a également facilité la transmission et la récolte de mon questionnaire et ceci grâce à l'administration communale d'Orsières.

Par cette rencontre, j'ai dû faire preuve de professionnalisme afin d'expliquer mon projet et son intérêt. J'ai argumenté et démontré le besoin des familles de la commune. Il est intéressant en tant que future travailleuse sociale de voir que la collaboration avec les personnes représentant le milieu politique est possible et que l'on peut être soutenu à ce niveau. J'ai pu grâce à cette démarche réaliser que mon métier d'éducatrice sert aussi à transmettre les besoins des personnes. Pour le futur, je trouve qu'elle m'a aidé à voir mon activité professionnelle de manière plus large et à plusieurs niveaux, pas seulement au niveau de mon action mais aussi de celle des décisions politiques.

Le projet dans son ensemble demande beaucoup d'investissement et de temps de réflexion pour sa mise en place. J'ai beaucoup appris au sujet : des représentations familiales, des difficultés des familles dans la conciliation entre travail et vie familiale, de la politique familiale, de l'enfance et de l'égalité et de l'ensemble des structures de l'enfance et leur financement. J'ai également grâce au point de vue de M. Jacquemettaz pu prendre en compte les enjeux de la commune par rapport à la création de telles structures. Je peux dire que les objectifs personnels et professionnels (chapitre 1.2) que je m'étais fixés ont pleinement pu être remplis.

Mon travail sera transmis aux conseillers communaux de la commune d'Orsières afin de démontrer les besoins des familles résidentes qui ont participé au questionnaire. Ma recherche comporte aussi des limites, un certain nombre de questions ne trouvent pas de résultats, même si je réponds à mes hypothèses de recherches. Il y a parfois dans certaines questions un manque de sens pratique pour l'analyse qui suit et qui rend certains résultats imprécis, comme pour la question de la demande selon les jours et les horaires pour la crèche et l'UAPE. Il n'est pas possible de différencier selon les horaires les enfants concernés par l'une ou l'autre des structures.



## 11.2 Evolution du regard sur cette thématique

Les différents éléments que j'ai regroupés pour mes recherches m'ont permis d'entrevoir les difficultés parentales et les enjeux auxquels les couples sont confrontés lorsqu'ils ont des enfants. La conciliation entre vie familiale et professionnelle est semée d'embûches et la première est le manque de place en structures d'accueil (crèche, UAPE et également les mamans de jour). La famille et les amis peuvent être une solution de garde mais pas toujours accessible à tous ni désirée.

Les institutions politiques tentent de favoriser la création de places d'accueil en fournissant des financements pour les communes qui sont souvent les investisseurs principaux. Les enjeux politiques mais surtout financiers sont parfois difficiles à gérer pour certaines communes qui n'ont pas toujours les moyens de répondre aux besoins. Même si ces enjeux sont importants pour la commune d'Orsières, elle doit se rendre compte du besoin des familles orseraines et mettre en œuvre des moyens pour les aider.

Le moyen que je propose est la mise en place d'une structure d'accueil de type crèche et UAPE. L'UAPE est déjà en activité, étant donné que le besoin était reconnu et la création demandée par le canton. J'ai cherché à rendre visible également les besoins des familles avec des enfants d'âge préscolaire.

D'autres solutions peuvent être envisagées. Il faudrait réfléchir à une manière de favoriser les mamans de jour, de développer une entraide de voisinage ou encore un service de baby-sitters. La fin de ce travail amène un lot de réponses mais également de nouvelles questions :

- Comment prévoir d'autres alternatives à la crèche ou à l'UAPE ?
- Est-ce que la politique familiale peut et doit se développer davantage en Suisse et en Valais ?
- Est-ce que la mise en place d'une structure d'accueil dans la commune d'Orsières augmentera le nombre de familles résidentes ?

Ces différentes questions trouveront réponses éventuellement dans le futur.

Je pense que mon travail a été important afin de mener une réflexion approfondie sur les besoins des familles de la commune d'Orsières et qu'il aidera à une meilleure visibilité auprès des conseillers communaux. Je souhaite leur présenter ce projet afin d'une éventuelle mise en place d'une structure d'accueil dans la commune.

## 12 Bibliographie alphabétique

- AIN J. (2008), *Familles : explosion ou évolution ?*, Edition ERES, Paris.
- BARBEIRO A., LE GOFF J.-M. & GOSSWEILER E. (2011, septembre), La garde des enfants par leurs grands-parents, créatrice de liens intergénérationnels : l'exemple de la Suisse romande, *Politiques sociales et familiales* (N°105), 17-29.
- BERREAU G. (2015, 16 novembre), Près de 1'800 enfants pauvres en Valais, *Le Nouvelliste*, p.7.
- BRANGER K. & al. (2008), *Les familles en Suisse Rapport statistique 2008*, Neuchâtel : Office Fédéral de la Statistique.
- BUHLER E. (2002), *Atlas suisse des femmes et de l'égalité*, Edition Seismo, Zürich.
- Bureau de l'égalité (2014, 4 décembre), *Prospectus*, Etat du Valais, récupéré de [http://www.vs.ch/Press/DS\\_3/PU-1996-06-19-1569/fr/egaliteprospectus\\_f.pdf](http://www.vs.ch/Press/DS_3/PU-1996-06-19-1569/fr/egaliteprospectus_f.pdf).
- Bureau Cantonal de l'Egalité Valais (2009), *Quand le travail coûte plus qu'il ne rapporte : Valais*. Berne.
- Bureau Fédéral de l'Egalité entre femmes et hommes (2003), *Fairplay-at-work dans les entreprises*, Berne.
- Cartias (2015, 10 janvier), *Prévenir la pauvreté des familles*, récupéré de <https://www.caritas.ch/fr/actualites/actuel/prevenir-la-pauvrete-des-familles/>.
- Commission Fédérale de coordination pour les questions familiales (COFF) (2004), *Du temps pour les familles*, Berne, récupéré de [http://www.coff-ekff.admin.ch/c\\_data/f\\_pub\\_Zeit\\_536Ko.pdf](http://www.coff-ekff.admin.ch/c_data/f_pub_Zeit_536Ko.pdf).
- COFF (2002), *Reconnaître les prestations de toutes les familles*, Lucerne, récupéré de [http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/medieninformationen/archiv/presse/pdf/f\\_position.pdf](http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/medieninformationen/archiv/presse/pdf/f_position.pdf).
- Commune de Fully (2015, 10 décembre), *Crèche le soleil bleu*, récupéré de <http://www.fully.ch/fr/Ecoles-Petite-enfance/Association-Planete-Enfants/Creche-UAPE-Soleil-Bleu/>.
- Commune d'Orsières (a) (2014, 17 octobre), *Présentation de la commune d'Orsières*, récupéré de <http://orsieres.ch/index.cfm?Page=Buildpage&MainMenuId=128&SousMenuId=243>
- Commune d'Orsières (b) (2014, 17 octobre), *Orsières en chiffres*, récupéré de <http://orsieres.ch/index.cfm?Page=Buildpage&MainMenuId=128&SousMenuId=246>
- Commune d'Orsières (c) (2014, 17 octobre), *Avis communaux : extrait du conseil*, récupéré de <http://orsieres.ch/index.cfm?Page=Buildpage&MainMenuId=129&SousMenuId=254&SousSousMenuId=259>

- Commune d'Orsières** (d) (2014, 17 octobre), *Autorités*, récupéré de <http://orsieres.ch/index.cfm?Page=Buildpage&MainMenuId=129&SousMenuId=250&SousSousMenuId=39>
- Commune d'Orsières** (2015, 24 juillet), *Plan de la commune*, récupéré de <http://orsieres.ch/index.cfm?Page=Buildpage&MainMenuId=128&SousMenuId=244>.
- Conférence Suisse des institutions d'actions sociales (CSIAS)** (2010), *Les revenus disponibles des familles en Valais*, Berne, récupéré de [http://www.vs.ch/NavigData/DS\\_18/M16196/fr/Les\\_revenus\\_disponibles\\_des\\_familles\\_en\\_Valais\\_2010.pdf](http://www.vs.ch/NavigData/DS_18/M16196/fr/Les_revenus_disponibles_des_familles_en_Valais_2010.pdf).
- COUET J.-F. & DAVIE A.** (2004), *Dictionnaire de l'essentiel en sociologie*, (quatrième édition), Paris : Editions Liris.
- DAFFLON B.** (2003), *La politique familiale en Suisse : enjeux et défis*, Lausanne : Editions Réalités sociales.
- DAMON J.** (2006), La valeur "famille" en tendances : un modèle en évolution, *Informations sociales*, (N° 136) p.112-120.
- FREDRICH B. & THURIG S.** (2015), *Quelle politique de lutte contre la pauvreté pour la Suisse ? Un état des lieux, avec un accent particulier sur la pauvreté des familles*, Caritas Suisse, Lucerne.
- FUX B.** (2005), *Evolution des formes de vie familiale*, OFS, Neuchâtel.
- HAMELIN M.** (2014), *La conciliation travail-famille*, Conférence de l'AFEAS, récupéré de <http://www.afeas.qc.ca/wp-content/uploads/2014/03/conf%C3%A9rence-conciliation-famille-travail-mars2014-fichiers-fusion3.pdf>.
- JURISCH S.** (2003), *Le Valais entre tradition et modernité : conception de la famille et fréquentation des lieux d'accueil de l'enfance*, Lausanne : mémoire de sciences sociales, Université de Lausanne faculté des sciences politiques et sociales.
- KELLERHALS J. & WIDMER E.** (2012), *Familles en Suisse : les nouveaux liens*, Lausanne : Presse polytechniques et universitaires romandes.
- LECAILLON J.-D.** (2008), *La famille au cœur du développement durable*, récupéré de <http://www.forum-europeen-des-femmes.eu/la-famille-au-coeur-du-developpement-durable-par-le-professeur-j-d-lecaillon-992008-261>.
- LE RUCHER** (2015, 29 juillet), *Travailler dans un pays scandinave*, récupéré de <http://www.lerucher.com/dossiers/1201/travail3.asp?from=expatriation>.
- MARET F.** (2008), *Organisation familiale au sein des couples valaisans de milieu rural*, Sion: HES-SO, Valais, domaine santé-social.
- NANCHEN C.** (2011), *Service cantonal de la jeunesse : Rapport de gestion 2010*, Sion, récupéré de

[http://www.berufundfamilie.admin.ch/informationsplattform/files/007748/Rapport\\_de\\_gestion\\_2010 - uniquement PE.pdf](http://www.berufundfamilie.admin.ch/informationsplattform/files/007748/Rapport_de_gestion_2010_-_uniquement_PE.pdf).

**Office cantonal de l'égalité et de la famille** (2015, 9 septembre), *Ce que nous faisons*, Canton du Valais, récupéré de <https://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=20300&Language=fr>.

**Office fédéral des assurances sociales (OFAS)** (a) (2014, 7 décembre), *Plate-forme d'informations « Conciliation travail et famille »*, Berne, récupéré de <http://www.berufundfamilie.admin.ch/informationsplattform/index.html?lang=fr>

**OFAS** (b) (2014, 20 novembre), *Caractéristiques de la politique familiale Suisse*, Berne, récupéré de <http://www.bsv.admin.ch/themen/zulagen/00058/index.html?lang=fr>.

**OFAS** (c) (2014, 20 novembre), *Caractéristiques de la politique familiale Suisse*, Berne, récupéré de <http://www.bsv.admin.ch/themen/zulagen/00058/index.html?lang=fr>

**OFAS** (d) (2014, 22 septembre), *Place d'accueil : effets à long terme de l'incitation financière (décembre 2013)*, récupéré de <https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=51498>.

**OFAS**, (e) (2014, 20 novembre), *Politique sociale : vue d'ensemble*, Berne, récupéré de [http://www.bsv.admin.ch/themen/gesellschaft/00072/index.html?lang=fr#sprungmarke1\\_3](http://www.bsv.admin.ch/themen/gesellschaft/00072/index.html?lang=fr#sprungmarke1_3).

**OFAS** (a) (2015, 28 janvier), *Aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants : Bilan après onze années*, Berne, récupéré de <http://www.bsv.admin.ch/praxis/kinderbetreuung/01153/index.html?lang=fr>

**OFAS** (b) (2015, 21 septembre), *Plate-forme de conciliation travail-famille : Mesures cantonales et communales. Accueil extra-familial pour enfants*, Berne, récupéré de [http://www.berufundfamilie.admin.ch/informationsplattform/index.html?lang=fr&subthemen\[\]=56&subthemen\[\]=57&subthemen\[\]=58&subthemen\[\]=59&v=0|1&g\[\]=69|70&g\[\]=69|&b=2&t\[\]=36&t\[\]=36&e=1&einrichtung=1](http://www.berufundfamilie.admin.ch/informationsplattform/index.html?lang=fr&subthemen[]=56&subthemen[]=57&subthemen[]=58&subthemen[]=59&v=0|1&g[]=69|70&g[]=69|&b=2&t[]=36&t[]=36&e=1&einrichtung=1)

**OFAS** (c) (2015, 21 septembre), *Aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants : Bilan après douze années (état au 1<sup>er</sup> février 2015)*, Berne, récupéré de <http://www.bsv.admin.ch/praxis/kinderbetreuung/01153/index.html?lang=fr>.

**OFAS** (d) (2015, 21 septembre), *Aides financières*, Berne, récupéré de <http://www.bsv.admin.ch/praxis/kinderbetreuung/00109/index.html?lang=fr>

**OFAS** (e) (2015, 27 novembre), *Plate-forme d'information « conciliation travail-famille » : accueil extra-familial pour enfants*, Berne, récupéré de [http://www.berufundfamilie.admin.ch/informationsplattform/index.html?lang=fr&e=&b=2&einrichtung=1&v=2|1&g\[\]=24|122&g\[\]=43|118&g\[\]=69|117&g\[\]=69|120&t\[\]=25&t\[\]=26&t\[\]=116&t\[\]=117&t\[\]=118&t\[\]=138](http://www.berufundfamilie.admin.ch/informationsplattform/index.html?lang=fr&e=&b=2&einrichtung=1&v=2|1&g[]=24|122&g[]=43|118&g[]=69|117&g[]=69|120&t[]=25&t[]=26&t[]=116&t[]=117&t[]=118&t[]=138).

- OFAS** (2008), *Pour une politique suisse de l'enfance et de la jeunesse*, Berne, récupéré de [http://www.bsv.admin.ch/themen/kinder\\_jugend\\_alter/00065/index.html?lang=fr](http://www.bsv.admin.ch/themen/kinder_jugend_alter/00065/index.html?lang=fr).
- OFAS** (2013), *Evaluation du programme d'impulsion*, Berne, récupéré de <http://www.bsv.admin.ch/praxis/kinderbetreuung/01153/index.html?lang=fr>.
- Office Fédéral de la Statistique** (a) (OFS) (2015, 19 janvier), *Ménages familiaux avec enfants*, Neuchâtel, récupéré de <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/04/blank/key/01/06.html>.
- OFS** (b) (2015, 23 janvier), *Pourcentage d'enfants avec un accueil extra-familial ou extra-scolaire*, Neuchâtel, récupéré de <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/04/blank/key/04/01.html>.
- OFS** (c) (2015, 17 avril), *Participation des mères et des pères au marché de l'emploi*, récupéré de <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/05/blank/key/Vereinbarkeit/01.html>.
- OFS** (d) (2015, 25 novembre), *Egalité entre femmes et hommes : Travail à temps partiel*, Berne, récupéré de <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/05/blank/key/erwerbstaetigkeit/teilzeitarbeit.html>.
- OFS** (2012, mars), *La pauvreté en Suisse : la pauvreté monétaire de la population résidente de la Suisse de 2008 à 2010*, Neuchâtel.
- OTH L. M.** (2002), *La crèche est rentable c'est son absence qui coûte*, conférence latine des déléguées à l'égalité, Genève : Département des finances du canton de Genève et Etat de Vaud département de l'économie.
- Parti Démocrate Chrétien Suisse** (PDC) (2014, 23 octobre), *Portait*, récupéré de <http://www.pdc.ch/le-pdc/portrait/>.
- Parti Libéral Radical Suisse** (PLR) (2014, 23 octobre), *Positions*, récupéré de <http://www.plr.ch>.
- SCHULTHEIS F. & PERRIG-CHIELLO P. & EGGER S.** (2009), *Enfance et jeunesse en Suisse*, traduit par Atzamba Henning, Bâle : , Editions Beltz - Weinheim et Bâle.
- Service Cantonal de la jeunesse** (2010, janvier), *Directives pour l'accueil à la journée des enfants de la naissance jusqu'à la fin de la scolarité primaire*, Sion, récupéré de [https://www.vs.ch/NavigData/DS\\_339/M23445/fr/1\\_2010\\_directives.pdf](https://www.vs.ch/NavigData/DS_339/M23445/fr/1_2010_directives.pdf).
- SOCIALinfo** (2014, 5 décembre), *Dictionnaire suisse de politique sociale : égalité entre hommes et femmes*, récupéré de <http://www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?id=287>.

**SPANG BOVEY N.** (2001), *Les familles laissées pour compte*, (Revue romande trimestrielle n°78), Lausanne : Pro juventute département romand.

**STUTZ H. & al.** (2004), Rapport sur les familles 2004, *Structures nécessaires pour une politique familiale qui répond aux besoins*, Berne : Département Fédéral de l'intérieur.

**WIDMER E.** (2010, septembre), La famille, on la construit, *Coopération* (N° 39), p.34-39, récupéré de  
[http://www.lives-nccr.ch/sites/default/files/pdf/100928\\_cooperation\\_widmer.pdf](http://www.lives-nccr.ch/sites/default/files/pdf/100928_cooperation_widmer.pdf).

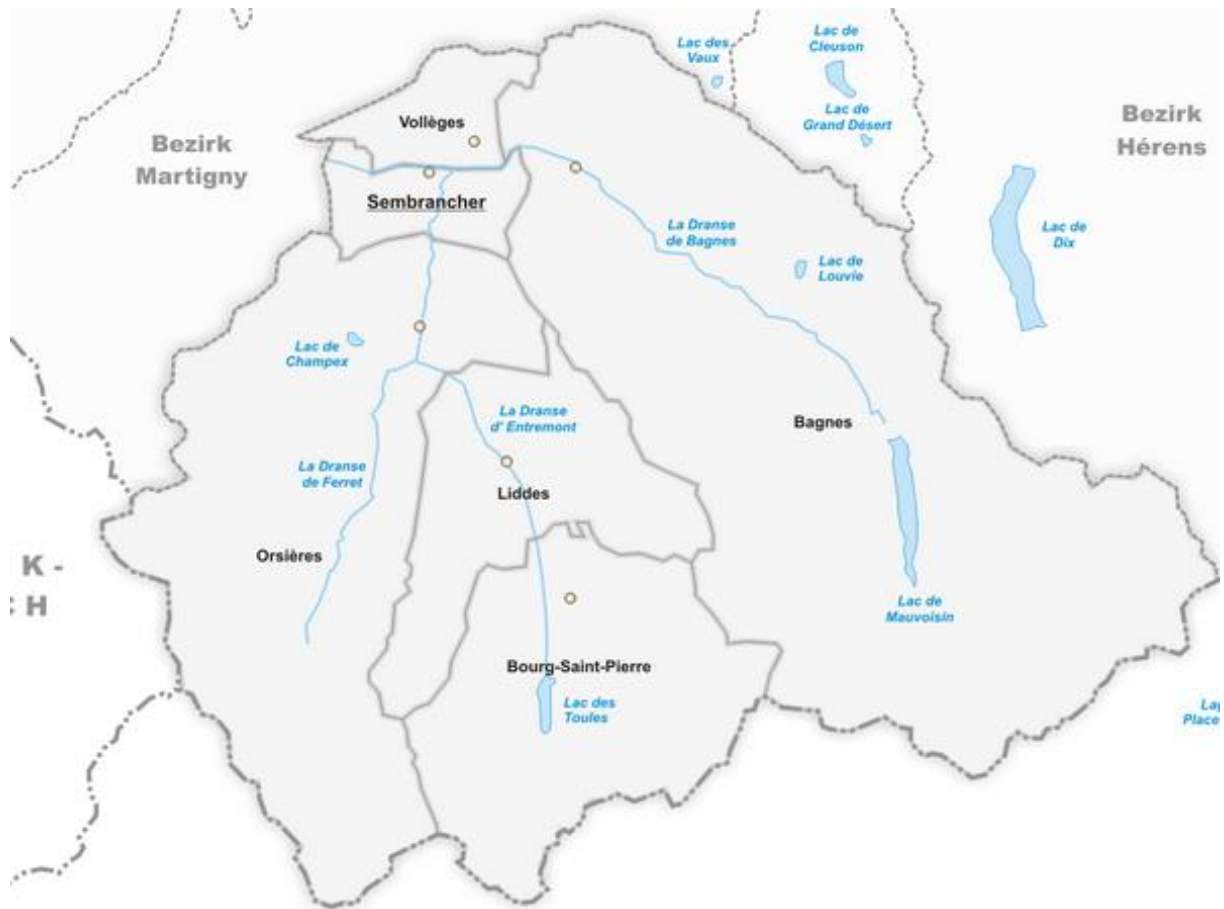
### 13 Table des lois citées

- Loi cantonale en faveur de la jeunesse 11 mai 2000, récupéré de  
[http://www.vs.ch/Home2/EtatVS/vs\\_public/public\\_lois/fr/LoisHtml/850.4.htm](http://www.vs.ch/Home2/EtatVS/vs_public/public_lois/fr/LoisHtml/850.4.htm).

## 14 Annexes

### 14.1 Annexe 1 : Carte géographique district d'Entremont

Carte 1 : Carte du district d'Entremont, Valais-CH (2015)



Source : récupéré de [https://fr.wikipedia.org/wiki/District\\_d%27Entremont](https://fr.wikipedia.org/wiki/District_d%27Entremont).



## 14.2 Annexe 2 : Nombres d'habitants de la commune de Vollèges

Situation des habitant·e·s de la commune de Vollèges (Valais-CH) au 30.11.2014

### Situation de la commune au 30.11.2014

	Âge moyen	Moins de seize ans		Seize ans et plus		Total
		Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	
<b><u>Habitants de la commune</u></b>						
Habitants dans la commune	39	176	200	734	724	1834
- Suisses	40	153	175	651	627	1606
- Etrangers	33	23	25	83	97	228
<b>Résidents principaux</b>	<b>39</b>	<b>176</b>	<b>200</b>	<b>734</b>	<b>724</b>	<b>1834</b>
- Suisses	40	153	175	651	627	1606
- Etrangers	33	23	25	83	97	228
<b><u>Résidences principales</u></b>						
De sexe féminin	40	176		734		910
De sexe masculin	38		200		724	924
<b><u>Etats civils</u></b>						
Célibataires	21	176	200	207	264	847
Marié(e)s	52			389	388	777
Séparé(e)s légalement	50			7	9	16
Séparé(e)s de fait	45			7	3	10
Divorcé(e)s	52			42	45	87
Veufs (Veuves)	76			81	14	95
Lié(e)s à un partenariat	42			1		1
Aucun	58				1	1

Source : Service administratif de la commune de Vollèges

### 14.3 Annexe 3 : Directives valaisannes pour l'accueil d'enfants à la journée en structure d'accueil

#### Les locaux et équipements

Directives pour les locaux et équipements, Valais-CH, 2010

POUR LES ENFANTS	NURSERY	CRECHE	GARDERIE ET JARDIN D'ENFANTS	UAPE
Au minimum : une pièce par groupe pour les différentes activités (3 m <sup>2</sup> par enfant, en tenant compte du mobilier)	oui	oui	oui	oui
Un poste d'eau dans la salle de jeux et dans la salle de peinture	Recommandé	Recommandé	Recommandé	Recommandé
Une salle de repos	oui	oui	Recommandé	non
Une cuisine ou cuisinette en fonction des besoins	oui	oui	oui	oui
Une salle à manger polyvalente	Recommandé	oui	non	oui
Une salle de bain / salle de soins pour le changement des petits, avec table à langer et lavabo	oui	oui	oui	non
Un WC + un lavabo, adaptés si possible	non	Pour 8 enfants	Pour 10 enfants	oui
Un vestiaire individuel pour chaque enfant	oui	oui	Recommandé	Recommandé
Un lieu pour les poussettes, tricycles, et le rangement	Recommandé	Recommandé	Recommandé	Recommandé
Une bonne aération et un éclairage naturel et artificiel suffisant	oui	oui	oui	oui
Des locaux de plain-pied	Recommandé	Recommandé	Recommandé	Recommandé

Source : Service Cantonal de la Jeunesse (2010)

#### Documents relatifs au fonctionnement de la structure

## Directives relatifs au fonctionnement de la structure, Valais-CH, 2010

DOCUMENTS	NURSERY	CRECHE	GARDERIE ET JARDIN D'ENFANTS	UAPE
<p>Chaque structure d'accueil doit notamment disposer des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le concept éducatif,</li> <li>- les statuts,</li> <li>- l'organigramme,</li> <li>- les prestations offertes,</li> <li>- le règlement de fonctionnement,</li> <li>- les tarifs,</li> <li>- les jours et horaires d'ouverture,</li> <li>- le formulaire d'inscription,</li> <li>- l'âge et le nombre d'enfants accueillis,</li> <li>- la liste des enfants, les coordonnées des parents ou des personnes chargées de la garde de l'enfant (nom, adresse + tél.), ainsi que les coordonnées du pédiatre (nom, adresse + tél.).</li> </ul>	oui	oui	oui	oui

Source : Service Cantonal de la Jeunesse (2010)

### Encadrement éducatif

La personne responsable de la structure doit être au bénéfice d'une formation reconnue dans le domaine de l'enfance. Une expérience de 2 ans de pratique dans une structure d'accueil est en outre recommandée.

Lorsque la capacité d'accueil maximale autorisée de la structure est de plus de 30 enfants, la responsable de la structure doit être au bénéfice d'une formation complémentaire de niveau « Certificate of Advanced Studies » (CAS), ou équivalente, reconnue par le DECS.

Pour les structures dont la capacité d'accueil maximale est de 30 enfants et moins, cette formation de niveau CAS est recommandée.

Lorsque la capacité d'accueil maximale autorisée de la structure est de 60 enfants ou plus, une formation complémentaire de niveau « Diploma of Advanced Studies » (DAS), ou équivalente, est recommandée.

Pour le personnel éducatif, issu des anciennes formations du niveau secondaire du domaine de l'enfance agréées par le DECS et souhaitant assumer une fonction de direction, un perfectionnement professionnel reconnu par le Service cantonal de la jeunesse est demandé en sus et une expérience de 5 ans est recommandée.

### Rapport entre personnel professionnel et auxiliaire

Le personnel d'encadrement éducatif doit être constitué au minimum de 2/3 de professionnelles reconnues. Le personnel auxiliaire sans formation reconnue dans le domaine de l'enfance ne doit pas dépasser 1/3.

## Directives pour l'accompagnement éducatif, Valais-CH, 2010

DENOMINATION	AGE	RAPPORT « PERSONNEL D'ENCADREMENT / ENFANTS »
NURSERY	1 à 18 mois	<b>1 poste pour 5 bébés</b>
CRECHE	1 ½ an à 6 ans	<p>GROUPES HORIZONTAUX (MEME GROUPE D'AGE) :</p> <p><u>Groupe des petits : 1 ½ an à 2 ½ ans</u> <b>1 poste pour 5 enfants</b></p> <p><u>Groupe des moyens : 2 ½ ans à 4 ans</u> <b>1 poste pour 7 enfants</b></p> <p><u>Groupe des grands : 4 ans à 6 ans</u> <b>1 poste pour 10 enfants</b></p> <p>GROUPES VERTICAUX (GROUPES D'AGES DIFFERENTS) :</p> <p><u>Groupe de 1 ½ an à 6 ans</u> <b>1 poste pour 8 enfants</b></p>
GARDERIE	1 ½ an à 6 ans	<p>GROUPES HORIZONTAUX (MEME GROUPE D'AGE) :</p> <p><u>Groupe des petits : 1 ½ an à 3 ans</u> <b>1 poste pour 7 enfants</b></p> <p><u>Groupe des grands : 3 ans à 6 ans</u> <b>1 poste pour 12 enfants</b></p> <p>GROUPES VERTICAUX (GROUPES D'AGES DIFFERENTS) :</p> <p><u>Groupe de 1 ½ an à 6 ans</u> <b>1 poste pour 10 enfants</b></p>
JARDIN D'ENFANTS	3 à 6 ans	<b>1 poste pour 12 à 15 enfants</b>
SPIELGRUPPE	3 à 6 ans	<b>1 poste pour 12 à 15 enfants</b>
UAPE	4 à 12 ans	<b>1 poste pour 12 enfants</b>

Source : Service Cantonal de la Jeunesse (2010)

## 14.4 Annexe 4 : tableau des coûts et des avantages d'une crèche à Fribourg selon l'étude de Oth (2002)

Tableau des coûts et des avantages d'une crèche à Fribourg (Croqu'lune) selon l'étude de Oth, 2002

Coûts			Avantages chiffrés			Avantages non chiffrés		
	en milliers de francs	en %		en milliers de francs	en %			
Subventions publiques	A Commune	251.2	50%	Eléments fiscaux	J Impôts / revenu suppl. du personnel des crèches	33.8		Meilleure qualité de vie
	B Canton	0	0		K Impôts / revenu suppl. immédiat des parents (RSI)	95.5		Potentiel de croissance économique accru
	C Confédération	0	0		L Impôts / revenu suppl. futur des parents (RSP)	95.5		Diminution des dépenses d'intégration des enfants et de santé publique
	D Entreprises publiques	0	0		M Aide sociales épargnées (estim.)	86		
	Total subventions	251.2	50%		Total éléments fiscaux	311.2	19%	
Participation privée	E Parents	249	50%	Eléments de revenu	N Revenu suppl. immédiat des parents (RSI)	521.6		Meilleure intégration sociale
					O AVS + 2 <sup>e</sup> pilier / revenu suppl. immédiat parents (RSI)	140.2		Moins d'isolement des familles immigrées, suisses et étrangères
					P Revenu suppl. futur des parents (RSF)	521.6		Meilleure répartition des rôles au sein de la famille
					Q AVS + 2 <sup>e</sup> pilier / revenu suppl. futur des parents (RSF)	140.2		Meilleure qualité de vie
	G Entreprises privées	0	0					Réservoir élargi de travailleur-euse-s plus qualifié-e-s
								Moins de rotation du personnel
	F Enfants							Meilleure intégration et compétences sociales, sécurité et prévention
								Meilleure formation prof. future
	H Autres (dons)	0	0					
	Total part. privée	249	50%		Total éléments de revenu	1 323.7	81%	
	I TOTAL	500.2	100%		R TOTAL	1 634.9		

Source: Oth, 2002, p. 20.

## 14.5 Annexe 5 : Questionnaire

### Une crèche et une unité d'accueil pour écolier à Orsières

#### Questionnaire aux parents d'enfants de moins de 12 ans domiciliés dans la commune d'Orsières

En collaboration avec la commune d'Orsières et dans le cadre de mon Travail de Bachelor à la Haute Ecole de Travail Social à Sierre, je vous adresse un questionnaire anonyme, dont le but est d'évaluer les besoins des familles résidentes de la commune en structure d'accueil pour enfants.

Voici les définitions de différentes structures d'accueil pour enfants :

- Une **crèche** est une structure qui accueille les enfants âgés de 18 mois à 6 ans sur des journées ou des demi-journées, repas compris.
- Un **jardin d'enfant** est une structure qui a pour but de favoriser la socialisation et de stimuler certains apprentissages. L'âge des enfants accueillis se situe entre 3 et 6 ans. Le temps d'ouverture peut être restreint (quelques heures sur le matin et/ou l'après-midi).
- Une **Unité d'Accueil Pour Ecoliers** (UAPE) : est une structure qui accueille les enfants en âge scolaire jusqu'à 12 ans en dehors des heures d'école (avant et après les cours et durant les repas de midi).

Votre avis est important pour la commune et pour la réalisation du projet de travail de Bachelor que j'entreprends.

Pour cette enquête aucun nom n'est demandé, il est donc complètement **anonyme**.

### 1. Données personnelles et familiales

1. Dans quel village habitez-vous ? (*cochez le village*)

- ☐ Orsières
- ☐ Champex-lac, La Fouly, Branche, Commeire, Prayon
- ☐ Autres villages : Somlaproz, Prassurny, Le Biolley, Chez-les-Reuses, Soulalex, Verlonnaz, Praz-de-Fort, Issert, Les Arlaches, La Douay, Reppaz, Chez-les-Addy, Chez-les-Giroud, Maligue, La Rosière, Chamoille

2. Quel est votre état civil ?

- ☐ Célibataire
- ☐ Marié·e
- ☐ Divorcé·e
- ☐ Veuf/veuve
- ☐ Séparé·e
- ☐ Concubin·e

3. Combien d'enfants de **moins de 12 ans** habitent avec vous ?

- ☐ 1
- ☐ 2
- ☐ 3
- ☐ 4
- ☐ 5 ou plus

3.1 Quel âge ont vos enfants (séparé les âges par une virgule) ?

4. Quel est le revenu annuel du ménage (*revenu imposable selon le chiffre 26 de la taxation fiscale*) ?

- ☐ Moins de 20'000 CHF
- ☐ 20'001 - 40'000 CHF
- ☐ 40'001 - 60'000 CHF
- ☐ 60'001 - 80'000 CHF
- ☐ 80'001 - 100'000 CHF
- ☐ Plus de 100'001 CHF

## 2. Taux d'activité

5. Si vous êtes en couple (*si non passez à la question 6*) travaillez-vous tous les deux ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

5.1 A quel taux ?

Monsieur

☐ ..... %

5.2 Madame

☐ .....%

6. Si vous êtes seul(e), travaillez-vous ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

6.1 A quel taux ?

☐ ..... %

## 3. Mode de garde actuelle

7. Actuellement avez-vous recours à un mode de garde ou une structure d'accueil ?  
(*Plusieurs réponses possibles*)

- ☐ Maman de jour
- ☐ Crèche / UAPE
- ☐ Baby-sitter (qui vient chez vous)
- ☐ Grands-parents ou famille proche
- ☐ Voisins, amis
- ☐ Aucun



8. A quelle fréquence utilisez-vous ce/ces mode(s) de garde ?

- ☐ Moins d'un jour par semaine
- ☐ Un jour par semaine
- ☐ Deux jours par semaine
- ☐ Trois jours par semaine
- ☐ Quatre jours par semaine
- ☐ Cinq jours par semaine
- ☐ Parfois selon les besoins

9. Êtes-vous satisfait(e) du mode de garde que vous avez choisi pour votre enfant ?

- ☐ Pas satisfait du tout
- ☐ Plutôt pas satisfait
- ☐ Plutôt satisfait
- ☐ Tout à fait satisfait

Pourquoi (seulement pour les tout à fait satisfait) ?

.....

.....

.....

.....

#### 4. Une structure d'accueil à Orsières ...

10. Si la commune d'Orsières met en place une structure de type crèche l'utiliserez-vous ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
  - ☐ Je garde la solution de garde actuelle

Pourquoi ? .....

.....

.....

.....

11. Si la commune d'Orsières met en place une structure de type UAPE, l'utiliserez-vous ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
  - ☐ Je garde la solution de garde actuelle

Pourquoi ? .....

.....

.....

.....

**12.** Si oui aux questions 10 et 11, à quelle fréquence en auriez-vous besoin ?  
(Indiquez le nombre d'enfants dans les cases correspondantes)

☐ Parfois selon les besoins : .....

		Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Matin	06 :45 – 08 :00	.....	.....	.....	.....	.....
	08 :00 – 11 :30	.....	.....	.....	.....	.....
Midi	11 :30 – 13 :30	.....	.....	.....	.....	.....
Après- midi	13 :30 – 16 :30	.....	.....	.....	.....	.....
	16 :30 – 18 :00	.....	.....	.....	.....	.....

**12.1** Combien de vos enfants sont concernés par la crèche dans votre réponse précédente ?  
.....

**12.2** Combien de vos enfants sont concernés par l'UAPE dans votre réponse précédente ?  
.....

**13.** Quel montant pourriez-vous mettre par enfant pour un accueil à la journée (sans le repas) ? (ces chiffres font références à des tarifs d'autres structures)

- ☐ Moins de 10 CHF
- ☐ 11 à 20 CHF
- ☐ 21 à 30 CHF
- ☐ 31 à 40 CHF
- ☐ 41 à 50 CHF
- ☐ 51 à 60 CHF
- ☐ Je suis intéressé(e) mais je n'ai pas les moyens
- ☐ Ça m'est égal

**14.** Dans l'hypothèse de l'existence d'une structure d'accueil à Orsières, placeriez-vous votre/vos enfant(s) pour... ? (plusieurs réponses possibles)

- ☐ Travailler plus
- ☐ Reprendre une activité professionnelle
- ☐ Suivre une formation
- ☐ Parce que c'est plus proche de mon domicile
- ☐ Autre (bénévolat, activité artistique, etc.) : .....

**15.** Seriez-vous intéressé par une crèche bilingue ou multilingue ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

## Remarques-Commentaires :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**MERCI pour votre participation !**

Le questionnaire doit être retourner à l'adresse suivante, d'ici au **19 juin 2015** :

M. Didier Jacquemettaz  
Président de la Commission Scolaire  
Administration communale  
Rue de la commune 3  
1937 Orsières

Pour toutes questions vous pouvez contacter :

Lucie Abelenda au 079/790 20 29 ou [lucie.abelenda@sudents.hevs.ch](mailto:lucie.abelenda@sudents.hevs.ch)

Lien internet pour répondre au questionnaire :

<http://sphinxstd.hevs.ch/Jstudent/Tblucie/formulaireweb.htm>

## 14.6 Annexe 6 : Les tableaux des résultats statistiques du questionnaire

### Graphique 1 : Dans quel village habitez-vous ?

#### 1. Dans quel village habitez-vous?

Taux de réponse : **98,2%**

	Nb	
Non réponse	2	1,8%
Orsières	66	58,4%
Champex-Lac, La Fouly, Branche, Commeire, Prayon	11	9,7%
Autres villages: Somlaproz, Prassurny, Le Biolley, Chez-les-Reuses, Soulalex, Verlonnaz, Praz-de-Fort, Issert, les Arlaches, la Douay, Reppaz, Chez-les-Addy, Chez-les-Giroud, MAligue, La Rosière, Chamoille	34	30,1%
<b>Total</b>	<b>113</b>	

Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

### Graphique 2 : Quel est votre état civil ?

#### 2. Quel est votre état civil?

Taux de réponse : **99,1%**

	Nb	
Non réponse	1	0,9%
Célibataire	3	2,7%
Marié(e)	102	90,3%
Divorcé(e)	1	0,9%
Veuf/veuve	0	0,0%
Séparé(e)	4	3,5%
Concubin(e)	2	1,8%
<b>Total</b>	<b>113</b>	

Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

### Graphique 3 : A quel taux pour Monsieur?

#### 5.1 A quel taux pour Monsieur ?

'91 et plus' (91 observations)  
Moyenne = **97,57** Ecart-type = **7,77**

	Nb	
Moins de 63	2	2,0%
De 63 à 69	0	0,0%
De 70 à 76	1	1,0%
De 77 à 83	6	5,9%
De 84 à 90	1	1,0%
91 et plus	91	90,1%
<b>Total</b>	<b>101</b>	

Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

### Graphique 4 : A quel taux pour Madame?

#### 5.2 A quel taux pour Madame ?

'De 40 à 59' (36 observations)  
Moyenne = **51,88** Ecart-type = **21,76**

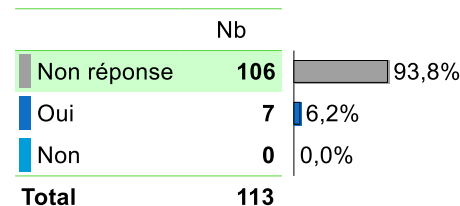
	Nb	
Moins de 20	1	1,2%
De 20 à 39	13	15,7%
De 40 à 59	36	43,4%
De 60 à 79	21	25,3%
De 80 à 99	5	6,0%
100 et plus	7	8,4%
<b>Total</b>	<b>83</b>	

Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 5 : Si vous êtes seul-e, travaillez-vous?

6. Si vous êtes seul(e), travaillez-vous?

Taux de réponse : **6,2%**

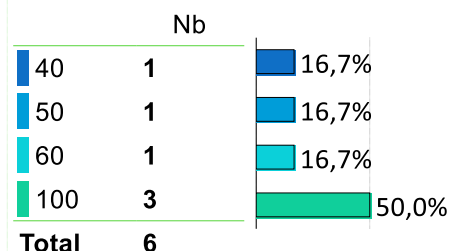


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 6 : A quel taux ? (pour les personnes seules)

### 6.1 A quel taux?

'100' (3 observations)  
Moyenne = **75,00** Ecart-type = **28,11**

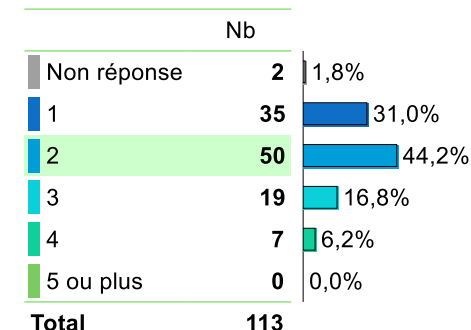


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 7 : Combien d'enfants de moins de 12 ans habitent avec vous?

3. Combien d'enfants de moins de 12 ans habitent avec vous?

Taux de réponse : **98,2%**

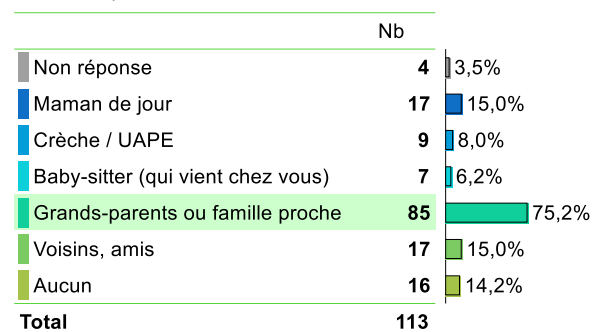


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 8 : Actuellement avez-vous recours à un mode de garde ou une structure d'accueil?

7. Actuellement avez-vous recours à un mode de garde ou une structure d'accueil ?  
(Plusieurs réponses possibles)

Taux de réponse : **96,5%**

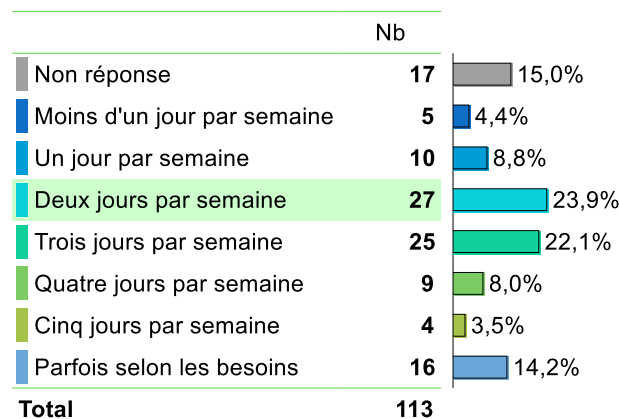


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 9 : A quelle fréquence utilisez-vous ce/ces mode(s) de garde?

8. A quelle fréquence utilisez-vous ce/ces mode(s) de garde?

Taux de réponse : **85,0%**

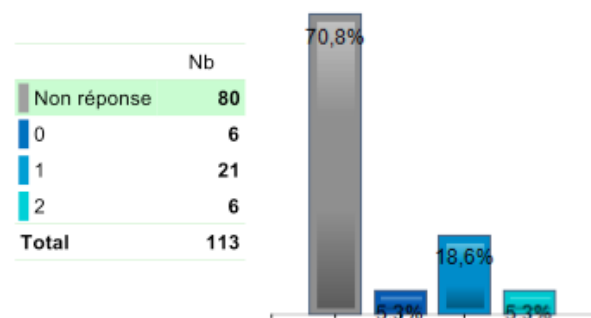


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 10 : Combien d'enfants sont concernés par la crèche dans votre réponse précédente?

### 12.1 Combien d'enfants sont concernés par la crèche dans votre réponse précédente ?

Taux de réponse : **29,2%**  
Moyenne = **1,00** Médiane = **1,00** Ecart-type = **0,61**  
Min = **0** Max = **2**

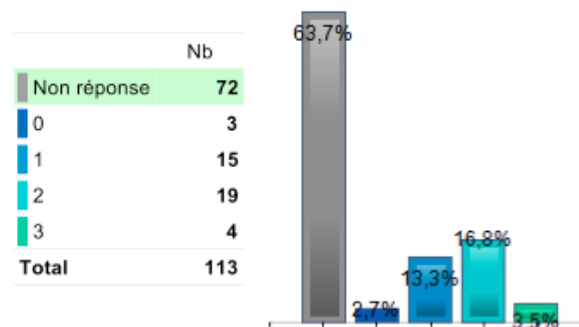


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 11 : Combien d'enfants sont concernés par l'UAPE dans votre réponse précédente?

### 12.2 Combien d'enfants sont concernés par l'UAPE dans votre réponse précédente?

Taux de réponse : **36,3%**  
Moyenne = **1,59** Médiane = **2,00** Ecart-type = **0,77**  
Min = **0** Max = **3**

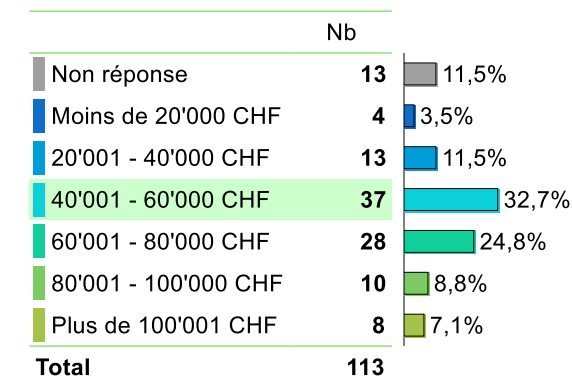


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 12 : Quel est le revenu annuel du ménage?

4. Quel est le revenu annuel du ménage ? (*revenu imposable selon le chiffre 26 de la taxation fiscale*)

Taux de réponse : **88,5%**

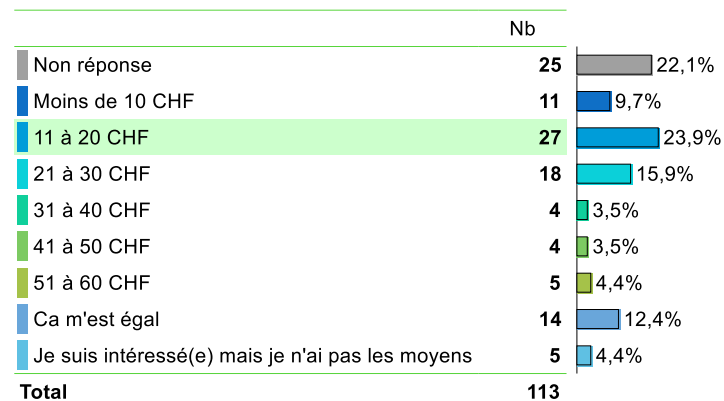


Source: Abelenda Lucie, juin 2015, Orsières.

Graphique 13 : Quel montant pourriez-vous mettre par enfants pour un accueil sur la journée (repas non compris)?

**13. Quel montant pourriez-vous mettre par enfant pour un accueil sur la journée (repas non compris) ?**  
*(Ces chiffres font références à des tarifs d'autres crèches et UAPE)*

Taux de réponse : 77,9%

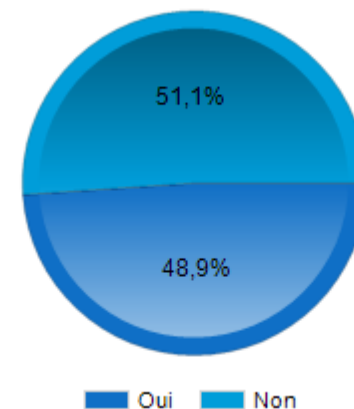


Source: Abelenda Lucie, Juin 2015, Orsières.

Graphique 14 : Seriez-vous intéressé(e) par une crèche bilingue ou multilingue ?

**25. 15. Seriez-vous intéressé(e) par une crèche bilingue ou multilingue?**

Taux de réponse : 81,4%



Source: Abelenda Lucie, juin 2015, Orsières.